

République Islamique de Mauritanie



البنك المركزي الموريتاني  
BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

# RAPPORT ANNUEL 2016

JUIN 2017

# RAPPORT SUR L'EXERCICE 2016

Présenté à Son Excellence Monsieur le Président de la République  
Par Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie



2

Banque Centrale de Mauritanie  
**RAPPORT ANNUEL 2016**

**Monsieur le Président,**

*En application de l'article 91 de l'ordonnance 2007/004 du 12 janvier 2007 portant Statut de la Banque Centrale de Mauritanie, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel sur l'évolution économique et monétaire au titre de l'exercice 2016.*

*Ce rapport comporte, en sa partie IX, les comptes annuels ainsi qu'un compte rendu des activités et opérations de la Banque conformément à l'article 90 de l'ordonnance sus mentionnée.*

## Monsieur le Président,

En 2016, l'activité économique mondiale a connu une croissance faible sur fond d'un ralentissement du commerce mondial, d'une instabilité des taux de change et des flux de capitaux, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents. Dans ce contexte, l'inflation mondiale est restée modérée sous l'effet de la baisse prolongée des prix des matières premières. Toutefois, au dernier trimestre de l'année, elle repart légèrement à la hausse, en raison d'une reprise des cours des produits de base. Le taux de croissance du PIB réel mondial s'est établi à 3,1% en 2016 contre 3,4% en 2015. Il a ralenti dans les pays avancés, passant de 2,1% en 2015 contre 1,7% en 2016, alors qu'il est resté quasiment inchangé, autour de 4,1% en 2016, au niveau des pays émergents et en développement.

Quant au taux d'inflation, il a enregistré un léger rebond dans les pays avancés, à 0,9% en 2016 contre 0,4% en 2015, sous l'effet notamment du relèvement des prix de l'énergie. Par contre, dans les pays émergents et en développement, l'inflation a légèrement baissé, passant à 4,5% en 2016 contre 4,7% en 2015. Sur le plan monétaire, les principales banques centrales en dehors de la FED qui a révisé à la hausse son taux directeur de 25 points de base, ont poursuivi des politiques monétaires accommodantes avec des taux d'intérêt faibles afin de soutenir l'activité économique.

A niveau national, l'économie a enregistré en 2016, un taux de croissance modéré en raison de la baisse des niveaux des productions dans les secteurs primaire et secondaire, malgré la bonne tenue des activités de la pêche, du minerai du fer et des BTP. L'inflation est restée faible et le solde extérieur s'est dégradé du fait, principalement, de la baisse des recettes minières relatives aux investissements directs étrangers. Toutefois, les réserves extérieures sont restées stables, presque, au même niveau que celui de l'année dernière. Quant aux finances publiques, le déficit budgétaire s'est sensiblement réduit, grâce notamment aux efforts additionnels de mobilisation de ressources et de maîtrise des dépenses, particulièrement, celles liées aux dépenses courantes.

L'activité économique nationale a enregistré une croissance du PIB réel de 1,7% en 2016 contre 0,9% en 2015, en dépit de la baisse des activités des industries extractives (-1,4%) et du secteur agricole (-6,2). La croissance a été tirée essentiellement par le minerai de fer (+14,3%), l'activité de l'élevage (+5%), la production de la pêche (+1,5%) et les télécommunications (+7,7%). Les BTP se sont également redressés (+2,6). Quant à l'activité pétrolière, elle a poursuivi sa tendance baissière amorcée depuis quelques années (-7,2%).

En matière d'inflation, la hausse des prix est restée modérée. La progression de l'indice national des prix à la consommation (INPC) s'est limitée à 2,8% en glissement annuel, en raison de la conduite d'une politique monétaire prudente et aux mesures de soutien apporté aux populations, dans le cadre des actions du gouvernement visant à atténuer la hausse des prix des produits de première nécessité. En moyenne annuelle, l'inflation est ressortie à 1,5% en 2016 contre 0,5% en 2015.

S'agissant des transactions extérieures, le déficit commercial a reculé de 3% par rapport à 2015, pour s'établir à MRO 175,4 milliards. Cette amélioration du solde commercial s'explique, d'une part, par la hausse des recettes d'exportation de 9,8% due en grande partie à la remontée du prix du fer à partir du 2ème trimestre 2016, et par les recettes d'exportation des produits de pêche, d'autre part. Le taux de couverture des importations de biens par les exportations est passé de 71% en 2015 à 74% en 2016. Le déficit des transactions courantes s'est amélioré de 19,7% pour se situer à MRO 247,8 milliards contre MRO 308,6 milliards en 2015, en raison des évolutions positives enregistrées, notamment, au niveau de revenus et des transferts.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est chiffré à MRO 172,3 milliards, en baisse de 57,4%, du fait du ralentissement des investissements directs étrangers, de la faible mobilisation des dons et





prêts au titre du programme d'investissement public, et du recul des flux financiers provenant du secteur privé. Cette évolution a impacté le solde global de la balance des paiements qui est ressorti déficitaire de MRO 27,9 milliards en 2016.

La poursuite d'une politique de taux de change flexible a permis de préserver un niveau des réserves officielles de change adéquat avec un maintien de la compétitivité de l'économie nationale et ce, en dépit de chocs extérieurs adverses. Les réserves brutes se sont élevées à USD 824,5 millions, représentant l'équivalent de 5,4 mois d'importations de biens et de services.

Avec le lancement de grands projets d'investissement, l'Etat s'est engagé auprès des institutions multilatérales et bilatérales sous forme de prêts officiels entraînant une hausse modérée du niveau de la dette extérieure publique. L'encours de la dette extérieure globale a atteint en 2016, USD 3889,8 millions, enregistrant ainsi une progression de 1,4% par rapport à son niveau de 2015. Rapportée au PIB, la dette extérieure publique s'est établie en 2016 à 82,1%.

Dans le domaine des finances publiques, les opérations financières de l'Etat se sont caractérisées par une augmentation des recettes et une baisse des dépenses, entraînant une amélioration du solde budgétaire global. Avec un total de MRO 464,9 milliards (dons compris), les recettes budgétaires ont enregistré une augmentation, sous l'effet, principalement, de la hausse des recettes fiscales et dons. Quant aux dépenses, elles ont baissé de 9,3% en 2016 pour se situer à MRO 465,9 milliards, du fait d'un recul respectif des dépenses courantes et des dépenses d'investissement de 5% et 13,7. En effet, les dépenses d'investissement et prêts nets ont représenté 41% des dépenses budgétaires, dont 79% ont été financées sur ressources intérieures.

Le déficit budgétaire global (dons compris) s'est établi à MRO 0,9 milliard soit 0,1% du PIB hors pétrole contre MRO 53,5 milliards soit 3,5% du PIB hors pétrole en 2015. Le financement du déficit budgétaire a été assuré à la fois par des ressources propres et par des financements extérieurs, contractés à des conditions concessionnelles. Le recours au marché monétaire (bons du trésor) reste limité, entraînant une baisse du niveau des taux d'intérêt. L'encours des bons du trésor bancaires connaît une nette régression ces dernières années.

Dans un contexte de faible inflation, marqué par une liquidité bancaire globalement excédentaire mais évoluant dans des proportions sans risque réel de hausse des prix, l'orientation de la politique monétaire de la Banque centrale est restée inchangée. Le taux directeur et celui de la réserve obligatoire sont restés les mêmes, respectivement, à 9% et 7%.

La masse monétaire a enregistré un accroissement de 7,1% en glissement annuel au lieu de 0,4% en 2015, pour s'établir à fin décembre 2016 à MRO 548,4 milliards. Cette évolution résulte de la progression des crédits à l'économie et d'une amélioration de la position nette du gouvernement, les avoirs extérieurs nets ayant légèrement baissé.

La concurrence entre les banques, dans un environnement marqué par la baisse des taux sur les bons du trésor, a permis d'assouplir les conditions bancaires, notamment, le coût du crédit qui est resté stable en 2016, autour de 12%, en deçà du taux plafond (17%). Quant au taux d'intérêt annuel minimum servi sur livrets d'épargne, il demeure égal au taux moyen pondéré de la dernière adjudication de bons de trésor, majoré de 1% pour les dépôts inférieurs ou égaux à cinq millions d'ouguiyas ; au-delà de ce seuil, il est libre.

Pour renforcer le cadre opérationnel de la politique monétaire, les Autorités de la Banque ont initié en 2016, et pour la première fois, un nouveau volet relatif à l'activité de la recherche économique. Dans ce cadre, plusieurs actions sont engagées. Il s'agit notamment de la recherche d'accords de coopération et de partenariat, à conclure avec certaines agences multilatérales et des centres de recherches spécialisés, et le développement par les services de la BCM de certains modèles économétriques (modèles de prévision des agrégats monétaires, de l'inflation et de la liquidité bancaire à court terme).



Dans le cadre de la transformation du mode de gestion de la Banque centrale, un cadre stratégique permettant d'assurer l'alignement et la cohérence entre les processus internes et les objectifs fixés est en cours de finalisation. Ce cadre tient compte des impératifs dictés par un environnement exigeant en matière de veille, d'agilité et de performance managériale. Une salle de Pilotage dédiée au suivi des indicateurs stratégiques est déjà opérationnelle.

Egalement, un plan de transformation organisationnelle, intégrant l'ensemble des processus et domaines fonctionnels de la Banque est en cours de finalisation. Ce plan permettra d'améliorer toutes les défaillances relevées lors de l'analyse diagnostic réalisée par la BCM. Il vise également à la doter d'une architecture organisationnelle adaptée, prenant en compte, à la fois la réingénierie des processus métiers et la vision stratégique issue de ses principales missions.

Par ailleurs, d'autres réformes touchant, notamment, le traitement et la gestion des flux d'informations ont été lancées pour permettre à la Banque de s'adapter aux mutations de l'environnement tant intérieur qu'extérieur tout en renforçant ses capacités à réaliser ses missions. Dans cette optique, un portail de diffusion des données économiques et financières sur l'économie mauritanienne est lancé à travers le site Web de la BCM. Il est accessible pour le personnel de la Banque et il le sera, bientôt, aux autres usagers potentiels (grand public, chercheurs, étudiants).

Le processus de modernisation des moyens de paiement et de la gestion fiduciaire s'est poursuivi en 2016 par la mise en place dans le cadre du pilotage stratégique des projets de :

- i. **Télé-compensation** et de règlement de gros montants en temps réel (RTGS);
- ii. **Paiements « Mobile Banking »** qui permettra la prise en charge des paiements effectués à travers les téléphones mobiles. Il facilitera les échanges en zones non couvertes par le réseau bancaire à moindre coût favorisant ainsi l'inclusion financière;
- iii. **Transformation et d'automatisation du centre de tri** des billets de banque pour mieux entretenir et améliorer la qualité de la circulation de la monnaie fiduciaire à travers la détection des faux billets et le remplacement des coupures endommagées par des billets neufs. Les travaux à ce niveau ont déjà débuté.

L'activité monétique a été marquée par l'exécution de nouveaux projets par le GIMTEL, notamment, l'acceptation des cartes Mastercard ainsi que l'automatisation de la gestion des litiges et le monitoring de la fraude. Les cartes VISA internationales émises par les banques mauritaniennes ont connu une évolution favorable en 2016, avec un volume de MRO 2,5 milliards de transactions électroniques internationales.

S'agissant du secteur financier, sa stabilité a été assurée grâce à un suivi continu des institutions financières agréées en Mauritanie. Plusieurs actions ont été prises, en rapport avec les recommandations de la stratégie du secteur financier (2012-2017), notamment, i) l'amélioration de la stabilité et de la transparence, ii) la réduction des coûts pour favoriser l'accès aux services financiers, et iii) l'adaptation du cadre juridique.

Pour accroître l'efficacité de la régulation bancaire et financière et la rendre conforme aux standards internationaux, la révision de l'ordonnance 020/2007 portant réglementation des établissements de crédit et l'ordonnance 04/2007 portant statut de la BCM a été finalisée en 2016. Ces textes juridiques prévoient i) la mise en place d'une réglementation relative aux banques islamiques et aux établissements de paiements, ii) la création d'un comité de stabilité financière, iii) le renforcement et la surveillance des risques liés au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme, iv) une procédure de résolution des crises bancaires.

En raison de l'intensification de la concurrence entre les banques et, en vue de rapprocher les services bancaires de la clientèle, le nombre d'agences bancaires a sensiblement augmenté au cours des dernières





années pour se situer à 197 en 2016 contre 184 en 2015, favorisant ainsi l'inclusion financière. Le taux de bancarisation est estimé à 14%. Ce taux serait de 29%, si l'on tient compte du nombre de clients ou adhérents au niveau des Institutions de micro-finance.

En outre, le processus de modernisation de la centrale des risques a été finalisé et un tableau de bord a été conçu pour assurer un meilleur suivi des indicateurs financiers et mieux cerner l'information financière.

En 2016, Le rythme d'octroi de crédits est resté stable. Les crédits nets consolidés des banques ont enregistré une augmentation de 8%, favorisée par le lancement du programme de financement des petites et moyennes entreprises avec l'appui du FADES pour un montant de USD 50 millions.

Par ailleurs, compte tenu du besoin ponctuel de trésorerie des banques, un suivi hebdomadaire de la trésorerie des banques a été mis en place et un cadre réglementaire relatif au refinancement d'urgence a été approuvé par le Conseil de Politique Monétaire

Concernant la micro-finance, l'accent a été mis en 2016, sur le suivi de l'activité des institutions opérant dans ce sous-secteur et sur la promotion de l'inclusion financière, à travers l'octroi d'agréments en faveur de cinq institutions de micro-finance de la Catégorie B. Les actions de redynamisation du réseau des Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit (CAPEC) et la mobilisation de nouvelles ressources pour le financement des projets en faveur des populations à faible revenu se sont poursuivies, ainsi que les initiatives pour le développement du transfert d'argent au profit de la population vulnérable.

S'agissant de l'appui à l'investissement privé, une bonne performance a été réalisée en matière d'assainissement du climat des affaires se traduisant par la progression de notre pays de 8 points dans le classement mondial de la qualité de l'indice « Doing Business ». Le Gouvernement continue ses actions visant à redynamiser et renforcer notre système judiciaire pour gagner la confiance des investisseurs et consolider l'Etat de droit et la bonne gouvernance.

L'assainissement du bilan de la Banque centrale et la politique de maîtrise des charges suivie par les autorités de la Banque ont permis en 2016 de dégager un surplus plus important que celui de l'année dernière. Le résultat net annuel a affiché un bénéfice de MRO 2,3 milliards, en hausse de MRO 0,7 milliard par rapport à l'exercice précédent.

Monsieur le Président, tels sont, les faits marquants de l'activité de la Banque Centrale de Mauritanie dans les domaines économiques et financiers au titre de 2016. Conscientes du rôle moteur du secteur bancaire et financier dans le développement économique, les autorités monétaires poursuivront les réformes en vue de moderniser la gestion interne de la Banque, promouvoir l'inclusion financière et renforcer le rôle du secteur financier dans le financement de l'économie.

**Nouakchott, le 15 juin 2017**



**Abdel Aziz Dahi**

## TABLE DES MATIERES

<b>PREMIERE PARTIE :</b>	<b>11</b>
<b>ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>11</b>
<b>I. LA CROISSANCE MONDIALE</b>	<b>12</b>
<b>II. L'INFLATION</b>	<b>15</b>
<b>III. LE COMMERCE INTERNATIONAL</b>	<b>17</b>
<b>IV. LES MARCHES FINANCIERS</b>	<b>19</b>
IV.1. Évolution des principales places boursières	20
IV.2. Les Taux d'intérêt	20
IV.3. Le marché des changes	20
IV.4. Le marché des matières premières	21
IV.4.1 Le Pétrole	21
IV.4.2 L'or	22
IV.4.3 Le Cuivre	22
IV.4.4 Le Fer	22
IV.4.5 Le Sucre	23
IV.4.6 Le Blé	23
IV.4.7. Le Riz	24
<b>DEUXIEME PARTIE :</b>	<b>25</b>
<b>I. L'ACTIVITE ECONOMIQUE</b>	<b>26</b>
<b>I-1 Analyse sectorielle</b>	<b>27</b>
I-1-1. Le secteur primaire	27
I-1-1-a. L'agriculture	27
I-1-1-b. L'élevage	28
I-1-1-c. La pêche	28
I-1-2. Le secteur secondaire	28
I-1-2-a. Les activités extractives	28
I-1-2-a-i. Les mines	29
I-1-2-a-ii. Le pétrole	29
I-1-2-b. Les industries manufacturières	29
I-1-2-c. Le Bâtiment et les Travaux Publics	30
I-1-3. Le Secteur tertiaire	30
I-1-3-a. Le Transport et les Télécommunications	30
I-1-3-b. Le Commerce	30
I-1-3-c. Les autres services	30
I-1-3-d. Les Administrations Publiques	31
<b>I-2 La Demande</b>	<b>31</b>
I-2-1. La consommation	31
I-2-2. L'Investissement	31
<b>II. L'INFLATION</b>	<b>32</b>
<b>III. LE SECTEUR EXTERIEUR</b>	<b>35</b>
<b>III-1 Les Transactions courantes</b>	<b>36</b>
III-1-1. La Balance Commerciale	37
III-1-1-a. Les exportations	37
III-1-1-b. Les Importations	40
III-1-2. Les Services	42
III-1-3. Les Revenus	42
III-1-4. Les Transferts courants	42
<b>III-2. Le Compte de capital et d'opérations financières</b>	<b>42</b>
<b>IV. DETTE EXTERIEURE</b>	<b>45</b>
IV-1 L'encours de la dette extérieure	46
IV-1-1 La dette bilatérale	46
IV-1-2 La dette multilatérale	46
IV-1-3 Les encours par devise	46
IV-1-4 Les encours par emprunteur	47
IV-2 Le Service de la dette extérieure	48
IV-2-1. Le service de la dette par créancier	49
IV-2-2. Le service de la dette par débiteur	49
IV-2-3. Le service de la dette par devise	49
IV-3. Les Décaissements sur emprunts extérieurs	50
IV-3-1. Les décaissements sur prêts bilatéraux	51
IV-3-2. Les décaissements sur prêts multilatéraux	51
IV-3-3. Répartition des décaissements par bénéficiaires	52
IV-3-4. Les décaissements par devise	52
IV-4. Nouveaux engagements extérieurs	53







<b>V.</b>	<b>FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>54</b>
V-1.	La loi de finances 2016	55
V-2.	L'évolution des finances publiques	55
V-2-1.	Les Recettes budgétaires	55
V-2-1-a.	Les recettes fiscales	55
V-2-1-b.	Les recettes non fiscales hors dons	56
V-2-1-c.	Les dons	57
V-2-2.	Les Dépenses budgétaires	57
V-2-2-a.	Les dépenses courantes	58
V-2-2-b.	Les dépenses d'investissements et prêts nets	58
V-2-3.	Le Solde budgétaire et son financement	58
<b>VI.</b>	<b>LA MONNAIE</b>	<b>59</b>
VI-1.	La Politique monétaire	60
VI-2.	Les Agrégats monétaires	60
VI-2-1.	La masse monétaire M2	60
VI-2-2.	Les contreparties de la masse monétaire	61
VI-2-2-a.	Les avoirs extérieurs nets	61
VI-2-2-b.	Le crédit intérieur	61
VI-2-2-b-i.	Les créances nettes sur l'Etat	62
VI-2-2-b-ii.	Les concours à l'économie	62
VI-3.	Evolution des facteurs de liquidité	62
<b>VII.</b>	<b>LE MARCHE DE CAPITAUX</b>	<b>63</b>
VII-1.	Le marché des Bons du Trésor	64
VII-1-1.	L'encours des bons du trésor et taux d'intérêt	64
VII-2.	Le marché interbancaire	65
VII-3.	Les opérations de la chambre de compensation	65
VII-4.	Les opérations de monétique	65
<b>VIII.</b>	<b>LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIERE</b>	<b>67</b>
VIII-1.	La structure du secteur financier	68
VIII-2.	Activité de contrôle et de supervision bancaire	69
VIII-2-1.	Les règles prudentielles	69
VIII-2-1-a.	La liquidité	69
VIII-2-1-b.	Les fonds propres nets	69
VIII-2-1-c.	L'équilibre entre fonds propres nets et valeurs immobilisées	69
VIII-2-1-d.	La couverture des risques	70
VIII-3.	La rentabilité des banques	70
VIII-4.	L'activité du secteur financier	71
VIII-4-1.	Les Banques	71
VIII-4-1-a.	La distribution des crédits par les banques	71
VIII-5.	Les institutions de micro-finance	74
VIII-5-1.	Les crédits	74
VIII-5-2.	Les dépôts	74
<b>IX- LES ETATS FINANCIERS DE LA BCM</b>		<b>75</b>
<b>ANALYSE DES COMPTES DE LA BCM POUR L'EXERCICE 2016</b>		<b>76</b>
<b>I.</b>	<b>COMPTES BILAN</b>	<b>76</b>
<b>A - ACTIF 76</b>		
1 -	Avoirs en or et en devises	76
2 -	Avoirs auprès d'organismes financiers internationaux	76
3 -	Créance sur l'Etat	76
4 -	Créances sur les établissements de crédits et assimilés	76
5 -	Titres de participation	77
6 -	Les immobilisations nettes	77
7 -	Les comptes d'ordre et divers actif	77
<b>B. PASSIF 77</b>		
1-	Billets et monnaie en circulation	77
2 -	Comptes courants et de dépôts	77
3 -	Fonds monétaire international et Fonds Monétaire Arabe Passif	77
4 -	Dettes envers les banques et organismes étrangers	78
5-	Capital et fonds de réserves	78
6 -	Compte d'ordre et divers	78
<b>II. Les Comptes de résultats</b>		<b>78</b>
<b>X- Opinion de l'Auditeur externe de la BCM</b>		<b>81</b>
<b>XI- ANNEXES</b>		<b>85</b>

## LISTE DES ABREVIATIONS

•	<b>A</b>	
	AFD	: Agence Française de Développement
	APD	: Aide Publique au Développement
	AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique d'Afrique
•	<b>B</b>	
	BAD	: Banque Africaine de Développement
	BCE	: Banque Centrale Européenne
	BCM	: Banque Centrale de Mauritanie
	BCK	: Banque Centrale de Koweït
	BID	: Banque Islamique de Développement
	BOJ	: Banque du Japon
	BOE	: Banque d'Angleterre
•	<b>C</b>	
	CAF	: Coût, Assurance et Fret
	CAPEC	: Caisses populaires d'Épargne et de Crédit
	CNSRH	: Comité National de Suivi des Revenus des Hydrocarbures
•	<b>D</b>	
	DGD	: Direction Générale des Douanes
	DGE	: Direction Générale des Études
	DGML	: Direction Générale des Marchés et de la Gestion de la Liquidité
	DGSBF	: Direction Générale de la Supervision Bancaire et Financière
	DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
•	<b>F</b>	
	FAD	: Fonds Africain de Développement
	FADEA	: Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement Économique Arabe
	FADES	: Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social
	FED	: Réserve Fédérale des États Unis
	FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
	FKDEA	: Fonds Koweïtien pour Développement Economique Arabe
	FMI	: Fonds monétaire international
	FMA	: Fonds Monétaire Arabe
	FNRH	: Fonds National des Revenus des Hydrocarbures
	FOB	: Free On Board
•	<b>I</b>	
	IDA	: Association International de Développement
	INSEE	: Institut National de la Statistique et des Études Économiques
•	<b>K</b>	
	KIA	: Kuwait Investment Authority
•	<b>L</b>	
	LFI	: Loi de Finances Initiale
	LFR	: Loi de Finance Rectificative
•	<b>M</b>	
	MAED	: Ministère des Affaires Économiques et du Développement
	MCM	: Société des Mines de Cuivre de Mauritanie
	MDR	: Ministère du Développement Rural
	MF	: Ministère des Finances
	MRO	: Ouguiya
•	<b>O</b>	
	ONS	: Office Nationale de la Statistique
	OAPEP	: Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole
	OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
•	<b>P</b>	
	PIB	: Produit Intérieur Brut
	PROCAPEC	: Agence Nationale de Promotion des Caisses Populaires de Crédit et d'Épargne
•	<b>S</b>	
	SAM	: Société des Aéroports de Mauritanie
	SMCP	: Société Mauritanienne de Commercialisation de Poisson
	SNIM	: Société Nationale Industrielle et Minière
	SOMELEC	: Société Mauritanienne de l'Électricité
•	<b>T</b>	
	TASIAST	: Société des Mines de Tasiast
	TCEN	: Taux de Change Effectif Nominal
	TCER	: Taux de Change Effectif Réel
•	<b>U</b>	
	USD	: Dollars des États-Unis

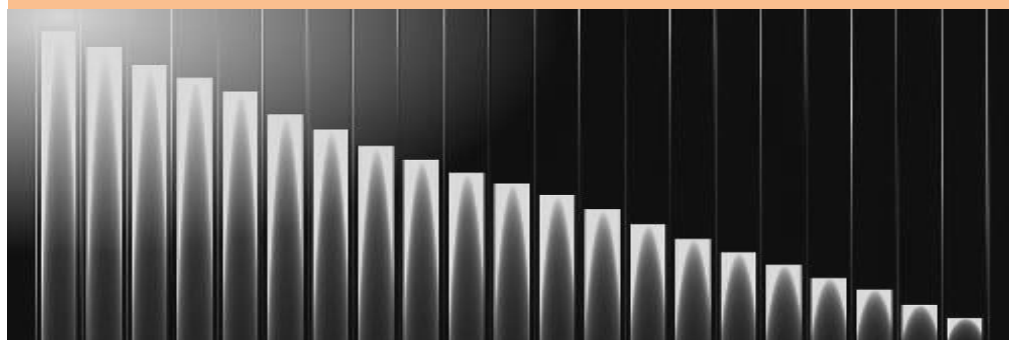




## PREMIERE PARTIE :

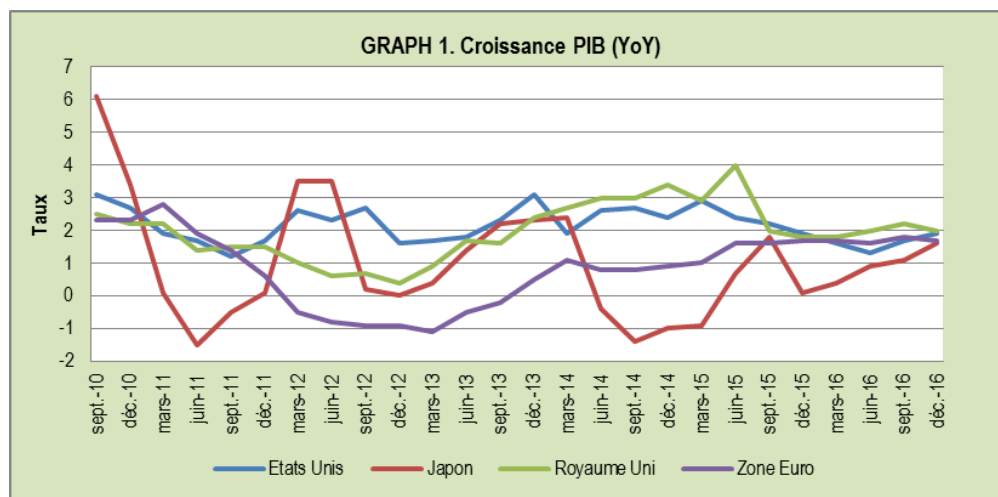
### ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

## I. LA CROISSANCE MONDIALE





En 2016, l'activité économique mondiale a été marquée par un niveau de croissance faible, un ralentissement du commerce, un léger redressement des cours des produits de base et une instabilité des taux de change et des flux de capitaux. Dans ce contexte, la croissance économique a poursuivi son ralentissement dans la plupart des pays avancés et émergents, avec toutefois une accélération de l'activité au cours du quatrième trimestre 2016, particulièrement dans les pays avancés. La progression de l'inflation mondiale est restée modérée, malgré l'augmentation observée dans certains pays au cours des derniers mois de 2016.



L'activité économique mondiale a légèrement ralenti en 2016, en raison principalement du recul de la production manufacturière, particulièrement dans les pays avancés et certains pays émergents. Le taux de croissance du PIB réel mondial est estimé à 3,1% en 2016 contre 3,4% en 2015.

Dans les pays avancés, la croissance économique s'est établie à 1,7% en 2016 contre 2,1% en 2015. L'économie américaine a connu un ralentissement du rythme de croissance à 1,6% en 2016 contre 2,6% en 2015. Cette évolution est attribuable à la contraction de la demande. La croissance au quatrième trimestre 2016 a été de 1,9% contre 3,5% au troisième, 1,4% au deuxième et de 0,8% au premier. La progression observée durant le troisième trimestre a été portée essentiellement par les dépenses de consommation et les exportations nettes. Le ralentissement au dernier trimestre a reflété une évolution assez stable de la consommation des ménages par rapport au trimestre précédent.

Au niveau de la zone euro, la croissance est ressortie à 1,8% en 2016 contre 2% l'année précédente. L'évolution de l'activité économique a atteint 0,5% au quatrième trimestre 2016 contre 0,4% au troisième, 0,3% au deuxième et 0,5% au premier. Cette croissance a été soutenue par la demande intérieure et le niveau des stocks, alors qu'elle a été, en partie, freinée par les exportations nettes.

Pour le Royaume-Uni, la croissance du PIB réel s'est repliée en 2016, pour se situer à 1,8% au lieu de 2,2% en 2015. L'économie a connu une légère accélération en fin d'année, contrairement aux prévisions d'un ralentissement brutal suite au Brexit. La croissance a été de 0,7% au quatrième trimestre contre 0,6% au troisième et au deuxième et 0,3% au premier trimestre.

Au Japon, le taux de croissance a reculé de 1,2% à 1% entre 2015 et 2016, sous l'effet conjugué d'un fléchissement de la demande extérieure et d'une baisse des investissements des entreprises.



S'agissant des pays émergents et en développement, la croissance du PIB réel a légèrement reculé, passant de 4,2% en 2015 à 4,1% en 2016, en raison principalement de la décélération de la production industrielle et le ralentissement de la demande extérieure.

En Chine, le rythme de la croissance économique s'est établi à 6,7% en 2016 au lieu de 6,9% en 2015. Cette évolution est en relation avec la contraction du commerce extérieur et la poursuite des efforts visant le rééquilibrage de l'économie chinoise.

Au niveau de la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord, l'activité économique a continué de croître et ce en dépit du niveau faible des prix du pétrole et des incertitudes politiques. Le PIB de la zone a enregistré une progression de 3,8% en 2016 au lieu de 2,8% en 2015. Concernant les pays exportateurs du pétrole, la croissance économique s'est accélérée à 3,3% en 2016 alors qu'elle était de 1,6% en 2015. Pour les pays importateurs du pétrole, la croissance est revenue à 3,6% en 2016 contre 3,8% en 2015.

S'agissant de l'Afrique Subsaharienne, l'activité économique a connu un net ralentissement en rapport avec la baisse des prix des produits de base, la croissance passant de 3,3% en 2015 à 1,4% en 2016.





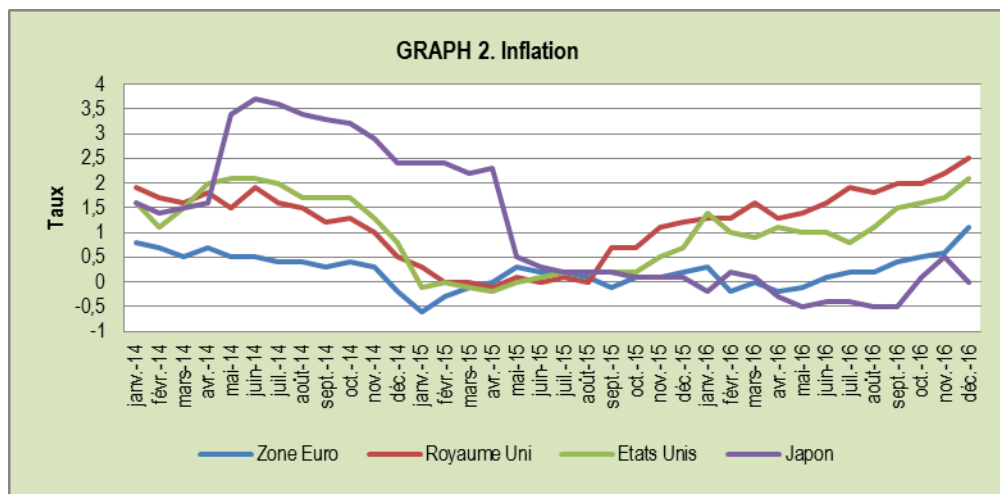
15

Banque Centrale de Mauritanie  
**RAPPORT ANNUEL 2016**

## II. L'INFLATION



En 2016, le rythme de progression de l'inflation mondiale est resté modéré du fait du ralentissement de la croissance économique mondiale. L'inflation s'est redressée, cependant, au cours des derniers mois de 2016 en raison principalement de la hausse des prix de la majorité des produits de base, en particulier ceux du pétrole. Le taux d'inflation mondial est ressorti à 2,9% en 2016 contre 2,7% en 2015.



Dans les économies avancées, le taux d'inflation s'est établi à 0,9% en 2016 contre 0,4% en 2015, sous l'effet notamment du rebond des prix de l'énergie. Aux États-Unis, le rythme de progression de l'inflation s'est légèrement accéléré, pour s'établir à 1,3% en 2016 au lieu de 0,1% en 2015. Cette progression s'explique par la hausse des prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente a également évolué à la hausse à 2,2% en 2016 contre 1,8% en 2015.

S'agissant de la Zone euro, le taux d'inflation a atteint 0,2% en 2016 contre une inflation quasiment nulle en 2015. Cette reprise résulte notamment de l'augmentation des prix de l'énergie qui ont progressé de 2,5% sur un an. L'inflation sous-jacente est demeurée quasi-stable à 0,9% en 2016 contre 0,8% en 2015.

Au Japon, le taux d'inflation est ressorti à (-0,1%) en 2016 contre 0,8% en 2015, tiré vers le bas essentiellement par l'appréciation du Yen et la baisse des prix des matières premières. L'inflation sous-jacente a cependant atteint 0,2% en 2016, alors qu'elle était nulle en 2015.

Dans les pays émergents et ceux en développement, les pressions inflationnistes sont restées modérées en 2016, à la faveur notamment de la stabilité des taux de change et du ralentissement de la croissance économique. Le taux d'inflation a légèrement baissé, pour s'établir à 4,5% en 2016 contre 4,7% en 2015.

S'agissant de la Chine, le taux d'inflation a atteint 2,3% contre 1,6% en 2015 du fait de la hausse de la demande intérieure et de celle des prix des produits de base.

Pour la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord, l'inflation a légèrement diminué, pour s'établir à 5,1% en 2016 contre 5,8% en 2015.

En Afrique Subsaharienne, l'inflation a connu une certaine accélération en rapport principalement avec la forte dépréciation de la monnaie de certains pays exportateurs de produits de base. Le taux d'inflation s'est élevé à 12,8% en 2016 au lieu de 8,2% en 2015.





### III. LE COMMERCE INTERNATIONAL



A l'instar de l'année 2015, la croissance du commerce mondial demeure faible sous l'effet conjugué du ralentissement de l'économie mondiale et des fluctuations des prix des produits de base, ainsi que d'une forte baisse des dépenses des investissements aux États-Unis et en Chine.

Le taux de croissance du commerce mondial s'est situé à 1,3% en 2016, contre 2,6% en 2015. Les exportations en volume des pays développés comme celles des pays en développement ont subi un fort ralentissement, pour s'établir respectivement à 2,3% et 1,3% en 2016 contre 2,8% et 2,9% en 2015. Les importations des pays développés ont augmenté de 3% tandis que celles des économies en développement ont pratiquement stagné à 0,2% en 2016.

En valeur, le rythme de la croissance des exportations de marchandises a subi, pour la deuxième année consécutive, une contraction de 3,3%, pour s'établir à USD 15 955 milliards en 2016 contre USD 16 489 milliards en 2015. De même, la croissance des importations s'est contractée de 3,1%, pour se situer à USD 16 225 milliards en 2016, au lieu d'USD 16 743 milliards en 2015. Cette évolution résulte dans une large mesure des variations des taux de change et des prix des produits de base.

S'agissant des États-Unis, les exportations et les importations ont baissé respectivement de 3,2% et 2,8% en 2016, pour se chiffrer à USD 1455 milliards et USD 2 251 milliards en 2016. Évaluées à USD 5 373 milliards, les exportations de l'Union Européenne ont enregistré une baisse de 0,3% en 2016, tandis que les importations ont légèrement progressé de 0,1% pour s'établir à USD 5 330 milliards.

Pour le Japon, les exportations ont connu une forte augmentation en 2016 par rapport à l'année précédente. Elles se sont établies à USD 645 milliards, soit une hausse de 3,2%. Quant aux importations, elles se sont repliées de 6,3% en 2016, après la baisse de 20,2% en 2015.

Au niveau de l'Afrique, les flux commerciaux se sont inscrits en baisse en 2016, poursuivant la tendance baissière observée au cours des dernières années. Les exportations et les importations ont reculé respectivement de 11,5% et 9,5% en 2016.

Les échanges commerciaux mondiaux, en 2016, ont été caractérisés par une très forte hétérogénéité entre les pays. En effet, la Chine a occupé la première place mondiale, avec une part de 13,2% du total mondial, suivie par les États-Unis (9,1%), l'Allemagne (8,4%), et le Japon (4%). Pour les exportations, les États-Unis ont continué d'occuper le premier rang avec une part de 13,9% du total mondial, suivis par la Chine (9,8%) et l'Allemagne (6,5%). Du côté de l'Afrique, sa part dans le commerce mondial demeure faible, les exportations et les importations ayant représenté respectivement 3,2% et 2,2%.

S'agissant du commerce mondial des services, la croissance des exportations mondiales a accusé une légère hausse de 0,1% en 2016, après avoir diminué de 5,5% en 2015. Cette évolution est due en partie à la baisse des services de transport qui ont diminué de 4,7%.

Les États-Unis se situent au premier rang avec une part de 15,4% des exportations mondiales des services, soit l'équivalent de USD 733 milliards. Le Royaume-Uni occupe la deuxième place mondiale, ses exportations se sont élevées à USD 329 milliards. L'Allemagne demeure à la troisième place avec un montant global d'USD 267 milliards, soit 5,6% du total mondial des exportations des services.

Quant aux importations mondiales des services, elles ont enregistré une baisse de 0,4% en 2016 pour s'établir à USD 3600 milliards. Le classement mondial des importateurs est resté quasiment stable. En effet, les États-Unis continuent de dominer les pays importateurs des services avec une part de marché de 13,4% pour un montant de USD 482 milliards, suivis par la Chine avec une part de 12,5%, pour un montant de USD 449 milliards, et le Japon avec 5%.







19

Banque Centrale de Mauritanie  
RAPPORT ANNUEL 2016

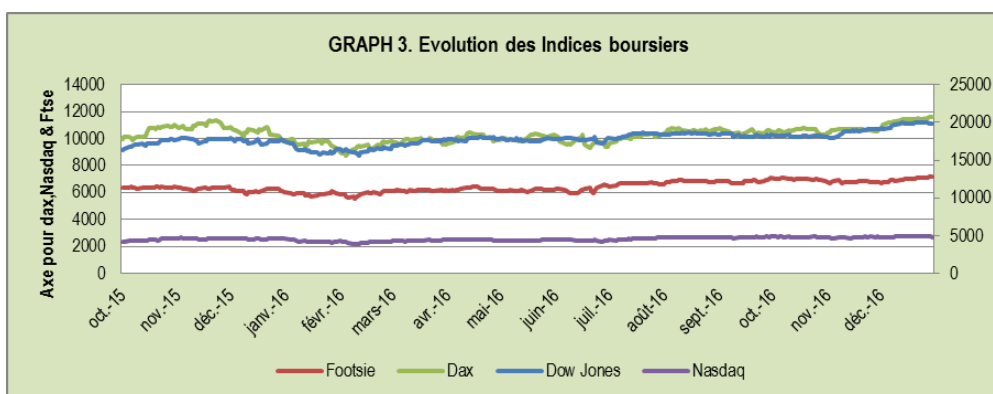
## IV. LES MARCHES FINANCIERS



## IV.1. ÉVOLUTION DES PRINCIPALES PLACES BOURSIÈRES

Les indices des principales places boursières ont été stables durant la première moitié de l'année 2016 avant d'augmenter progressivement jusqu'à la fin de l'année, sous l'effet principalement des anticipations d'une relance budgétaire et d'une augmentation de l'investissement dans les infrastructures aux États-Unis. Ainsi, les principaux marchés financiers ont clôturé l'année comme suit:

- Le Dow Jones gagne 15,2% en 2016 en passant de 17148 à 19762 points;
- Le Dax croît de 16% en passant de 9 985 à 11 584 points;
- Le Nasdaq gagne près de 8,1% en passant de 4 4497 à 4 863 points;
- Le Footsie gagne 20,7% en passant de 5 954 à 7189 points.



## IV.2. LES TAUX D'INTÉRÊT

En 2016, l'évolution des taux d'intérêt des principales banques centrales est restée orientée vers la baisse à l'exception de la FED qui a révisé son taux directeur vers la hausse de 25 points de base pour se situer dans la fourchette de 0,5% à 0,75%.

La Banque d'Angleterre a abaissé son principal taux directeur de 25 points de base lors de sa réunion du 04 août 2016 à 0,25% après le vote pour le Brexit. Quant à la Banque Centrale Européenne, elle a ramené son taux directeur à 0,00% en mars 2016.

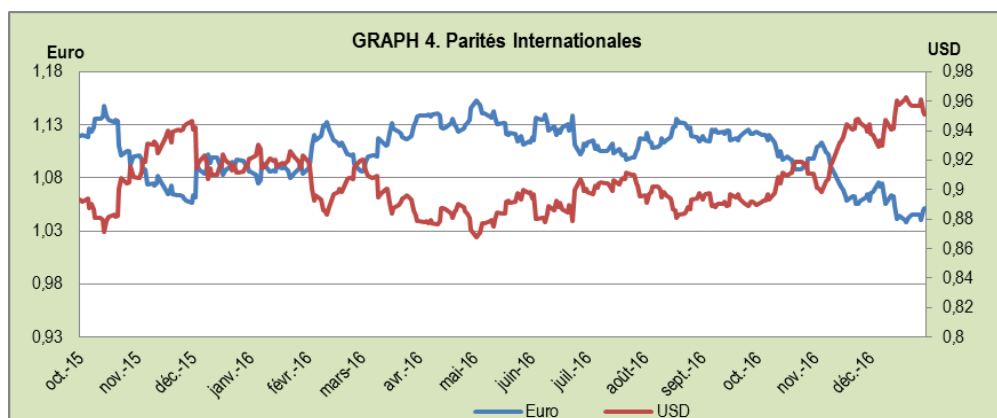
La Banque du Japon a abaissé son principal taux directeur à (-0,1%) contre 0,1% en 2015. Cette politique à taux négatif, vise à inciter les banques à octroyer plus de crédit pour relancer la croissance économique.

## IV.3. LE MARCHÉ DES CHANGES

Le marché des changes a été volatile en 2016, essentiellement du fait du Brexit et des actions des banques centrales. Le marché des principales devises est caractérisé par une appréciation du dollar américain par rapport à la livre sterling, à l'euro et une dépréciation face au yen.



20



Cette évolution est liée à la nouvelle orientation de la politique monétaire de la FED, entraînant une remontée des taux d'intérêt.

Sur l'année 2016, le dollar a enregistré une appréciation de 3,3% par rapport à l'euro, passant d'un taux de 0,9209 à un taux de 0,9512, de 16% par rapport à la livre sterling, passant de 0,6783 à 0,8106. En revanche, il a perdu presque 3,6% par rapport au yen, passant de 0,0086 à 0,0083.

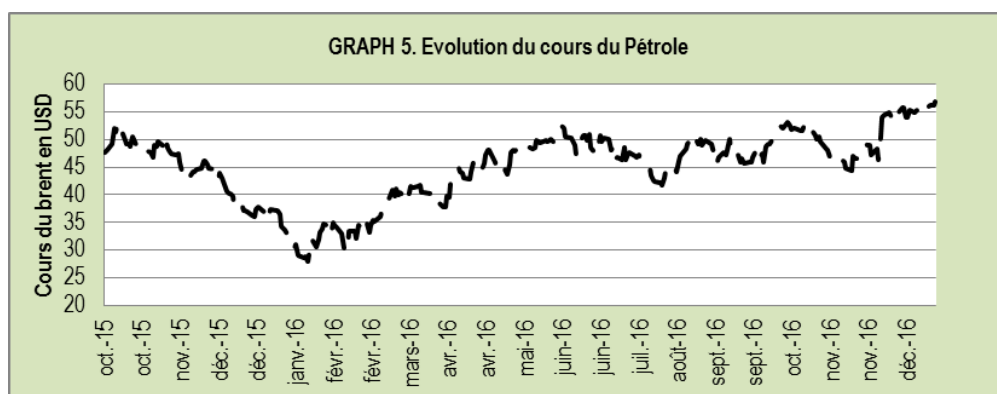
## IV.4. LE MARCHÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES

L'année 2016 a été marquée par une reprise des prix des matières premières notamment au second semestre. L'indice des produits de base du FMI a progressé de 26% en 2016, en relation avec la hausse de l'investissement dans l'immobilier et la diminution de l'excédent de l'offre pour certains produits alimentaires.

### IV.4.1 Le Pétrole

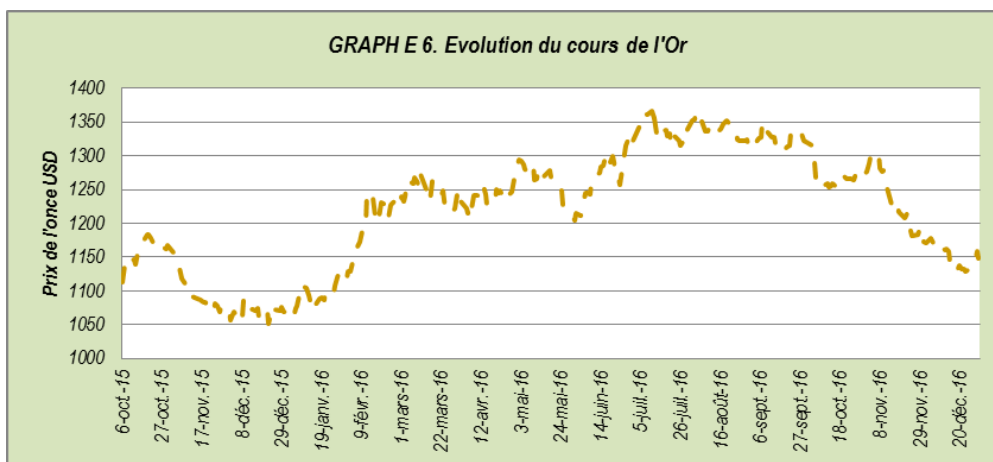
Après avoir chuté de 25% entre décembre 2015 et janvier 2016, les cours ont par la suite gagné 52% sur l'ensemble de l'année. Cette forte hausse est due à la décision de réduction de la production prise par l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) et la Russie. A fin décembre 2016, le pétrole s'échangeait à USD 56,8 contre USD 37,3 le baril à fin décembre 2015.

En moyenne annuelle, le cours du Brent s'est situé à USD 45,1 en 2016 contre USD 51,9 en 2015, soit une baisse de 13%.



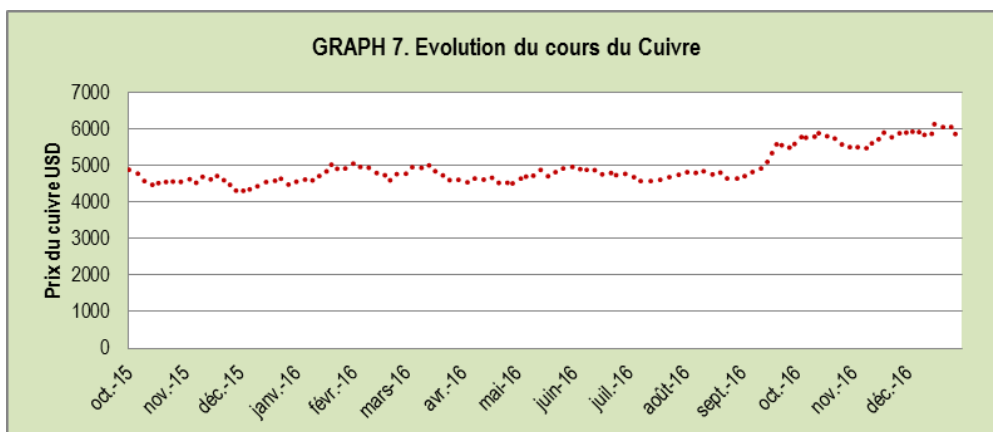
#### IV.4.2 L'or

L'or a commencé l'année avec une forte hausse de 27%, jusqu'en juillet 2016, en raison des inquiétudes des investisseurs privés sur la croissance et le Brexit. Toutefois, à partir du mois de novembre, le cours de l'or est reparti à la baisse, affecté par l'appréciation du dollar et la remontée des taux d'intérêt à long terme. L'once d'or a gagné 8% sur l'ensemble de l'année passant de USD 1159,5 en 2015 à USD 1249,5 en 2016.



#### IV.4.3 Le Cuivre

Contrairement aux autres métaux, le cuivre a connu une évolution modérée au cours des dix premiers mois de l'année avant de s'envoler sur le dernier trimestre notamment en octobre et novembre 2016. Cette hausse est due principalement aux craintes liées au risque d'une baisse de l'offre en provenance de l'Afrique et de l'Asie. Le cours du cuivre a perdu 12% l'année 2016 par rapport à 2015.



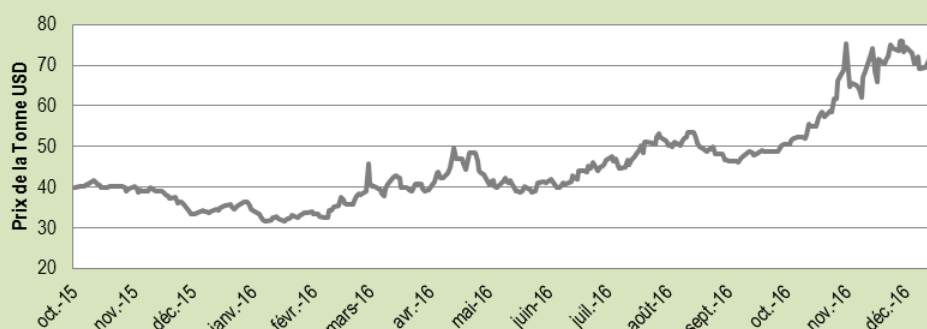
#### IV.4.4 Le Fer

Le cours du minerai de fer 62% a connu une tendance haussière durant l'année 2016. Cette hausse est liée aux effets conjugués des spéculations sur les marchés et au plan de relance de l'économie chinoise. Sur un an, la tonne s'est échangée à USD 72,2 en décembre 2016 contre USD 34,7 en décembre 2015.





GRAPH 8. Evolution du cours du Fer 62%



#### IV.4.5 Le Sucre

Le cours du sucre s'est accéléré à partir du second trimestre 2016 atteignant son plus haut niveau en octobre à USD 524,9 la tonne contre USD 330 en début d'année, en raison de la baisse de la production mondiale. Le sucre a gagné finalement 28% passant à USD 430 la tonne en décembre 2016 contre USD 335,9 en fin décembre 2015.

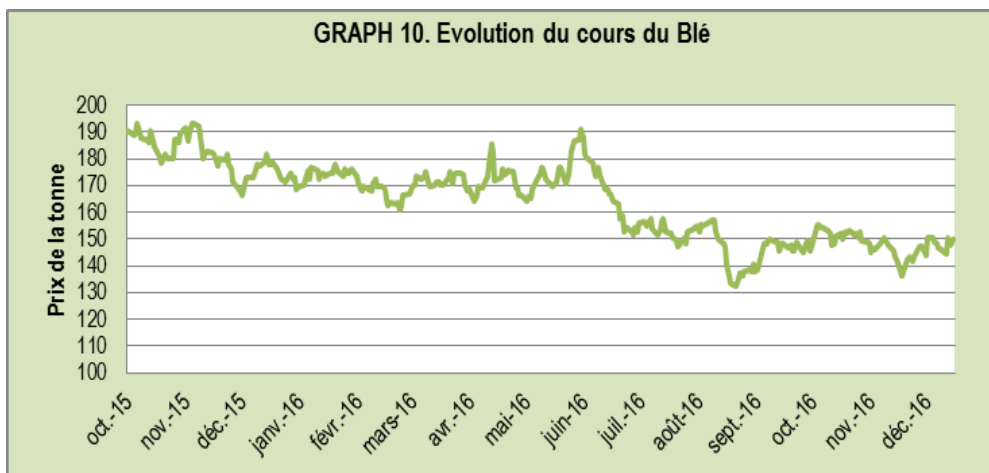
GRAPH 9. Evolution du cours du Sucre



#### IV.4.6 Le Blé

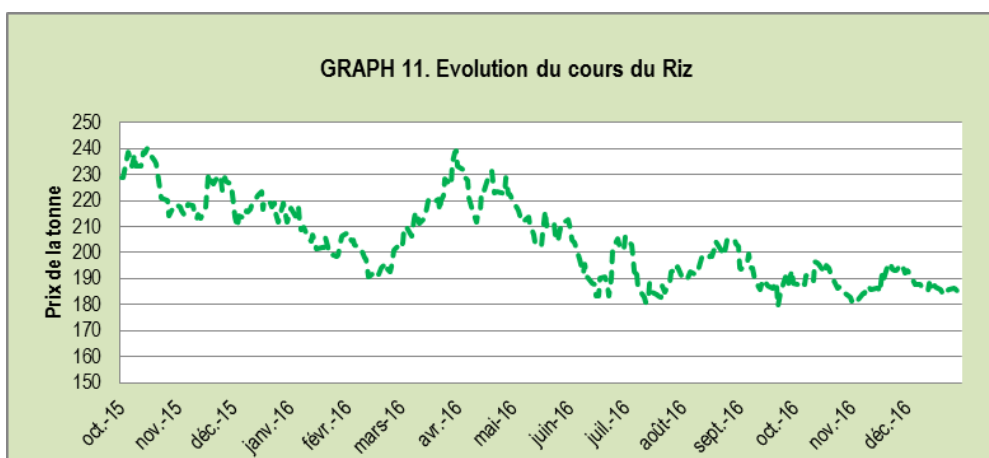
L'année 2016 a été marquée par la chute des cours du blé du fait d'une offre abondante sur les marchés, liée aux bonnes récoltes. Sur l'année, le cours du blé a perdu 11% de sa valeur pour se situer à USD 150 la tonne en décembre 2016 contre USD 172,6 en fin décembre 2015.





#### IV.4.7. Le Riz

Le prix du riz a fortement chuté du fait de la bonne récolte en Asie, en rapport avec l'amélioration des conditions climatiques. Le cours a suivi une tendance baissière tout au long de l'année 2016, terminant à USD 184 contre USD 226,7 en fin 2015, soit un recul 18,7%.





## DEUXIEME PARTIE :

# LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE



## I. L'ACTIVITE ECONOMIQUE

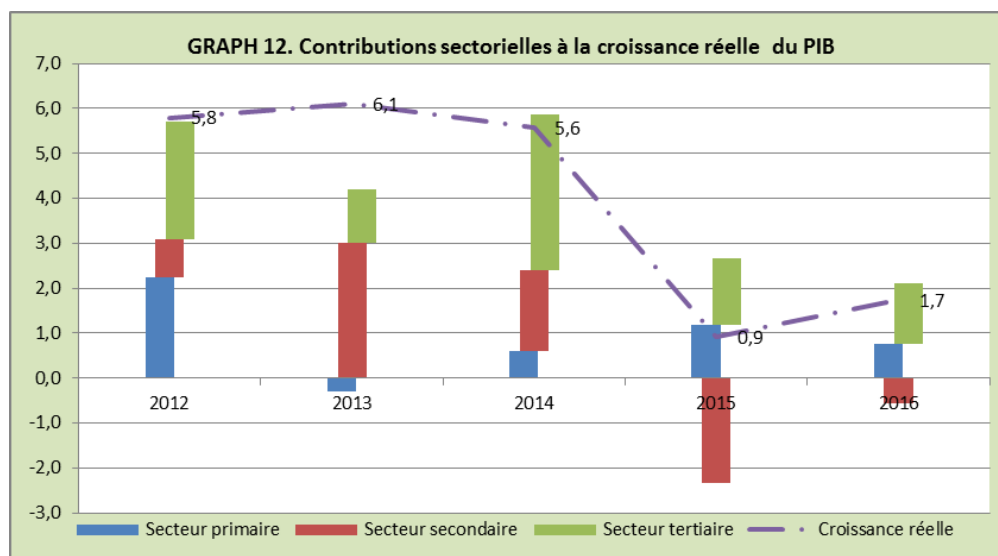


26

Banque Centrale de Mauritanie  
RAPPORT ANNUEL 2016



En 2016, l'économie nationale a été affectée par la morosité de l'environnement économique international et la diminution des niveaux de production dans les secteurs primaire et secondaire principalement. Elle a enregistré une faible croissance du PIB réel de 1,7% en 2016, quoique supérieure à celle de 2015 (0,9%). Hors industries extractives, la croissance du PIB réel a atteint 2,2% contre 2,1% en 2015.



Sur les cinq dernières années, le taux de croissance moyen annuel du PIB réel s'est établi à 4%, tiré principalement par le secteur tertiaire.

En terme nominal, le PIB s'est accru de 5,9% pour s'établir à MRO 1661,5 milliards en 2016, traduisant un redressement des prix à l'exportation sur le marché international. En effet, le déflateur du PIB a enregistré une hausse de 4,1% contre une baisse de 4,4% en 2015.

## I-1 ANALYSE SECTORIELLE

### I-1-1. Le secteur primaire

Après avoir enregistré une hausse de 4,3% en 2015, le PIB du secteur primaire s'est ralenti à 2,7% en raison de la persistance des difficultés au niveau de la branche des activités agricoles. Ainsi, la contribution du secteur primaire à la croissance est passée de 1,2 point à 0,8 point.

Le PIB nominal du secteur primaire s'est établi à MRO 398,7 milliards, marquant un ralentissement à 2,9% et une part dans le PIB global en léger recul à 24,1% en 2016 contre 24,7% en 2015.

#### I-1-1-a. L'agriculture

L'activité agricole a été affectée, en 2016, par le recul des superficies emblavées, entraînant une baisse de la production. En effet, la production brute de riz paddy en saison hivernale a atteint 115,7 mille tonnes contre 131,4 mille tonnes enregistrées pour la campagne précédente, soit une baisse de 11,9%. Cette situation s'est traduite par une baisse du PIB réel de l'agriculture de 6,2%, en dépit d'un taux de rendement du paddy estimé à 6t/ha du fait de l'amélioration de la qualité des semences et l'emblavement de nouveaux

périmètres au Trarza pendant la campagne hivernale. Le recul du PIB réel de l'agriculture a entraîné une baisse de 0,3 point de la croissance globale.

En outre, le PIB nominal de l'agriculture s'est établi à MRO 53,6 milliards en 2016 contre MRO 55,2 milliards en 2015, soit un repli de 2,7%. Sa contribution à la formation du PIB nominal global est restée quasiment stable à 3,2% contre 3,5% en 2015.

#### I-1-1-b. L'élevage

Après une accélération à 4,9% en 2015, la croissance de la valeur ajoutée réelle de l'élevage s'est stabilisée à 5% en 2016, portant sa contribution à la croissance réelle globale à 1 point. Cette évolution résulte de la bonne tenue de la production de l'élevage grâce à l'abondance des pâturages suite à une bonne pluviométrie, la disponibilité des aliments du bétail et surtout aux résultats positifs de la lutte contre les maladies animales.

En 2016, le PIB nominal de l'élevage s'est établi à MRO 311 milliards, soit 18,7% du PIB nominal global reflétant une quasi stabilité, par rapport à 19,4% du PIB en 2015.

#### I-1-1-c. La pêche

L'activité de production de la pêche a connu, en 2016, une forte reprise avec une croissance de la valeur ajoutée réelle de 1,5% au lieu d'une baisse de 4,3% en 2015. Sa contribution à la croissance du PIB réel est devenue positive à 0,03 point, après trois années consécutives de baisse. L'activité de production a enregistré une hausse 102% pour s'établir à 820 mille tonnes, alors que les exportations en volume n'ont atteint que 178 mille tonnes. Cette forte progression reflète une part très importante des captures réalisées par la flotte étrangère telles que les navires européens et chinois entre autres. Il est à noter que 90% des captures de 2016 concerne les espèces pélagiques, 8,2% les espèces démersales, et 1,7% les céphalopodes.

En terme nominal, le PIB de l'activité des pêches a enregistré une augmentation de 24% pour s'établir à MRO 34 milliards, soit 2,0% du PIB global, sous l'effet de la hausse des prix à l'exportation et des quantités expédiées.

### I-1-2. Le secteur secondaire

Pour la deuxième année consécutive, le PIB réel du secteur secondaire s'est contracté de 2,2% en 2016 après 8,2% en 2015. Cette évolution est consécutive à la baisse du niveau de l'activité des industries extractives hors minerais de fer et de la chute des activités manufacturières. Ainsi, le secteur secondaire a entraîné une baisse de la croissance du PIB de 0,6 point, quoique moins forte par rapport à celle de 2015 (-2,3 points).

En valeur, le PIB a progressé de 11% pour s'établir à MRO 467,6 milliards en 2016, après une chute de 21,4% en 2015, en raison du relèvement des prix des produits exportés notamment au cours du second semestre de 2016. La part du secteur dans le PIB global est passée de 26,8% à 28,1%.

#### I-1-2-a. Les activités extractives

Comme en 2015, les industries extractives ont pesé négativement sur la croissance de l'économie nationale en raison de la baisse de 25% de la production et de la persistance d'une conjoncture peu favorable jusqu'à la moitié de l'année. Le PIB réel de l'activité des industries extractives a enregistré une baisse de 1,4% en 2016 contre (-6,7%) en 2015. En valeur, le PIB s'est établi à MRO 203,9 milliards, soit une hausse de 34,1% en raison principalement d'un redressement des cours sur le marché international. La part des industries extractives dans le PIB global est ainsi passée à 12,3% contre 9,7% en 2015.





### I-1-2-a-i. Les mines

En 2016, l'activité minière s'est légèrement redressée à 0,3% de croissance de son PIB réel, au lieu d'une baisse de 7,5% en 2015. Cette croissance provient de la hausse des productions du fer, les productions du cuivre et de l'or ayant, en revanche, connu des baisses. En valeur, le PIB des activités minières s'est établi à MRO 154,7 milliards, soit une hausse de 57,5%, et 9,3% de la valeur du PIB global en 2016 au lieu de 6,3% en 2015.

En 2016, la production du minerai de fer a atteint 13,26 millions de tonnes, soit un niveau légèrement inférieur à la prévision de 13,5 millions de tonnes. En 2015, la production avait baissé à 11,6 millions de tonnes. La valeur ajoutée du minerai s'est accrue en 2016 de 14,3% en terme réel, soit une reprise après la baisse de 12,8% enregistrée en 2015. En valeur, le PIB lié à l'activité de production du fer a connu un fort rebond à +236,2% pour s'établir à MRO 91,6 milliards par rapport à MRO 27,2 milliards en 2015. Cette évolution traduit le retour à la normale grâce à la tendance haussière du prix du fer sur le marché international. Sa part dans le PIB nominal global est ainsi passée à 5,5% en 2016 contre 1,7% en 2015.

S'agissant de la production de l'or, elle a enregistré une baisse plus importante que celle de l'année précédente (-19%) en 2016, pour se situer à 229,1 mille onces contre 283,1 mille onces en 2015. Cette baisse est due essentiellement à l'arrêt de la production de la société Tasiast (qui représente plus de 76% de la production) durant les mois de juin et juillet de l'année 2016. La production a atteint 175,1 mille onces contre une prévision initiale de 164,2 mille onces. La production de l'or par MCM, s'est située à 53 mille onces, soit une baisse de 15% par rapport à 2015. Quant au minerai de cuivre, par rapport à 2015, il a enregistré une baisse plus importante que prévue avec 27% contre 8,1% pour se situer à 32,8 mille tonnes en 2016. Cette évolution, outre les conditions qui prévalaient sur le marché international, est aussi tributaire de la baisse de la teneur du métal. Ainsi, le PIB du sous-groupe minier (or et cuivre) a enregistré une forte baisse de 21,8% en termes réels et de 11% en valeur. En pourcentage du PIB nominal global, le PIB (or-cuivre) a représenté 3,8% en 2016 contre 4,5% en 2015.

### I-1-2-a-ii. Le pétrole

La production pétrolière a poursuivi sa tendance baissière pour se situer à 1,7 million de barils en 2016 contre 1,9 millions en 2015, en raison des difficultés techniques. Comme en 2015, le niveau de la production mensuelle moyenne a reculé de 11% pour se situer à 143,6 mille barils en 2016. La baisse annuelle du PIB réel de l'activité pétrolière a atteint 7,2% en 2016 après 7,6% en 2015. En valeur, le PIB pétrolier s'est établi à MRO 28,1 milliards, soit une baisse de 15,1%, due essentiellement à la chute des cours du brut. La valeur ajoutée nominale de l'activité pétrolière a représenté 1,7% du PIB nominal global de 2016 contre 2,1% en 2015.

### I-1-2-b. Les industries manufacturières

Après la reprise enregistrée en 2015 (+7,4%), la croissance du PIB réel de l'activité des industries manufacturières a accusé une baisse de 8,7% en 2016. Ce recul résulte principalement de la baisse des «productions alimentaires» (-10,5%), des «ouvrages en métaux» (-52%) et des «matériaux minéraux» (-0,8%). En revanche, la production et la distribution d'eau et électricité a connu une hausse de 10,5% par rapport à 2015. Hors énergie (eau et électricité), le PIB réel des unités manufacturières a enregistré une baisse de 9,1%.

En valeur, le PIB de la branche des industries manufacturières s'est chiffré à MRO 134,2 milliards, soit une baisse de 7,3% par rapport au niveau atteint en 2015, ce qui a porté sa part dans le PIB nominal global à 8,1% contre 9,2% en 2015.



### I-1-2-c. Le Bâtiment et les Travaux Publics

Les activités de la branche du bâtiment et travaux publics (BTP) se sont légèrement redressées au cours du second semestre de l'année 2016 du fait de la hausse des importations des matériaux de construction. La croissance de la valeur ajoutée réelle a progressé de 2,6% et celle de la valeur ajoutée nominale de 4,1% pour s'établir à MRO 129,4 milliards en 2016. Le PIB nominal des BTP a représenté 7,8% du PIB global, soit un niveau quasi identique à celui de 2015 (7,9%).

### I-1-3. Le Secteur tertiaire

En 2016, le PIB de l'activité du secteur tertiaire, hors administrations publiques, a connu une hausse sous l'effet de la bonne tenue des activités des télécommunications et du commerce malgré le léger ralentissement enregistré par les autres services. La valeur ajoutée réelle des activités de services marchands a progressé de 4,8%, contre 4,6% en 2015. Elle a contribué pour 1,5 point à la croissance réelle du PIB global. En valeur, le PIB de ces activités a enregistré une hausse de 5,4% pour atteindre MRO 495,8 milliards, soit 29,8% du PIB nominal en 2016.

Compte tenu des services non marchands fournis par les administrations publiques, le PIB réel du secteur tertiaire a enregistré, pour la deuxième année consécutive un ralentissement à 3,6% contre 4,1% en 2015. Sa contribution à la croissance du PIB global est restée stable à 1,3 point. A prix courant, la valeur ajoutée du secteur a atteint MRO 671,5 milliards, en 2016, soit une hausse de 4,8%, portant sa part dans le PIB global à 40,4% contre 40,8% en 2015.

#### I-1-3-a. Le Transport et les Télécommunications

En 2016, le PIB réel des activités des transports et de télécommunications a connu une hausse de 4,7% contre 3,6% enregistré en 2015. Ce niveau de croissance provient essentiellement de l'accélération de la croissance de l'activité des télécommunications (+7,7% contre 3,6% en 2015), le PIB des transports ayant enregistré une baisse de 4,7%.

La valeur ajoutée nominale des transports et télécommunications a atteint, en 2016, MRO 91,7 milliards, soit une légère hausse par rapport à MRO 90,9 milliards enregistrés en 2015. Cette évolution résulte de la baisse observée du volume d'activité des transports au cours de la période, les télécommunications ayant connu une bonne orientation du volume des communications et une hausse du chiffre d'affaire de 24%.

En ouguiya courant, le PIB des transports et télécommunications représente 5,5% du PIB global, soit le même poids que l'activité de production du fer en 2016.

#### I-1-3-b. Le Commerce

Le PIB réel de l'activité du commerce a connu une légère accélération de sa croissance avec 3,3% en 2016 contre 2,9% en 2015. En terme nominal, ce PIB s'est chiffré à MRO 143,1 milliards au lieu de MRO 136,5 milliards en 2015, soit une hausse de 4,8% et représente 8,6% du PIB global en 2016 contre 8,7% en 2015.

#### I-1-3-c. Les autres services

L'activité des autres services demeure globalement bien orientée quoiqu'en léger ralentissement à 5,8% de croissance réelle en 2016 contre 6,5% en 2015. La valeur ajoutée nominale s'est élevée à MRO 261 milliards, soit une hausse de 7,4% ce qui porte sa contribution au PIB nominal global à 15,7% contre 15,5% en 2015.



30



### I-1-3-d. Les Administrations Publiques

Après un taux de croissance assez faible de 2011 à 2015, le PIB réel de l'activité des administrations publiques s'est rétracté en 2016 avec une baisse de 2,2% liée entre autres à la diminution des dépenses courantes notamment les dépenses en biens et services. Ainsi, le PIB courant des administrations publiques a enregistré un ralentissement à 3,1% pour atteindre MRO 175,7 milliards, soit 10,6% du PIB global contre 10,9% en 2015.

## I-2 LA DEMANDE

Au titre de l'année 2016, les ressources disponibles dans l'économie nationale se sont renforcées de 5,6% à MRO 2542,3 milliards contre 2407,5 milliards en 2015, sous l'effet de la hausse simultanée de 5,9% du PIB nominal et de 5% des importations des biens et services à MRO 880,7 milliards. S'agissant de la demande intérieure, elle a été estimée à MRO 1955,6 milliards, soit une reprise de 4,1% par rapport aux deux années précédentes où l'on a enregistré un recul lié à la baisse continue de l'investissement et à la lenteur du rythme de progression de la consommation. Toutefois, l'incidence de l'augmentation du PIB et de la baisse des investissements a permis de ramener le déficit en ressources de MRO 309,0 milliards en 2015 à MRO 294,1 milliards en 2016.

### I-2-1. La consommation

En valeur courante, la consommation finale progresse lentement à MRO 1293,6 milliards, soit 1,7% en 2016 contre 5% d'augmentation en 2015 après avoir connu une hausse de 8% en 2014. Cette évolution s'explique à la fois par la décélération du rythme de progression de la consommation des ménages et de la consommation des administrations publiques. La consommation des ménages a été estimée à MRO 931,6 milliards et celle des administrations publiques à MRO 362,0 milliards, soit respectivement 56,1% du PIB et 22% du PIB en 2016 contre 58% et 23% du PIB en 2015.

### I-2-2. L'Investissement

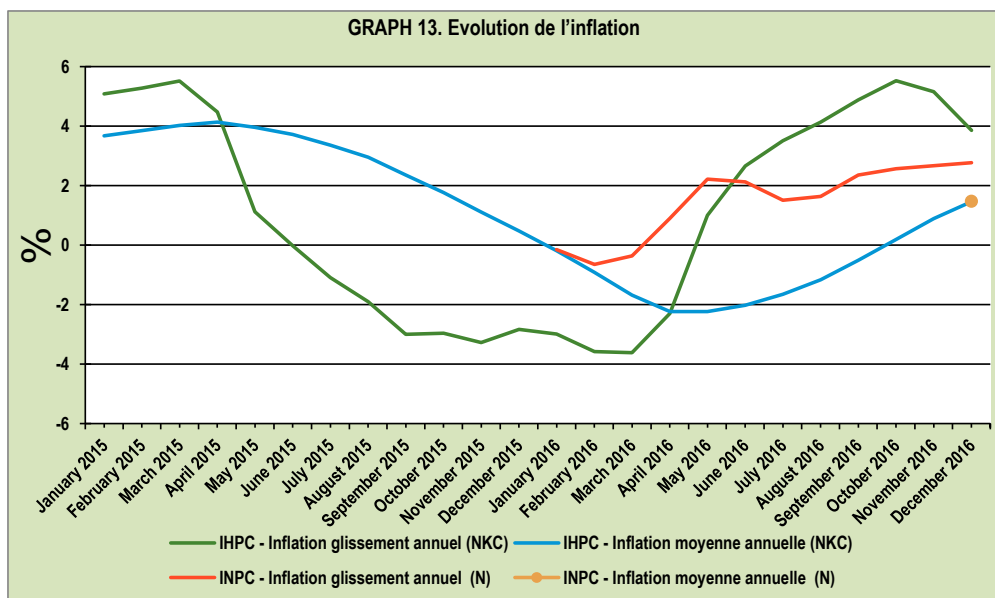
La formation brute de capital fixe s'est établie à MRO 779,6 milliards en 2016, soit une baisse de 3,2% inférieure à celle de 2015 (-8,8%). Cette évolution à la baisse provient d'un recul simultané des investissements publics et des investissements privés. Ainsi, le taux d'investissement, exprimé par le rapport de la formation brute de capital fixe au PIB nominal, est passé à 47% contre 51,3% en 2015 et 54,3% en 2014.

## II. L'INFLATION





En dépit d'une hausse modérée de l'indice national des prix à la consommation (INPC), l'inflation est restée globalement maîtrisée en 2016, en raison de la poursuite d'une politique monétaire prudente, des mesures de soutiens aux populations démunies dans le cadre des actions du gouvernement visant à atténuer les hausses des prix des produits de première nécessité, et le niveau bas des prix internationaux des produits alimentaires.



L'inflation a connu une hausse de 2,8% en glissement annuel contre une baisse de (2,8%) en 2015. En moyenne annuelle, l'inflation est ressortie à 1,5% en 2016 contre 0,5% en 2015. Cette évolution a résulté essentiellement de la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+4,5%), notamment «les Pains et les céréales» (+2,2%), «les Poissons et fruits de mer» (+22,7%), les prix des «légumes» (+7,3%).

La hausse du niveau général des prix a été également alimentée, mais dans une moindre mesure, par la progression des indices des rubriques «Tabac et stupéfiants», «Articles Habillement et chaussures», «Ameublement, équipement ménager», «Santé», «transport» et «Enseignement» qui ont enregistré des hausses respectives de (+5,4%) ; (+3%) ;(+2,1%) ; (13,1%); (2,1%) et (+3%). Toutefois, ces hausses ont été atténuées par la baisse des prix des services «Logement, eau, électricité, gaz et combustibles» de (-2,4%) et ceux de la «Communication» de (-9,2%).

Par ailleurs, l'indice des prix des produits alimentaires a contribué pour 2,3 points à la hausse de l'inflation. L'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) a connu une légère hausse de 0,5%, contribuant pour 0,4 point à l'évolution de l'indice global.

Selon l'origine des produits, l'inflation sur les prix des produits importés et des produits locaux a augmenté respectivement de 4,5% et 1,1% en 2016. Quant aux prix des produits frais, ils ont connu une hausse de 13%, alors que ceux de l'énergie sont restés stables.

Les prix des produits du secteur primaire et ceux du secteur secondaire ont progressé respectivement de 10,1% et de 2,4% tandis que les prix des produits du secteur tertiaire ont reculé de 0,6%. S'agissant des prix

des biens non durables, des biens durables et des biens semi durables, ils ont connu des accroissements respectifs de 1,2%; 3,8% et 2,8%.

Sur les cinq dernières années, l'inflation en moyenne annuelle mesurée par l'IHPC a suivi une tendance baissière en passant de 4,9% en 2012 à 3,9% en 2016. Sur la même période, le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 2,3%.

Tableau 1. Évolution de l'INPC	Variations en 2016 %				
	2015	2016	moyenne annuelle	Glissement annuel	Contrib. en points
<b>1. Produits alimentaires, boissons non alcoolisée</b>	101,7	104,0	2,3%	4,5%	2,3
Pain et céréales	99,8	103,7	3,9%	3,2%	0,5
Viande	102,2	101,8	-0,4%	0,0%	0,0
Poisson et fruits de mer	109,8	113,3	3,1%	21,1%	0,6
Lait, fromage et œufs	101,1	98,2	-2,8%	-2,6%	-0,1
Huiles et graisses	99,4	95,8	-3,7%	-3,8%	-0,1
Fruits	104,7	107,5	2,6%	3,0%	0,0
Légumes	107,2	108,6	1,3%	2,0%	0,1
Sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie	96,3	107,3	11,4%	29,6%	1,3
<b>2. Tabac et stupéfiants</b>	106,7	119,6	12,2%	5,4%	0,0
<b>3. Articles Habillement et chaussures</b>	100,4	100,7	0,4%	3,0%	0,2
<b>4. Logement, eau, électricité, gaz et auto. combustibles</b>	102,9	102,8	-0,1%	-2,4%	-0,3
<b>5. Ameublement, équipement ménager</b>	100,5	102,7	2,2%	2,1%	0,1
<b>6. Santé</b>	101,3	109,3	7,9%	13,0%	0,7
<b>7. Transports</b>	103,3	107,1	3,7%	2,1%	0,2
<b>8. Communication</b>	91,1	77,7	-14,7%	-9,2%	-0,6
<b>9. Loisirs, spectacles et culture</b>	100,3	100,6	0,3%	-1,0%	0,0
<b>10. Enseignement</b>	101,3	110,7	9,3%	3,0%	0,1
<b>11. Hôtels, cafés, restaurants</b>	99,8	101,5	1,7%	0,8%	0,0
<b>12. Autres biens et services</b>	100,4	101,8	1,5%	1,5%	0,0
<b>INDICE GLOBAL</b>	101,0	102,4	1,5%	2,8%	2,8
Source : ONS ; *() : Chiffres négatifs					





### III. LE SECTEUR EXTERIEUR





En 2016, les échanges extérieurs ont été affectés par le ralentissement de la croissance mondiale entraînant la chute des cours mondiaux des matières premières. Le solde du compte courant a connu une amélioration tandis que l'excédent du compte de capital et d'opérations financières a reculé. Le solde global de la balance des paiements est ainsi ressorti déficitaire. Dans le même temps, les réserves de changes sont restées stables à USD 824,5 millions, soit 5,4 mois d'importations contre 5,6 en 2015.

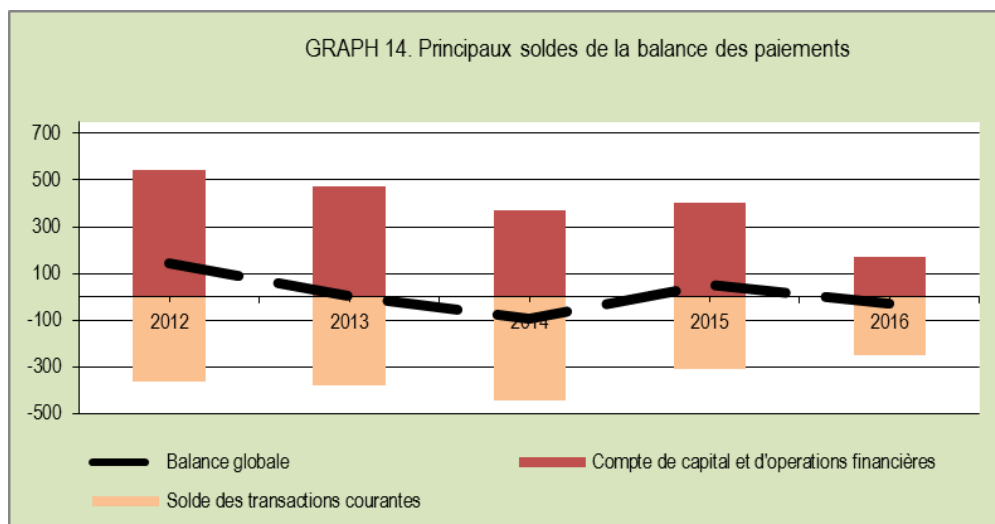


Tableau 2. Evolution des soldes de la Balance des paiements	2014	2015	2016
(Chiffres en milliards MRO)			
Solde des transactions courantes	(444,7)	(308,6)	(247,9)
compte de capital et d'opérations financières	369,9	404,9	172,3
Balance globale	(93,5)	51,5	(27,9)
Solde courant/PIB (%)	(29,0)	(20,8)	(15,3)

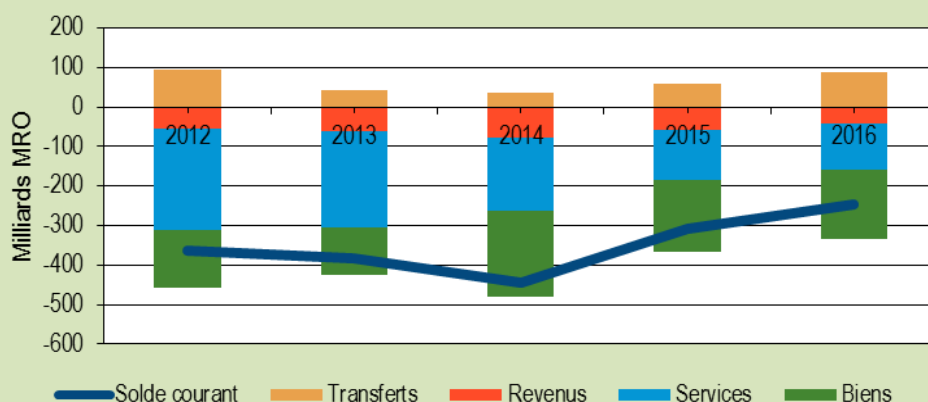
### III-1 LES TRANSACTIONS COURANTES

Le solde du compte courant s'est amélioré en 2016 pour s'établir à MRO 247,9 milliards, soit 15,3% du PIB après MRO 308,6 milliards en 2015. Cette amélioration est intervenue dans une conjoncture peu favorable marquée par la baisse des prix des matières premières. Ce solde tient des évolutions positives enregistrées au niveau de toutes les composantes du compte courant et particulièrement le compte des revenus et des transferts.





GRAPH 15. Solde des transactions courantes



Hors dons officiels, le déficit du compte courant s'est établi à 18,5% du PIB contre 21,8% en 2015, reflétant ainsi les entrées importantes enregistrées au titre des transferts officiels.

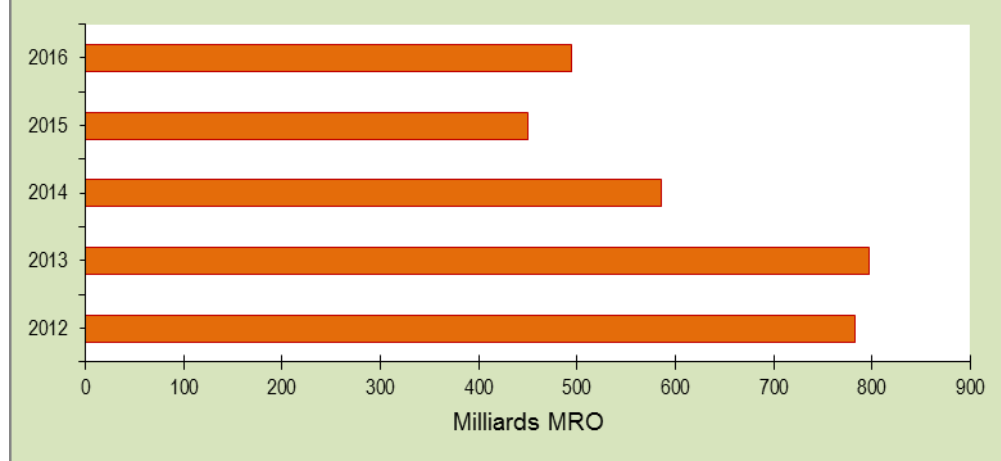
### III-1-1. La Balance Commerciale

En 2016, le déficit commercial s'est réduit pour la 2ème année consécutive pour s'établir à MRO 175,4 milliards, en amélioration de 3% par rapport à 2015. A la faveur du rebond du prix du fer à partir du 2ème trimestre 2016, les exportations ont progressé plus vite que les importations. Le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 71,4% en 2015 à 73,8% en 2016.

#### III-1-1-a. Les exportations

En 2016, les recettes d'exportation ont atteint MRO 494,4 milliards, soit 9,7 % de plus qu'en 2015. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées pour le fer (34,5%), le pétrole (31,2%) et la pêche (17,6%). En revanche, les exportations de l'or et du cuivre ont enregistré respectivement des baisses de 6,1% et 23,5%.

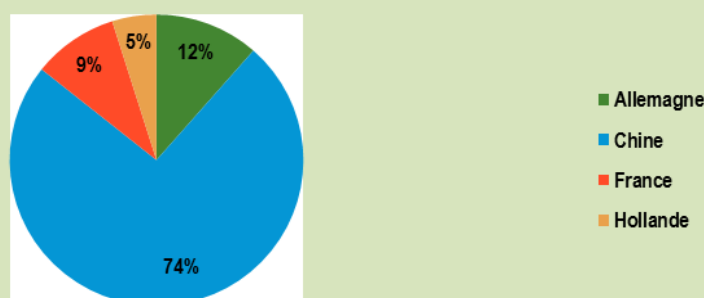
GRAPH 16. Evolution des exportations



La part des exportations dans le PIB global est en hausse de 29,8% en 2016 après 28,7% en 2015. Ce niveau demeure encore inférieur à la moyenne des 4 dernières années, soit 43,4%, en relation avec la lente reprise des cours de la plupart des produits d'exportation.

Les exportations du minerai de fer ont totalisé MRO 148,1 milliards en 2016 contre MRO 110,1 milliards en 2015, soit une augmentation de 34,5% sous l'effet conjugué de la forte hausse des quantités vendues (17%) attribuable essentiellement à l'entrée en production du projet Guelb II et d'une augmentation du prix du fer à l'export à partir du mois d'avril 2016. Les quantités vendues en 2016 se sont établies à environ 13,3 millions de tonnes contre 11,4 millions de tonnes en 2015. Le prix moyen a enregistré une hausse de 5% entre 2015 et 2016. La part du minerai de fer dans les exportations totales est passée à 30% contre 24% en 2015.

**GRAPH 17. Repartition géographique du fer**



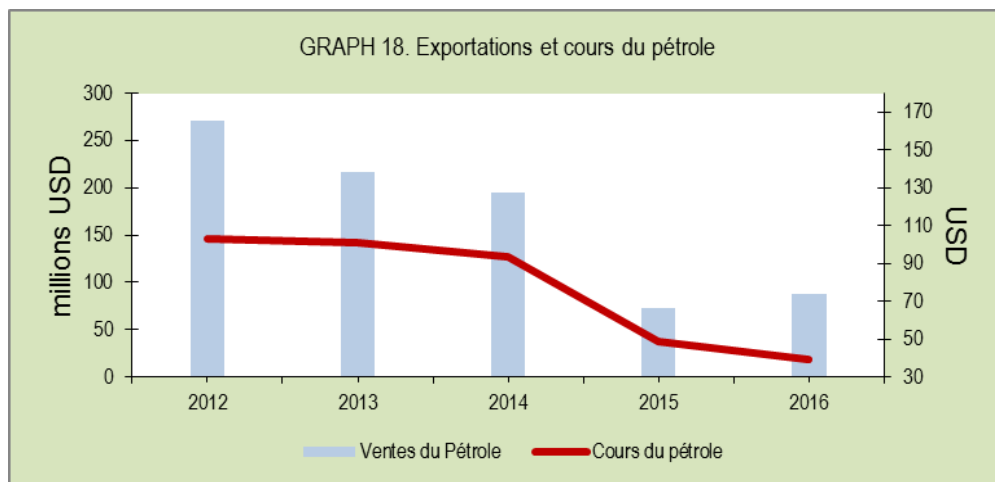
En 2016, la Chine demeure le principal partenaire pour les ventes du minerai de fer à l'étranger avec 74% des exportations du fer contre 70% en 2015. L'Europe est la deuxième destination avec 26% (dont l'Allemagne 12%, l'Italie 9%, la France 5%).

Pour leur part, les exportations d'or non monétaire sont de nouveau en repli de 6,1% en 2016. Elles sont évaluées à MRO 101,7 milliards contre MRO 108,3 milliards réalisés en 2015. Cette contre-performance résulte de l'arrêt de la production survenu au 2ème semestre 2016 suite à la grève des travailleurs de Tasiast. Le volume exporté s'est ainsi réduit pour atteindre 230,5 mille onces contre 284 mille onces en 2015.

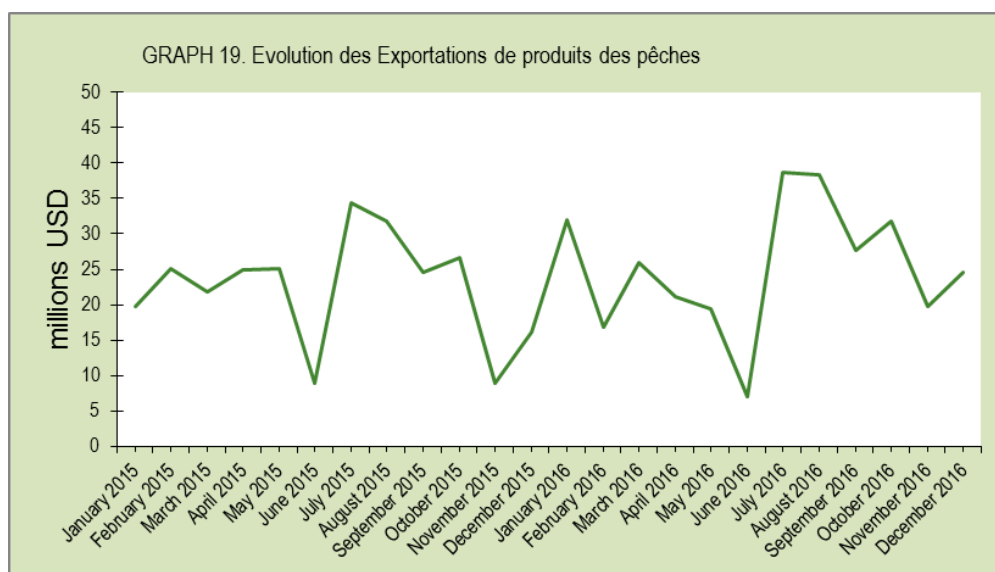
Les exportations en valeur du cuivre sont en recul de l'ordre de 23,5% pour se situer à MRO 48,6 milliards contre MRO 63,5 milliards en 2015 sous l'effet des baisses des quantités vendues de 25,5% et des cours du cuivre de 5%. Le niveau exceptionnel du volume exporté en 2015 s'explique par l'utilisation des stocks pour atténuer l'effet de la baisse des prix internationaux du cuivre sur l'activité du secteur. L'année 2016 marque le retour au niveau normal de la production qui, toutefois, risque d'être affecté par la baisse d'année en année de la teneur du minerai en relation avec la vétusté des engins utilisés.

En revanche, les exportations de pétrole ont enregistré une amélioration de 31% pour se situer à MRO 30,7 milliards contre MRO 23,4 milliards en 2015. Cette évolution est due à l'accroissement des quantités vendues qui ont augmenté de 48,7% par rapport à l'année passée contribuant ainsi à atténuer l'effet de la baisse des prix des cours du pétrole.





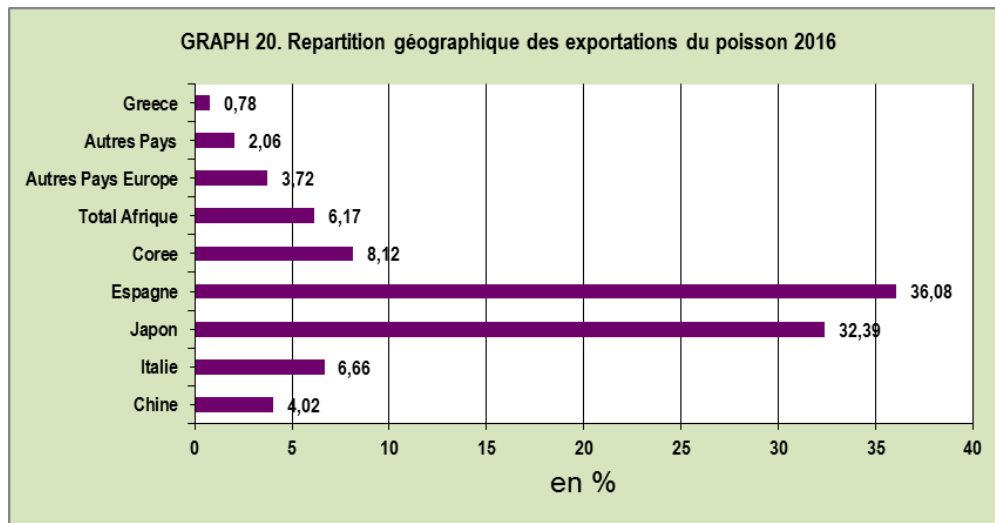
Le secteur des pêches a généré MRO 148,6 milliards de recettes d'exportations, soit une progression de 17,6%, grâce à l'augmentation de 13% du volume exporté qui est passé de 166,3 milles tonnes à 182,8 milles tonnes. Les prix moyens pondérés de toutes les espèces commercialisées sont globalement restés stables. Ces exportations continuent d'être portées par la SMCP qui contribue à hauteur de 72% du total des exportations du secteur.



Les exportations de la SMCP ont bénéficié de l'augmentation des quantités expédiées qui sont passées de 80,1 mille tonnes en 2015 à 90,8 mille tonnes en 2016, portant les recettes de la SMCP à MRO 106,9 milliards en 2016 contre 86,9 milliards en 2015.

Les exportations de la SMCP restent dominées par les céphalopodes qui représentent 84% de la valeur totale des ventes. En quantité, les exportations des céphalopodes se sont élevées à 37,1 mille tonnes en

2016 contre 40,1 mille tonnes l'année précédente, soit une baisse de 7,7% atténuée, toutefois, par la hausse des prix de 21%.



La répartition des ventes de la SMCP par destination montre qu'elles sont à 47% destinées à l'Europe, 47% à l'Asie et le reste (6%) étant exporté vers l'Afrique.

S'agissant de la pêche artisanale, ses exportations ont enregistré une progression de 6% pour atteindre MRO 41,7 milliards en 2016 au lieu de MRO 39,3 milliards en 2015. Cette évolution favorable est attribuable à la progression des quantités vendues (+7%), qui se sont établies à 91,9 mille tonnes en 2016 contre 86,2 mille tonnes en 2015. Par contre, le prix moyen de la tonne s'est inscrit en baisse de 8% en 2016.

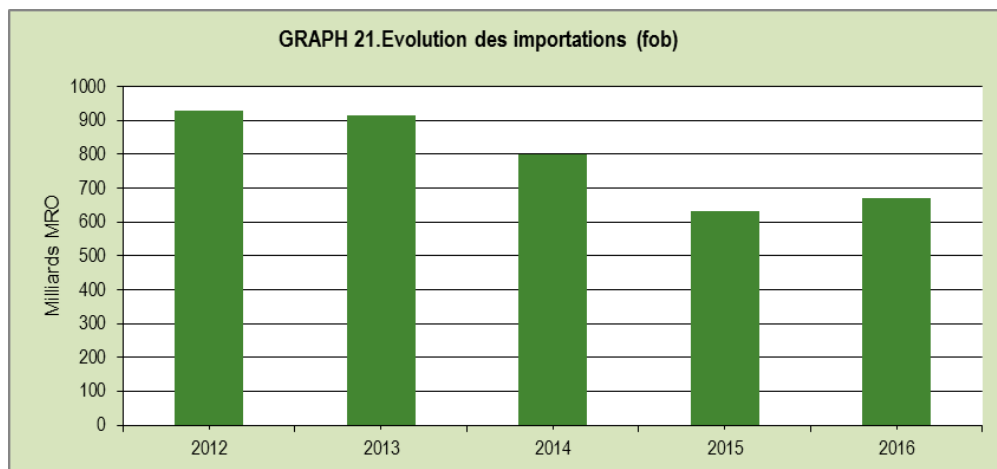
### III-1-1-b. Les Importations

En 2016, les importations se sont établies à MRO 669,8 milliards contre MRO 631,3 milliards en 2015, soit une augmentation de 6,1% en rapport avec le dynamisme de l'activité économique hors secteur extractif. Elles sont tirées essentiellement par les dépenses liées au programme d'investissement public et à la préparation de la tenue du sommet de la Ligue arabe (42%) et la facture pétrolière (+14%).





GRAPH 21. Evolution des importations (fob)



Les importations des sociétés minières et pétrolières et des produits alimentaires sont en recul entre 2015 et 2016 respectivement de 32% et 8%. Rapportées au PIB, les importations de biens représentent en 2016 41,4% contre 40,9% en 2015.

En 2016, la facture pétrolière a atteint MRO 125,4 milliards, soit une hausse de MRO 16 milliards par rapport à 2015. Cette évolution est imputable à la hausse des volumes importés (+12%), notamment le gasoil qui en représente plus de 60%, conjuguée à une légère remontée des prix sur le marché international à partir de février 2016 qui sont passés de USD 28 à USD 50 en décembre 2016.

Pour leur part, les autres importations constituées de matériaux de constructions, de biens d'équipement et d'autres biens de consommation ont également augmenté à un rythme soutenu de 59,8% pour s'établir à MRO 262,4 milliards après MRO 164,2 milliards en 2015. Elles contribuent à hauteur de 39,2% du total des importations en 2016. Cette évolution s'explique, d'une part, par la hausse des dépenses au titre des investissements publics réalisées en 2016 et, d'autre part, par l'acquisition d'un nouvel avion et des importations exceptionnelles dans le cadre de la préparation du sommet de la ligue Arabe durant le 3ème trimestre 2016.

En revanche, les importations du secteur des industries extractives (minerai et pétrole) continuent d'être affectées par la chute des prix à l'international. En 2016, elles se sont établies à MRO 164,2 milliards, en recul de 32,0% par rapport au niveau atteint en 2015. La contribution du secteur à la valeur totale des importations a significativement baissé pour se situer en 2016 à 28% contre 38% en 2015, représentant la moyenne sur les deux dernières années. Ce niveau reste encore loin des 51,9 % enregistrés entre 2012 et 2013.

Les importations en équipement ont accusé un recul de 43,8 % pour s'établir à MRO 90 milliards après MRO 160,2 milliards réalisés sur la même période de 2015. La baisse enregistrée reste très marquée dans le secteur pétrolier (75%), suivi par le fer et le cuivre. Toutefois, elle a été atténuée par une progression de l'ordre de 50% des dépenses d'investissement liées au secteur de l'or.

Les importations relatives à l'exploration et à la production des hydrocarbures se sont fortement repliées pour se situer à MRO 22,2 milliards en 2016 contre de MRO 89,6 milliards en 2015, en raison du ralentissement des activités de forage relatives à l'exploration de gaz.

Pour ce qui est du secteur minier, les importations ont atteint MRO 142 milliards contre MRO 151,7 milliards en 2015, une baisse de 6,4%. Cette évolution est liée au recul des cours mondiaux du fer et du cuivre,



entraînant la diminution des achats d'équipements destinés à la production du fer et du cuivre, respectivement de 30,1% et 15,9%. A l'inverse, les importations du secteur de la production de l'or ont enregistré une progression de plus de 50% entre 2015 et 2016 pour se situer à MRO 31,2 milliards.

Les importations pour la production du cuivre se sont établies à MRO 28,2 milliards contre MRO 27,1 milliards en 2015, soit une hausse remarquable de MRO 1,1 milliards en raison des besoins additionnels pour l'enrichissement du minerai dont la teneur diminue d'année en année.

Les importations courantes de la SNIM relative à l'activité de production du fer ont augmenté de 8,2% par rapport à 2015 pour s'établir à MRO 29,6 milliards. Par contre, celles du secteur de l'or sont en recul de 31,7% pour se situer à MRO 27,2 milliards en 2016.

Quant aux importations de produits alimentaires, elles se sont élevées à MRO 117,7 milliards, en baisse de 8% par rapport à 2015 du fait, principalement, de la baisse des quantités importées.

### III-1-2. Les Services

Le déficit de la balance des services a légèrement baissé pour s'établir à MRO 118,3 milliards en 2016 contre MRO 127,8 milliards en 2015, en raison principalement de la hausse des recettes de 18,7%. En effet, les recettes sont passées à MRO 95 milliards en 2016 au lieu de 80 milliards en 2015 suite à une augmentation de 23,3% des recettes provenant des licences de pêche, soit MRO 26,6 milliards.

En outre, les dépenses en services se sont élevées à MRO 213,4 milliards contre 207,8 en 2015, soit une augmentation 2,7%.

### III-1-3. Les Revenus

Le solde déficitaire de la balance des revenus s'est établi à MRO 40,9 milliards en 2016 contre MRO 58,2 milliards en 2015, soit une réduction de 29,8% suite à une baisse des dépenses de 26%, les recettes ayant baissé de 17%. La forte réduction des dépenses est due principalement à une baisse de 44% des profits et salaires des sociétés minières.

### III-1-4. Les Transferts courants

L'excédent de la balance des transferts sans contrepartie a fortement augmenté pour atteindre MRO 86,6 milliards en 2016 au lieu de 58 milliards en 2015, soit 49,3% du fait, en particulier, de l'amélioration des entrées au titre des transferts officiels (+62%), résultant de la hausse des aides budgétaires notamment à caractère bilatéral et des entrées exceptionnelles versées dans le cadre de l'organisation à Nouakchott du sommet de la Ligue arabe.

## III-2. LE COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

L'excédent dégagé par le compte de capital et d'opérations financières a sensiblement reculé pour se situer à MRO 172,3 milliards, en baisse de 57,4% par rapport à 2015. Cette situation résulte du ralentissement des investissements directs dans le domaine de l'exploration du gaz, de la faible mobilisation des dons et prêts au titre du programme d'investissement public et du recul des flux financiers provenant du secteur privé.





Tableau 4. Evolution des soldes des comptes de capital et d'opérations financières	2013	2014	2015	2016
(Chiffres en milliards MRO)				
Comptes de capital et d'opérations financières	472,1	369,9	404,9	172,3
Compte de capital	1,4	4,8	10	3,0
Compte d'opérations financières	470,6	365,1	394,9	169,4

S'agissant du compte de capital, il a dégagé un surplus de MRO 3 milliards au lieu de MRO 10 milliards en 2015, en raison du recul des décaissements au titre des dons destinés aux projets du secteur public.

Pour sa part, l'excédent du compte financier s'est réduit de 57,1% pour se situer à MRO 169,4 milliards contre MRO 394,9 milliards en 2015, en lien, principalement, avec le fléchissement des flux nets des IDE, en particulier dans le secteur des hydrocarbures et la faible mobilisation des emprunts publics au titre des appuis budgétaires.

Les entrées nettes au titre des investissements directs étrangers ont atteint MRO 95,6 milliards contre MRO 163,0 milliards en 2015, soit une baisse de 41,4%. En pourcentage du PIB, elles sont passées de 10,4 % à 5,9% en 2016. Ce recul concerne, essentiellement, les secteurs des hydrocarbures et la production du cuivre, les IDE dans le secteur de l'or se sont inscrits en hausse de 50,3% pour atteindre MRO 30,9 milliards en 2016, en relation avec la première phase du projet d'expansion de la mine de Tasiast.

Les ressources nettes mobilisées au titre des emprunts extérieurs à moyen et long terme se sont inscrites en baisse entre 2015 et 2016 de 61,6% pour se situer à MRO 50,2 milliards contre MRO 130,6 milliards sous l'effet conjugué du recul des décaissements de 38% et de la hausse des paiements au titre de l'amortissement de la dette extérieure de 19,7%. En effet, les tirages sur emprunts extérieurs se sont situés à MRO 113,8 milliards en 2016 contre MRO 183,8 milliards en 2015, soit une baisse de MRO 69,9 milliards, les paiements effectués au titre de l'amortissement de la dette publique de l'Etat et des établissements publics ayant augmenté passant de MRO 53,1 milliards en 2015 à 63,6 milliards en 2016.

En 2016, le niveau des décaissements sur prêts programme a fléchi de 74% pour atteindre MRO 25,1 milliards contre MRO 96,5 milliards en 2015. S'agissant des décaissements au titre des prêts du Gouvernement destinés au financement du programme d'investissement public, ils sont restés stables autour de MRO 87 milliards entre 2015 et 2016.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières, n'a pas permis de couvrir le déficit du compte courant malgré les améliorations observées entraînant une dégradation du solde global de la balance des paiements qui est ressorti déficitaire de MRO 27,9 milliards après un excédent de MRO 51,5 milliards en 2015. Cette évolution n'a pas eu un effet négatif sur l'accumulation des réserves brutes qui sont restées au même niveau qu'en 2015.

Tableau 5. Balance des paiements (Milliards MRO)	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Balance commerciale</b>	(154,3)	(117,8)	(215,2)	(180,8)	(175,4)
<b>Exportation</b>	783,2	797,2	585,1	450,5	494,4
Minerai de fer	335,2	408,2	220,6	110,1	148,1
Pétrole	80,2	65,3	58,9	23,4	30,8
Cuivre	70,6	65,1	50,2	63,5	48,6
Or	132,2	141,7	123,2	108,3	101,7
Pêche	142,3	99,3	114,4	126,3	148,6
Autres	22,7	17,7	17,9	18,8	16,7
<b>Importation, fob</b>	(928,4)	(915,1)	(800,3)	(631,3)	(669,8)
Produits alimentaires	(113,2)	(112,9)	(112,7)	(128,0)	(117,7)
Produits pétroliers	(195,3)	(190,5)	(180,1)	(109,4)	(125,5)
Dont SNIM	(32,7)	(32,9)	(30,9)	(17,8)	(13,0)
MCM	(14,7)	(13,9)	(13,4)	(9,1)	(7,3)
Tasiast	(33,3)	(30,4)	(1,2)	(1,1)	(0,1)
Equipements importés pour les industries extractives	(481,6)	(474,9)	(308,1)	(241,6)	(164,2)
dont SNIM	(142,9)	(147,1)	(127,3)	(64,2)	(55,4)
MCM	(47,6)	(42,0)	(56,5)	(27,1)	(28,2)
Tasiast	(286,7)	(177,5)	(39,6)	(60,5)	(58,4)
Exploration pétrolières	(4,5)	(108,3)	(84,6)	(89,7)	(22,3)
Autres importations	(138,2)	(136,8)	(199,4)	(152,2)	(262,4)
<b>Service et revenus (nets)</b>	(311,5)	(305,7)	(263,9)	(185,9)	(159,2)
Services (nets)	(256,6)	(244,5)	(187,6)	(127,8)	(118,3)
dont licences pêche	3,5	8,4	33,3	21,6	26,7
Revenus (nets)	(56,0)	(61,2)	(76,4)	(58,1)	(40,9)
dont compensation pêche	26,7	27,2	-	20,2	20,9
<b>Transferts courants (net)</b>	95,6	42,2	34,4	58,0	86,6
Transferts privés (net)	12,6	17,1	15,1	25,2	26,5
Transferts officiels	83,0	25,1	19,3	32,8	60,2
dont allègement PPTE multilatéral 1/	0,3	-	-	-	-
<b>Balance des Transactions Courantes</b>	(371,3)	(381,3)	(444,7)	(308,6)	(247,9)
<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	537,3	472,1	369,9	404,9	172,3
Compte Capital	9,2	1,4	4,8	10,0	3,0
Autres	9,2	1,4	4,8	10,0	3,0
<b>Compte d'opérations financières</b>	528,0	470,6	365,1	394,9	169,4
Investissement direct (net)	410,4	338,5	151,7	163,0	95,6
Dont: industries pétrolières (net)	6,7	123,3	80,1	101,2	24,8
Prêt officiels à moyen et long terme	150,2	64,7	36,8	130,6	50,2
Décassements	180,0	94,8	81,3	183,8	113,8
Principal exigible	(29,7)	(30,1)	(44,4)	(53,1)	(63,6)
Autres transactions privées en capital	(32,6)	67,4	176,5	101,2	23,6
Erreurs et omissions	(20,1)	(86,2)	(18,7)	(44,9)	47,7
<b>Balance globale</b>	145,8	4,5	(93,5)	51,5	(27,9)
<b>Financement</b>	(145,8)	(4,5)	93,5	(51,5)	27,9
<b>Actifs extérieurs nets</b>	(120,6)	(7,9)	89,9	(53,4)	27,9
BCM (net)	(141,7)	(8,5)	93,9	(63,0)	(7,2)
Avoirs	(137,0)	(10,8)	98,1	(58,2)	1,7
Engagements	(4,7)	2,4	(4,2)	(4,9)	(6,8)
Banques commerciales (nets)	25,3	1,8	(5,3)	4,7	26,6
Comptes pétrolier	(4,1)	(1,2)	1,3	5,0	8,5
Financement exceptionnel	(25,3)	3,3	3,2	1,9	-



44

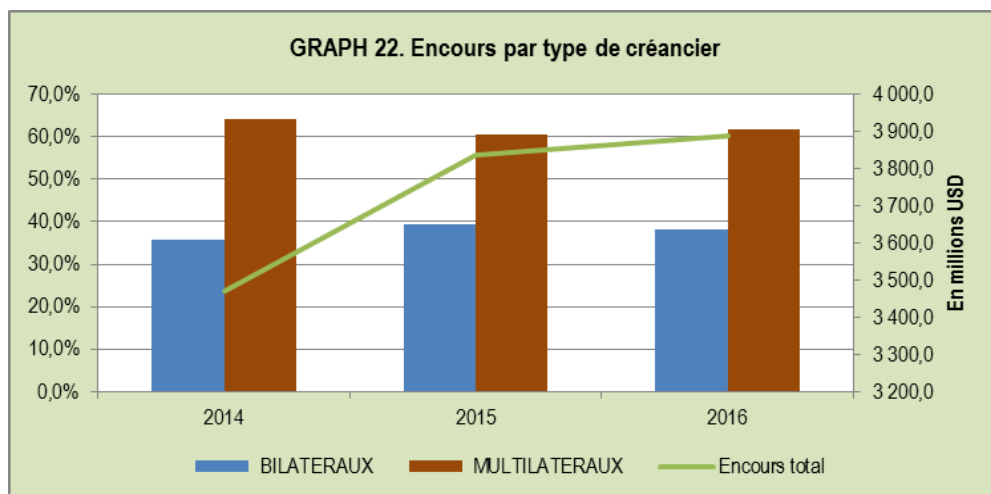


## IV. DETTE EXTERIEURE



## IV-1 L'encours de la dette extérieure

L'encours de la dette extérieure a atteint en 2016, USD 3 889,8 millions, enregistrant ainsi une légère progression de 1,4% par rapport à son niveau de 2015, en raison essentiellement de la hausse des tirages sur emprunts extérieurs. Cette hausse s'est traduite par un solde positif des flux nets des financements extérieurs de USD 144,5 millions.



La structure de l'encours de la dette extérieure par catégorie de créanciers demeure stable et reste dominée par les institutions de développement multilatérales avec une part de 61,7% de la dette extérieure contre 38,3% pour les créanciers bilatéraux.

Pour sa part, le ratio de la dette extérieure publique par rapport au PIB s'est établi en 2016 à 78,3%, en hausse de 0,5 point du PIB par rapport à son niveau de 2015.

### IV-1-1 La dette bilatérale

L'encours de la dette bilatérale, à fin 2016, a enregistré une baisse de 1,6% par rapport à l'année précédente, en s'établissant à USD 1 490,0 millions, dont 42,4% dû aux créanciers bilatéraux arabes, 30,4% aux bilatéraux membres du Club de Paris, et 26,7% à la Chine. Cette évolution s'explique en grande partie par le recul des entrées nettes des flux financiers d'origine bilatérale en 2016.

### IV-1-2 La dette multilatérale

En 2016, l'encours de la dette multilatérale a atteint USD 2 399,8 millions contre USD 2 323,3 millions en 2015, soit une hausse de 3,3%, en relation essentiellement avec les entrées nettes des flux financiers multilatéraux, particulièrement, en provenance du FADES. Ce bailleur est le premier créancier de la Mauritanie avec USD 856,4 millions 2016, soit une progression de 4,5% par rapport à 2015.

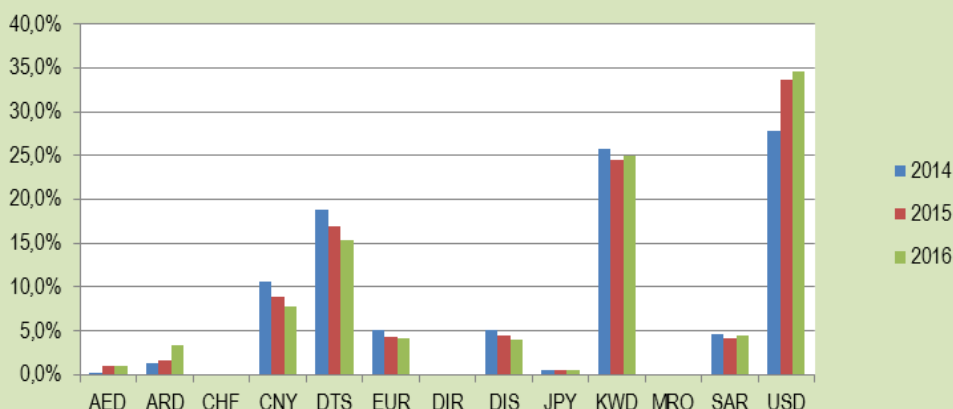
### IV-1-3 Les encours par devise

La structure de l'encours de la dette extérieure par devise, en 2016, reste dominée sur les dernières années par la dette libellée en Dollar américain et le Dinar koweïtien. Leurs parts se sont établies, respectivement en 2016, à 34,6% et 25%, contre 33,6% et 24,6% en 2015. En revanche, les parts des DTS et du Yuan Chinois (CNY) ont connu des baisses respectives de 17,0% et 8,9% à 15,4% et 7,7% d'une année à l'autre.





GRAPH 23. Encours par devise



Quant au Dinar Arabe (DA), il a vu sa part augmenter pour atteindre 3,3% en 2016 contre 1,6% un an auparavant. Toutefois, le changement de la structure de l'encours par devise observé en 2016 découle notamment du niveau des flux nets dans les principales monnaies d'endettement et de l'effet de la variation de leurs taux de change par rapport au Dollar.

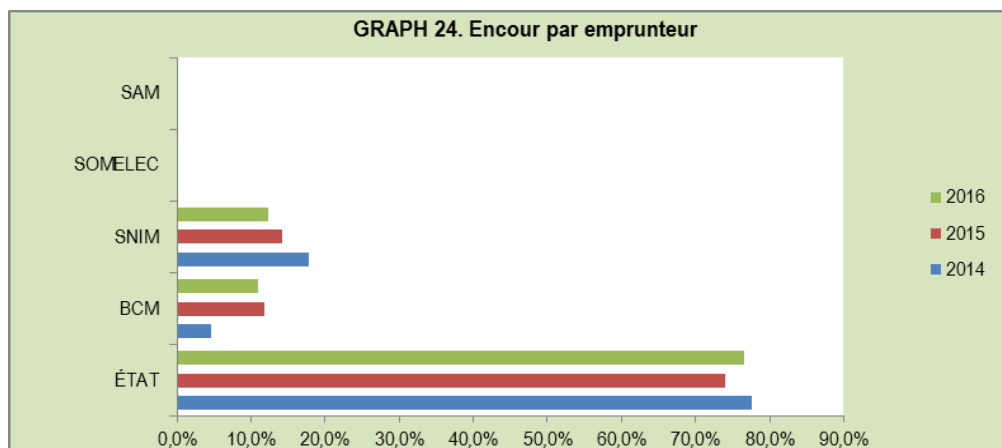
Tableau 6. Encours de la dette extérieure	2014		2015		2016	
	En USD	millions En % du total	En USD	millions En % du total	En USD	millions En % du total
TOTAL	3 469,8	100,0%	3 837,4	100,0%	3 889,8	100,0%
BILATERAUX	1 246,8	35,9%	1 514,1	39,5%	1 490,0	38,3%
. MULTILATERAUX	2 223,0	64,1%	2 323,3	60,5%	2 399,8	61,7%
Etat	2 693,8	77,6%	2 839,7	74,0%	2 978,6	76,6%
1. Bilatéraux	973,9	28,1%	974,1	25,4%	982,2	25,3%
2. Multilatéraux	1 719,8	49,6%	1 865,5	48,6%	1 996,4	51,3%
BCM	157,8	4,5%	451,0	11,8%	428,7	11,0%
1. Bilatéraux	23,5	0,7%	321,3	8,4%	319,0	8,2%
2. Multilatéraux	134,3	3,9%	129,7	3,4%	109,7	2,8%
SNIM	618,2	17,8%	546,8	14,2%	482,5	12,4%
1. Bilatéraux	249,4	7,2%	218,7	5,7%	188,7	4,9%
2. Multilatéraux	368,8	10,6%	328,0	8,5%	293,8	7,6%

#### IV-1-4 Les encours par emprunteur

La structure de l'encours de la dette par débiteur laisse apparaître une progression de la part de l'État qui a atteint 76,6% de l'encours total de la dette extérieure à fin 2016 au lieu de 74,0% en 2015. S'agissant des engagements extérieurs de la BCM, leur part s'est inscrite en légère baisse, revenant ainsi de 11,8% en



2015 à 11% en 2016. Quant à la SNIM, sa part dans l'encours total de la dette publique s'est établie à 12,4% contre 14,2% en 2015.



## IV-2 Le Service de la dette extérieure

Les charges de la dette extérieure publique au titre de l'année 2016 se sont élevées à USD 250,0 millions, enregistrant une augmentation de 5,7% par rapport à l'année dernière. Cette évolution s'explique, d'une part, par l'arrivée à échéance de certains prêts devenus exigibles en principal, et d'autre part, par l'augmentation des charges de la dette en intérêts liée aux nouveaux décaissements réalisés en 2016.

Les paiements du service de la dette au titre du principal représentent 71,5% du total et ceux des intérêts 28,5%, contre des parts respectives de 71,0% et 29,0% en 2015.

Rapportés aux exportations de biens et services, les paiements au titre du service de la dette passent de 15,5% en 2015 à 15% en 2016 du fait d'une évolution du service de la dette plus importante que celle des exportations.

Tableau 7. Évolution du service de la dette publique								
En millions USD	2015				2016			
	Principal	Intérêts	Total	En % du total	Principal	Intérêts	Total	En % du total
<b>TOTAL</b>	168,0	68,5	236,4	100,0%	178,8	71,2	250,0	100,0%
<b>A. BILATERAUX</b>	65,7	28,2	93,9	39,7%	70,5	30,5	101,0	40,4%
<b>B. MULTILATERAUX</b>	102,2	40,3	142,5	60,3%	108,2	40,7	149,0	59,6%
<b>État</b>								
Total État	90,5	39,4	129,9	54,9%	99,3	40,4	139,7	55,9%
1. Bilatéraux	33,6	14,1	47,7	20,2%	38,4	13,0	51,4	20,6%
2. Multilatéraux	56,8	25,3	82,2	34,8%	60,9	27,4	88,3	35,3%
<b>BCM</b>								
Total BCM								
1. Bilatéraux	6,8	4,5	11,4	4,8%	12,4	9,0	21,4	8,6%
2. Multilatéraux	2,2	4,5	6,7	2,9%	2,2	9,0	11,2	4,5%
<b>SNIM</b>				4,6				
Total SNIM								
1. Bilatéraux	70,7	24,5	95,2	40,3%	67,1	21,7	88,8	35,5%
2. Multilatéraux	29,9	9,6	39,5	16,7%	29,8	8,5	38,3	15,3%





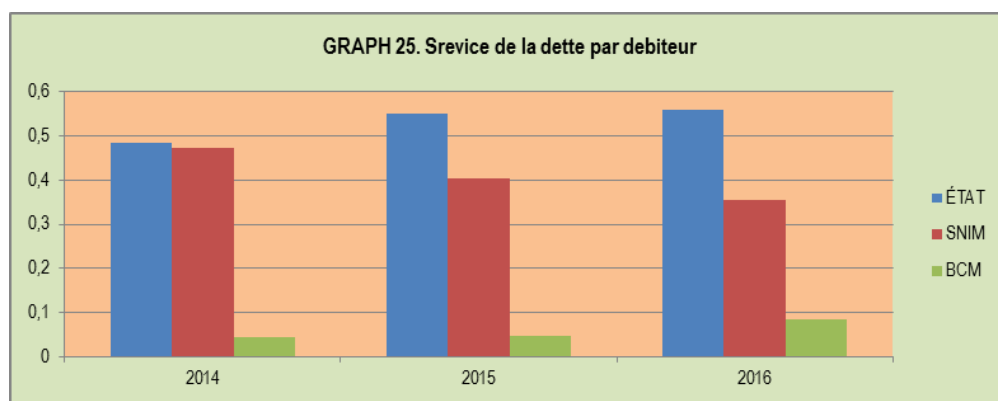
#### IV-2-1. Le service de la dette par créancier

La structure du service de la dette extérieure montre que 40,4% des paiements ont été effectués au bénéfice des créanciers bilatéraux en 2016 contre 39,7% en 2015. Sur le total du service de la dette bilatérale, 44,7% des paiements ont été effectués au profil des créanciers membres du Club de Paris, 30,9% pour le compte des partenaires bilatéraux arabes, et 24,2% en faveur de la Chine.

En revanche, la part des paiements du service de la dette en faveur des créanciers multilatéraux a enregistré une légère baisse pour se situer à 59,6% contre 60,3% en 2015. Sur le total du service de la dette multilatérale, 38,2% des paiements ont été effectués au profil du FADES, 16,1% pour le compte de la BID, et 14,4% en faveur de la BAD.

#### IV-2-2. Le service de la dette par débiteur

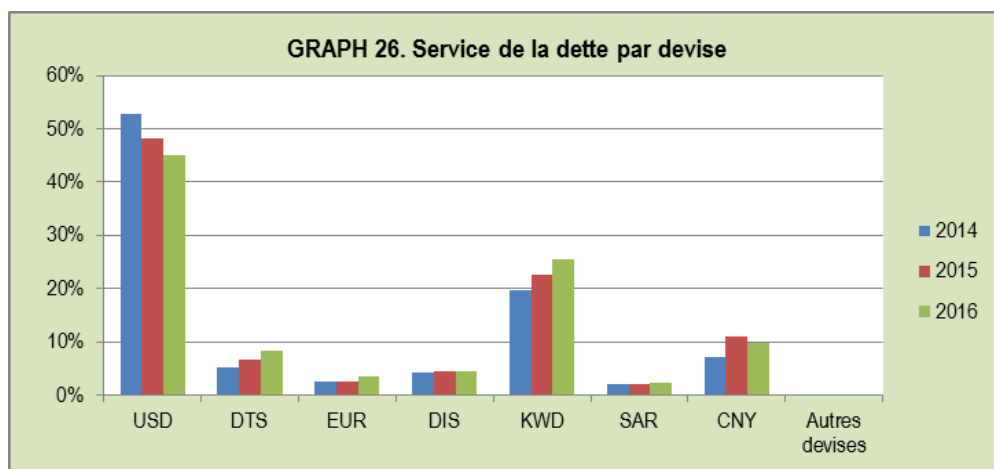
La répartition du service de la dette extérieure par débiteur montre que la part des paiements effectués par l'Etat au titre de sa dette en 2016 s'élève à 55,9% contre 54,9% en 2015. Pour sa part, le service de la dette payé par la SNIM a diminué pour s'établir à 35,5% contre 40,3% en 2015.



Quant au service de la dette honoré par la BCM, sa part dans le total du service de la dette payé a augmenté pour se situer à 8,6% en 2015, contre 4,8% l'année passée. Cette augmentation est imputable, principalement, au remboursement des intérêts liés aux dépôts contractés par la BCM en 2015.

#### IV-2-3. Le service de la dette par devise

Ventilé par devise, le service de la dette extérieure en 2016, indique la prépondérance du dinar koweïtien comme monnaie de remboursement. Sa part est passée, d'une année à l'autre, de 22,7% à 25,5%. En revanche, les parts du Dollar américaine et du Yuan Chinois (CNY) ont légèrement régressé, pour se situer, respectivement, à 45,0% et 9,7% en 2016 contre 48,3% et 11,1% en 2015.



### IV-3. Les Décaissements sur emprunts extérieurs

En totalisant USD 323,2 millions en 2016, les décaissements sur emprunts extérieurs à long terme ont enregistré une baisse de 46,8% par rapport à 2015, en raison de la diminution de la mobilisation des ressources par le secteur public.

La structure des tirages par catégorie de créancier a été marquée par le renforcement de la part des décaissements sur les prêts multilatéraux qui est passée à 77,4% contre 40,1% en 2015. En revanche, la part des créanciers bilatéraux a sensiblement baissé, en 2016, pour se situer à 22,6%, au lieu de 59,9% en 2015.

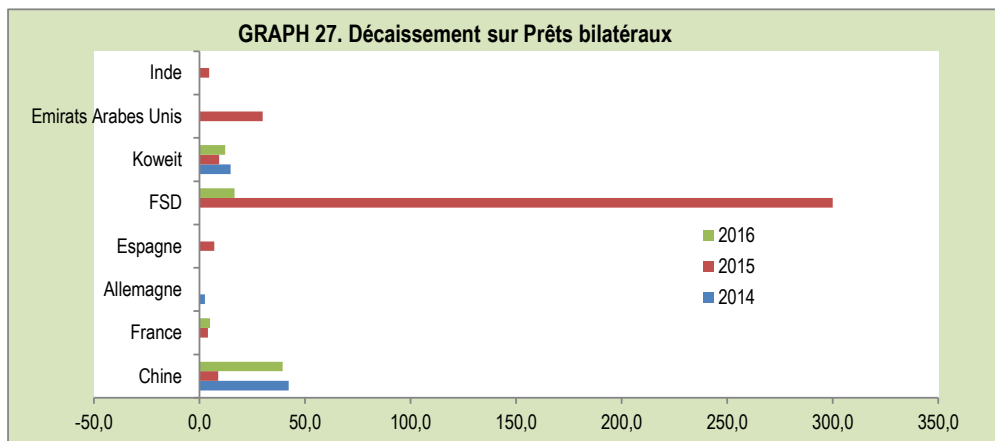
Tableau 8. Décaissements sur emprunts extérieurs	2014		2015		2016	
	En millions USD	En % du total	En millions USD	En % du total	En millions USD	En % du total
<b>TOTAL</b>	302,2	100,0%	607,9	100,0%	323,2	100,0%
<b>A. BILATERAUX</b>	59,6	19,7%	363,9	59,9%	73,1	22,6%
<b>B. MULTILATERAUX</b>	242,6	80,3%	244,0	40,1%	250,1	77,4%
<b>Total Etat</b>	289,2	95,7%	307,9	50,6%	320,2	99,1%
1. Bilatéraux	57,0	18,9%	63,9	10,5%	73,1	22,6%
2. Multilatéraux	232,2	76,8%	244,0	40,1%	247,1	76,5%
<b>Total BCM</b>	0,0	0,0%	300,0	49,4%	0,0	0,0%
1. Bilatéraux	0,0	0,0%	300,0	49,4%	0,0	0,0%
2. Multilatéraux	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
<b>Total SNIM</b>	13,0	4,3%	0,0	0,0%	3,0	0,9%
1. Bilatéraux	2,6	0,9%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
2. Multilatéraux	10,4	3,4%	0,0	0,0%	3,0	0,9%





#### IV-3-1. Les décaissements sur prêts bilatéraux

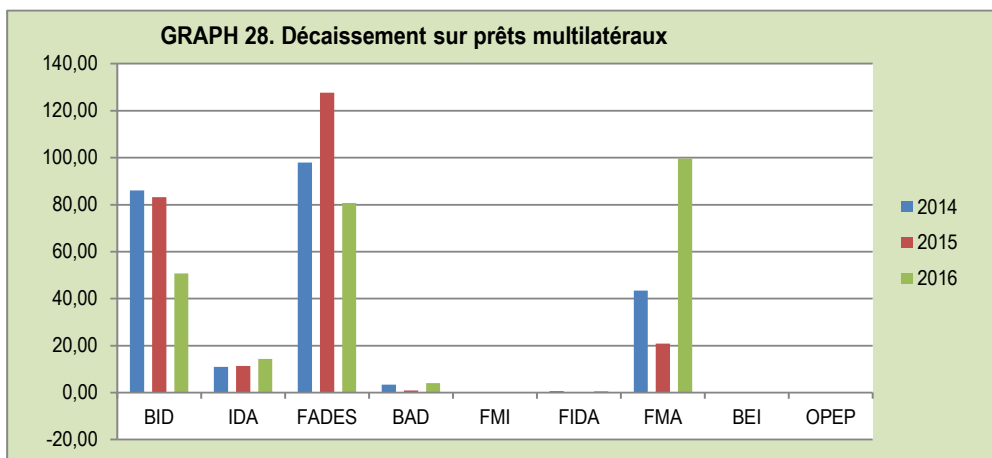
En 2016, les décaissements réalisés sur les prêts bilatéraux ont enregistré une baisse de 79,9%, pour se situer à USD 73,1 millions, contre USD 363,9 millions en 2015. Cette évolution s'explique essentiellement par la contraction des tirages sur les prêts bilatéraux arabes et bilatéraux membres du Club de Paris, qui n'ont été que partiellement compensés par l'augmentation des décaissements sur les prêts contractés avec la Chine.



Ventilé par bénéficiaire, les tirages effectués sur les prêts bilatéraux en 2016, ont été destinés à hauteur de 100% à l'Etat contre 50,6% en 2015. Ces ressources bilatérales proviennent à hauteur de 53,8% de la Chine dans le cadre du projet de construction de la centrale hydro-électrique de Gouina.

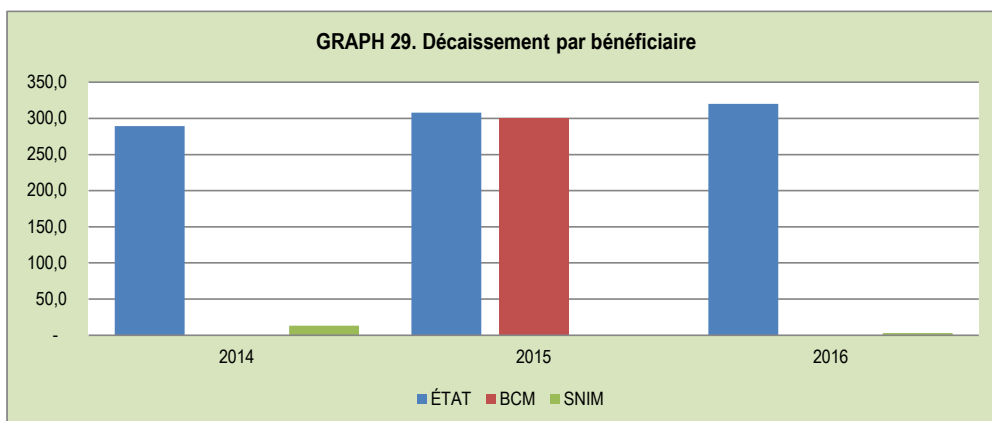
#### IV-3-2. Les décaissements sur prêts multilatéraux

Les décaissements dans le cadre de la coopération multilatérale, en 2016, ont atteint USD 250,1 millions contre USD 244,0 millions en 2015, soit une hausse de 2,5%, traduisant un soutien continu des bailleurs multilatéraux en termes de financement des programmes de développement économique de notre pays. En effet, les multilatéraux restent les premiers pourvoyeurs de financements extérieurs pour l'économie nationale. Globalement, la répartition des tirages multilatéraux par bailleur fait ressortir, en 2016, une prépondérance du Fonds Monétaire Arabe avec 39,8% du total des décaissements multilatéraux, suivi du FADES (32,3%) et de la BID (20,3%).



#### IV-3-3. Répartition des décaissements par bénéficiaires

Au cours de l'année 2016, la structure des tirages par bénéficiaire a été fortement modifiée en faveur de l'Etat dont la part dans le total des décaissements est passée à 99,1% au lieu de 49,4% en 2015, alors que celle de la SNIM est revenue à 4,0% au lieu de 43,9% en 2015.



Les décaissements de l'Etat se sont établis à USD 320,2 millions en 2016 contre USD 307,9 millions en 2015, soit une hausse de 4,0%.

Quant à la SNIM, les décaissements en 2016, se sont limités à USD 3 millions sur les ressources de la BAD dans le cadre du financement de l'extension de la mine Guelb II et la construction d'une nouvelle usine d'enrichissement de minerai de fer.

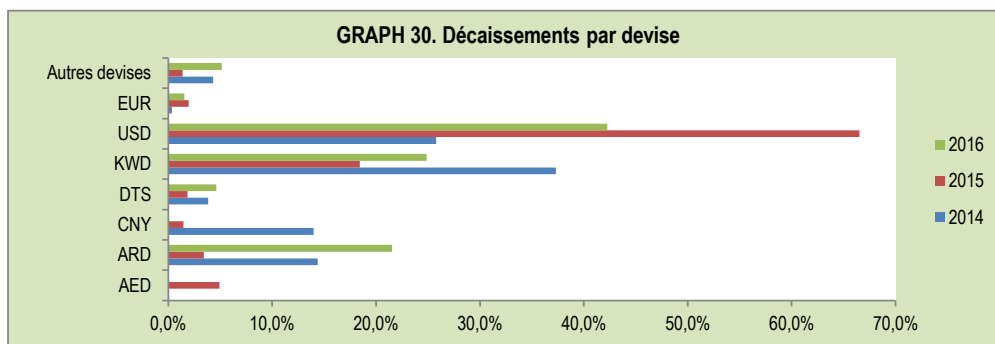
#### IV-3-4. Les décaissements par devise

La structure des décaissements par devise a été modifiée, en 2016, en faveur du Dinar koweïtien et du Dinar Arabe (DA) au détriment des autres devises, notamment, le Dollar Américain. Les parts du Dollar américain et du Dinar koweïtien sont passées respectivement de 66,5% à 41,7% et de 25,1% à 18,4% entre 2016 et 2015.





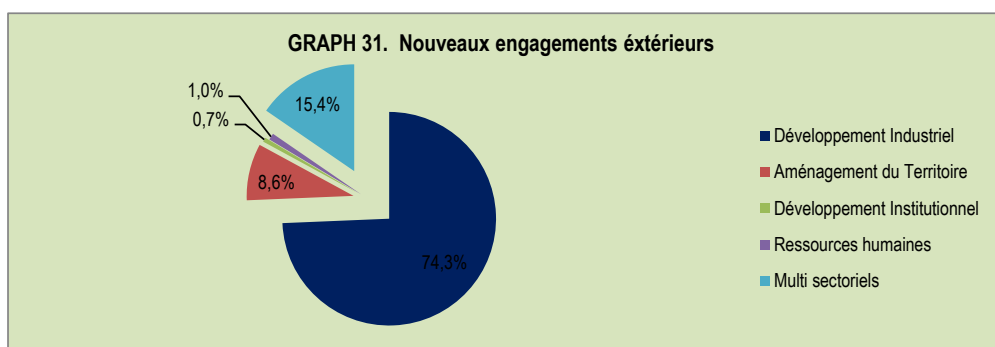
En outre, on note une forte hausse de la part de tirages libellés en Dinar Arabe (DA) qui est passée de 3,4% en 2015 à 21,7% en 2016.



#### IV-4. Nouveaux engagements extérieurs

Les nouveaux accords de prêts contractés en 2016 ont porté sur un total d'USD 349,6 millions dont 13,6% auprès des créanciers bilatéraux et 86,4% auprès des organismes multilatéraux.

Ces prêts sont destinés à hauteur de 74,3% au financement des projets de développement industriel, 8,6% aux projets d'Aménagement du Territoire, et 17,1% aux projets Multi sectoriels et publics divers.



Ces nouveaux engagements sont, en général, assortis de conditions financières favorables en termes de coût et de maturité. Ainsi, le taux d'intérêt moyen est estimé à 2,4% pour une durée totale moyenne de 15,4 ans dont 4,4 ans de différé d'amortissement.



## V. FINANCES PUBLIQUES





En 2016, la politique budgétaire a été orientée vers la poursuite du renforcement de la stabilité du cadre macroéconomique en soutenant la croissance, la promotion de l'emploi et l'amélioration des conditions de vie des populations. Quant à l'exécution budgétaire, elle s'est caractérisée par la rationalisation de la gestion des finances publiques, sur fond d'une conjoncture économique marquée par la baisse des revenus miniers.

### V-1. La loi de finances 2016

Le déficit budgétaire initialement prévu en 2016, a été revu à la baisse dans la loi de finances rectificative (LFR), grâce à l'effort de mobilisation de ressources intérieures et d'appuis budgétaires.

La rationalisation des dépenses budgétaires, matérialisée par la baisse prévue de 7,4% dans la LFI 2016, indique la volonté d'une maîtrise des charges de fonctionnement et du maintien d'un niveau des dépenses d'investissement devant soutenir la croissance économique et réduire la pauvreté.

Les aménagements fiscaux introduits dans la loi de finances initiale 2016 ont porté sur : i) l'application en année pleine de la réforme de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et celle de la taxation des produits pétroliers ; ii) le relèvement du droit fiscal à l'importation (DFI) et des taxes et droits d'accises sur certains produits de grande consommation (riz, tabac et dérivés, clinker, fer à béton, ciment, etc.) ; iii) la création d'une taxe de consommation sur les poulets ainsi que sur certains produits laitiers ; iv) la hausse de la taxe de consommation sur certains produits ; v) la mise en place et/ou le relèvement du droit de pêche à l'exportation pour certains produits de la pêche.

Une loi de finances rectificative a été adoptée en 2016 en vue de tenir compte des évolutions enregistrées au niveau des recettes et des dépenses réalisées par rapport aux prévisions initiales.

### V-2. L'évolution des finances publiques

En 2016, les recettes globales ont enregistré une légère hausse, tandis que les dépenses et prêts nets ont accusé une baisse de 9,3% par rapport à 2015. Le déficit budgétaire global (dons compris) s'est établi à MRO 0,9 milliard, soit 0,1% du PIB hors pétrole contre MRO 53,5 milliards, soit 3,5% du PIB en 2015. Hors dons, le solde budgétaire affiche un déficit de MRO 35,9 milliards, soit 2,2% du PIB hors pétrole en 2016 contre MRO 81,8 milliards représentant 5,3% du PIB hors pétrole en 2015.

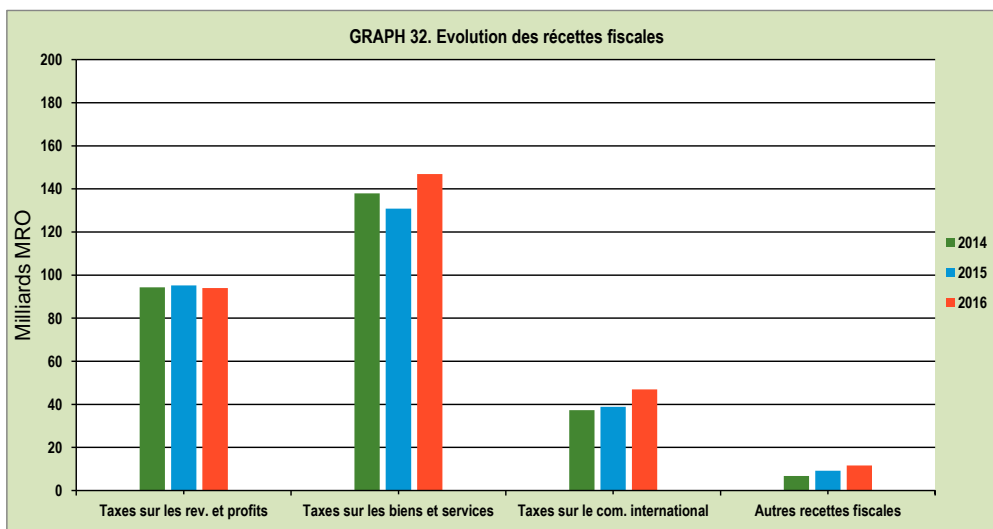
Le financement du déficit de l'Etat a été assuré, en dehors du marché monétaire, par le recours aux ressources extérieures à des conditions concessionnelles et, dans une moindre mesure, aux ressources accumulées par l'Etat auprès de la Banque centrale.

#### V-2-1. Les Recettes budgétaires

Les recettes budgétaires totales ont atteint MRO 464,9 milliards, en 2016, enregistrant une augmentation de MRO 4,7 milliards par rapport à 2015. Cette hausse est due principalement à la progression des recettes fiscales, alors que les recettes non fiscales hors dons ont baissé.

##### V-2-1-a. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales ont accusé une hausse de 5,8% en 2016 pour se situer à MRO 285,2 milliards, suite à un effort supplémentaire de recouvrement des impôts indirects, les impôts directs ayant légèrement diminué en lien avec le tassement de l'activité économique. En pourcentage du PIB, elles ont représenté 17,2%, soit la même proportion en 2015 et 2014.



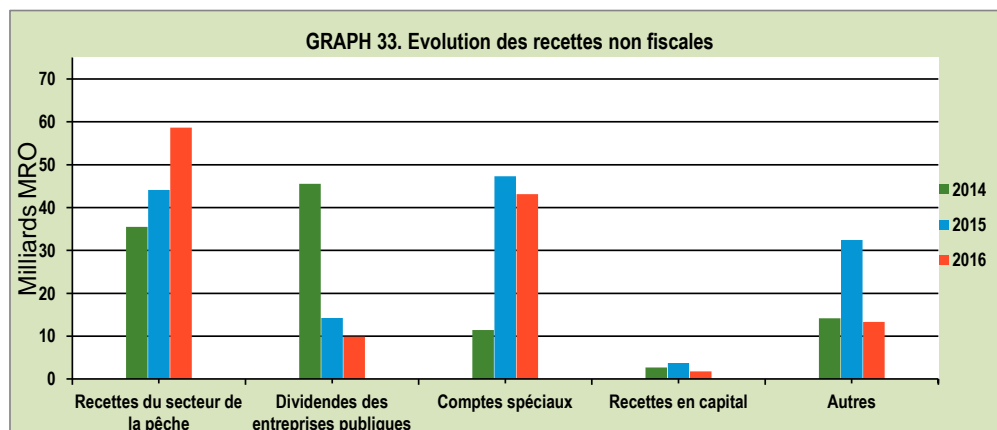
Les recettes au titre des impôts directs, se sont chiffrées à MRO 94 milliards, soit une légère baisse de 1,2% par rapport à 2015, en relation avec le ralentissement de l'activité économique en 2016, notamment, au niveau du secteur minier. Les impôts directs proviennent essentiellement des recettes au titre de l'ITS, de l'impôt sur les sociétés (BIC-BNC) et, de l'impôt minimum forfaitaire douane, dont les contributions sont respectivement de 38%, 36,8% et 13,8% en 2016. Les impôts directs (BIC-BNC) sont restés presque au même niveau de 2015, soit MRO 34,6 milliards, l'ITS n'a enregistré que MRO 35,6 milliards en baisse de 8,4%. La même tendance a été observée pour l'impôt minimum forfaitaire douane qui a généré MRO 13 milliards de recettes, soit une baisse de 7,2%.

S'agissant des impôts indirects, ils se sont chiffrés, en 2016, à MRO 205,4 milliards, soit une progression de 14,8% par rapport à 2015, en raison de la hausse des taxes sur certains produits et de l'introduction de nouvelles taxes. En effet, les taxes sur les biens et services ont augmenté de 12,2% atteignant MRO 146,9 milliards sous l'effet de la hausse des recettes au titre de la TVA sur les importations, de la taxe unique et, particulièrement les taxes relatives aux produits pétroliers et aux droits de consommation. Pour sa part, la TVA intérieure a connu un léger repli de 2,2% pour se situer à MRO 43,6 milliards tandis que les droits de consommation sur certains produits (tabac, sucre, thé, ciment) ont généré un montant de MRO 15,4 milliards en progression de 4,7% par rapport à 2015. Aussi, les taxes sur les produits pétroliers ont atteint MRO 11,9 milliards, soit une hausse de MRO 6,1 milliards suite au relèvement de la taxation sur ces produits. Concernant les taxes relatives au commerce international, elles se sont établies à MRO 46,9 milliards, soit une augmentation de 20,7% en raison du changement de la taxation sur certains produits importés.

#### V-2-1-b. Les recettes non fiscales hors dons

Les recettes non fiscales hors dons ont atteint MRO 133,9 milliards, soit une diminution de 10,2% en 2016 liée principalement à la baisse observée au titre des dividendes et redevances des entreprises publiques, des comptes spéciaux et des recettes en capital.





Les recettes générées par le versement des dividendes et redevances provenant des entreprises publiques se sont inscrites en baisse, passant de MRO 14,2 milliards en 2015 à MRO 9,9 milliards en 2016, suite au non versement pour la deuxième année consécutive, par la SNIM de dividendes, en raison de la chute des cours du minerai de fer qui ont fortement affecté l'activité de la société.

Quant aux recettes au titre des comptes spéciaux, elles ont reculé de l'ordre de MRO 4 milliards pour s'établir à MRO 43,1 milliards, en 2016, du fait de la baisse enregistrée au niveau du CAS hors pétrole. Cette rubrique enregistre le différentiel de prix collecté par les distributeurs de carburant.

S'agissant des entrées au titre des revenus du secteur de la pêche, elles ont augmenté de MRO 14,6 milliards, atteignant ainsi MRO 58,7 milliards en liaison essentiellement avec la hausse de 40% des redevances pélagiques, notamment les licences libres.

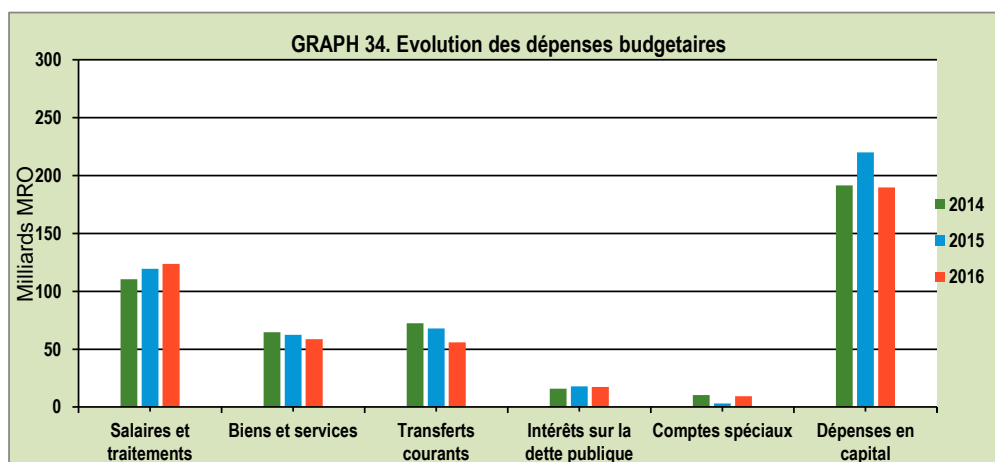
En ce qui concerne les recettes en capital, elles ont diminué de 47% en 2016, sur fond du recul des revenus en provenance des ventes de terrain. Les recettes minières sont restées au même niveau que l'année dernière, soit MRO 6 milliards en relation avec le ralentissement de l'activité dans le secteur minier.

#### V-2-1-c. Les dons

En 2016, les dons ont progressé de MRO 6,6 milliards pour atteindre MRO 34,9 milliards suite à l'augmentation des dons qui se sont élevés à MRO 25 milliards en raison des appuis budgétaires notamment dans le cadre du sommet de la Ligue arabe tenu à Nouakchott. Quant aux dons projets, ils ont également augmenté de 27%, atteignant MRO 9,9 milliards en 2016.

### **V-2-2. Les Dépenses budgétaires**

Les dépenses et prêts nets de l'Etat ont enregistré en 2016, MRO 465,9 milliards, en recul de 9,3% par rapport 2015. En pourcentage du PIB, elles ont représenté 28,0% contre 32,7% en 2015. La baisse des dépenses globales s'explique à la fois par la diminution des dépenses d'investissement et celles afférentes aux charges courantes.



#### V-2-2-a. Les dépenses courantes

En ligne avec la politique de rationalisation des dépenses de l'Etat, les dépenses courantes ont été revues à la baisse de 5% en 2016, pour se situer à MRO 276,5 milliards contre MRO 290,9 milliards en 2015. Cette évolution reflète la diminution des dépenses allouées aux biens et services qui se sont chiffrées à MRO 58,7 milliards, soit une baisse de 6%, mais aussi celle des transferts courants qui sont retombés à MRO 55,8 milliards après MRO 67,8 milliards en 2015, soit (-17,7%). Les charges salariales n'ont progressé que de 3,7% pour tenir compte des avancements des différentes catégories des fonctionnaires de l'Etat, ainsi que de nouveaux départs à la retraite. Quant aux charges en intérêts de la dette publique, elles sont restées au même niveau que celles de l'année dernière.

#### V-2-2-b. Les dépenses d'investissements et prêts nets

En 2016, les dépenses d'investissements et prêts nets ont représenté 41% des dépenses budgétaires atteignant MRO 189,8 milliards dont 79% financées sur ressources intérieures (MRO 149,1 milliards), soit une hausse de 5,3%. Les investissements financés sur ressources extérieures n'ont totalisé que MRO 40,7 milliards, soit une chute de 48%. Les dépenses d'investissements et prêts nets ont représenté 11,4% du PIB en 2016 contre 14,0% en 2015.

#### V-2-3. Le Solde budgétaire et son financement

En 2016, l'exécution budgétaire s'est soldée par un léger déficit de MRO 0,9 milliard contre MRO 53,5 milliards en 2015, soit une baisse de 98,3%, en raison essentiellement d'une maîtrise des dépenses. La couverture du déficit budgétaire a été assurée grâce au recours aux financements intérieurs et extérieurs.

La réduction du déficit reflète une nette amélioration du financement intérieur de MRO 29,7 milliards, en raison de l'amélioration de la position nette du trésor auprès de la BCM de MRO 19,1 milliards favorisée par l'accumulation de nouvelles ressources, mais aussi envers les banques d'environ MRO 7 milliards suite au remboursement d'une partie des créances au titre des bons du trésor.

Concernant le financement extérieur net, il s'est établi à MRO 29 milliards contre MRO 55,9 milliards en 2015, en diminution de MRO 26,9 milliards reflétant un recours moins important aux ressources extérieures. En effet, les engagements extérieurs nets ont enregistré une baisse de MRO 30 milliards, contre une hausse de MRO 2,3 milliards en 2015. La contribution du FRNH au financement du déficit s'est élevée à MRO 19,4 milliards contre MRO 18 milliards en 2015. Quant au financement lié à l'allègement de la dette extérieure, il est resté presque au même niveau que celui de l'année précédente, soit MRO 2,5 milliards.



58



## VI. LA MONNAIE





## VI-1. LA POLITIQUE MONÉTAIRE

La politique monétaire mise en œuvre en 2016, reste orientée vers la stabilité des prix dans un contexte de faible inflation marqué par une liquidité bancaire, en légère hausse, sans risque pour le niveau des prix.

S'inscrivant dans la durée, le maintien inchangé du taux directeur à 9%, et celui de la réserve obligatoire à 7%, traduit la volonté des autorités monétaires à poursuivre une politique monétaire prudente préservant un niveau de liquidité bancaire qui limite les risques d'un resserrement des crédits.

S'agissant du cadre opérationnel de la politique monétaire, le principal instrument utilisé pour réguler la liquidité est celui des adjudications hebdomadaires des bons du trésor. En cas de surliquidité persistante et pour éviter d'éventuelles pressions inflationnistes, les autorités monétaires ont la possibilité de reprendre la liquidité excédentaire par voie d'adjudication de bon du trésor à 7 jours destiné à réguler la liquidité à très court terme. Le recours à ce type d'instrument reste limité en relation avec le faible niveau de la liquidité bancaire.

Pour ce qui est des conditions bancaires, le coût du crédit est resté stable, en 2016, autour de 12%, largement inférieur au taux plafond de 17%, reflétant l'effet de la concurrence entre les banques. Quant au taux d'intérêt annuel minimum sur les livrets d'épargne, il est fixé depuis 2012, comme égal au taux moyen pondéré de la dernière adjudication de bons du trésor majoré de 1% pour les dépôts inférieurs ou égaux à cinq millions d'ouguiyas, au delà de ce seuil, il est libre. Cette mesure vise à diminuer les coûts des ressources bancaires tout en protégeant les petits déposants.

## VI-2. LES AGRÉGATS MONÉTAIRES

La masse monétaire s'est établie, à fin décembre 2016, à MRO 548,4 milliards, enregistrant ainsi un accroissement annuel de 7,1% au lieu de 0,4% en 2015. Cette augmentation est liée aux différentes évolutions de ses contreparties principalement la progression des crédits intérieurs, les avoirs extérieurs nets ayant légèrement baissé.

### VI-2-1. La masse monétaire M2

Au terme de l'année 2016, l'agrégat monétaire M2 a enregistré une progression de MRO 36,3 milliards. S'agissant des composantes de la masse monétaire, la circulation fiduciaire a augmenté de 9% pour s'établir à MRO 141,4 milliards et les dépôts à vue se sont établis à MRO 307,4 milliards, soit une hausse de 3% par rapport à 2015. Quant aux dépôts à terme, ils ont gardé le même rythme de progression qu'en 2015, soit 19% pour s'établir à MRO 99,6 milliards. Par rapport à la masse monétaire, la part de la circulation fiduciaire est restée stable à 25% en 2016, tandis que les dépôts à vue représentent 56,1% et les dépôts à terme 18,2%.

Tableau 9.-Masse monétaire et ses composantes (En milliards MRO)						
	2012	2013	2014	2015	2016	Var %
<b>Monnaie (M1)</b>	361,8	404,7	440,1	428,1	448,8	5%
<b>Circulation fiduciaire</b>	115,3	132,7	130,9	129,7	141,4	9%
<b>Dépôts à vue</b>	246,5	272,0	309,2	298,5	307,4	3%
<b>Dépôts à terme et d'épargne</b>	51,6	64,9	70	83,9	99,6	19%
<b>Masse monétaire (M2)</b>	413,4	469,6	510,1	512,1	548,4	7%
Source BCM/DGE						



60

En 2016, la progression de la masse monétaire résulte essentiellement de la hausse des crédits à l'économie qui ont compensé largement la contraction des avoirs extérieurs nets et celle des créances nettes sur l'État.

Tableau 10. Contreparties de la masse monétaire (En milliards MRO)						
	2012	2013	2014	2015	2016	Var %
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	192,4	196,8	108,1	78,5	77,3	-1,5%
<b>Crédits intérieur net</b>	458,9	516,6	609,3	659,4	683,5	3,7%
<b>Créances nettes sur l'État</b>	100,3	118,2	166,4	173,6	159,1	-8,4%
<b>Concours à l'économie</b>	358,5	398,4	442,9	485,7	524,4	8,0%
<b>Autres postes nets</b>	-237,6	-243,6	-207,2	-225,8	-212,4	-5,9%
<b>Source BCM/DGE</b>						

Les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont poursuivi la tendance baissière observée durant les trois dernières années atteignant MRO 77,3 milliards en 2016, soit une baisse de MRO 1,2 milliard. Cette évolution est consécutive à la chute des avoirs extérieurs nets des banques qui se sont dégradés de MRO 29,8 milliards, entraînant un solde négatif de MRO 53,7 milliards. Quant aux avoirs extérieurs nets de la BCM, ils ont évolué positivement pour se situer à MRO 131 milliards, en dépit de la baisse de l'activité des sociétés minières et de la hausse de 20% des interventions de la BCM sur le marché des changes. Cet accroissement s'explique par un meilleur suivi des rapatriements des devises.

	2013	2014	2015	2016	Var %
<b>Avoirs extérieurs nets de la BCM</b>	220	126,1	102,4	131,1	28,0%
<b>Avoirs extérieurs de la BCM</b>	297,9	199,8	278,8	309,8	11,1%
<b>Engagements extérieurs de la BCM</b>	-77,9	-73,7	-176,4	-178,8	1,4%
<b>Avoirs extérieurs nets des banques</b>	-23,2	-18,1	-23,9	-53,7	124,7%
<b>Avoirs extérieurs des banques</b>	34,7	38,6	44,4	45,1	1,6%
<b>Engagements extérieurs des banques</b>	-57,9	-56,7	-68,3	-98,8	44,7%
<b>Actifs extérieurs nets</b>	196,8	108	78,5	77,3	-1,5%
<b>Source BCM/DGE</b>					

En 2016, les crédits intérieurs nets ont connu une hausse annuelle de 4% pour s'établir à MRO 683,5 milliards contre MRO 659,4 en 2015, en raison de la hausse des concours à l'économie qui ont augmenté de 8%. les créances nettes sur l'Etat avant reculé de 8,4%.

Tableau 12. Évolution des crédits intérieurs (milliards MRO)						
	2012	2013	2014	2015	2016	Var %
<b>Crédits intérieurs</b>	458,8	516,6	609,4	659,4	683,5	3,7%
<b>Créances nettes sur l'État</b>	100,3	118,2	166,4	173,6	159,1	-8,4%
<b>Créances nettes de la BCM</b>	50,9	91,8	138,1	167,8	158,9	-5,3%
<b>Créances nettes des banques</b>	49,4	26,4	29,6	5,9	0,3	-94,9%
<b>Concours à l'économie</b>	358,5	398,4	443	485,7	524,4	8,0%
<b>Source BCM/DGE</b>						

#### VI-2-2-b-i. Les créances nettes sur l'État

Les créances nettes sur l'État se sont établies à MRO 159,1 milliards, en 2016, enregistrant ainsi une baisse de MRO 14,3 milliards par rapport à 2015. Cette évolution est imputable à la fois à la baisse des créances nettes de la BCM sur l'État et des créances nettes des banques primaires sur l'État.

#### VI-2-2-b-ii. Les concours à l'économie

Les concours à l'économie ont atteint, en 2016, MRO 524,4 milliards, soit une progression de 8% contre 9,7% en 2015. Cette décélération est liée notamment au ralentissement de l'activité économique en 2016. Rapportés au PIB, les crédits à l'économie sont passés de 31,3% en 2015 à 32,4% en 2016.

Les crédits à court terme qui constituent l'essentiel des concours alloués par les banques à l'économie (72% des crédits distribués par les banques) se sont chiffrés à MRO 376,9 milliards en 2016, soit une progression annuelle de 2%. Quant aux prêts bancaires à moyen et long terme, ils ont atteint MRO 147,7 milliards en 2016, soit une hausse annuelle de 27% portant leur part dans le total du crédit bancaire à 28,1%.

### VI-3. EVOLUTION DES FACTEURS DE LIQUIDITE

Les dépôts bancaires auprès de la BCM ont connu une légère hausse de MRO 1,8 milliard à fin 2016 portant les réserves des banques de MRO 44,3 milliards en 2015 à MRO 46,2 milliards en 2016. Cette évolution est due principalement à l'effet expansif des facteurs autonomes sur la liquidité bancaire. Les opérations sur les dépôts des entités autonomes et les autres facteurs nets ont eu un effet expansif cumulé de MRO 19,7 milliards, plus important que l'effet restrictif cumulé de MRO 17,9 milliards généré par les opérations avec l'extérieur, les opérations de l'État et les billets et monnaie en circulation.

Tableau 13. Liquidité bancaire (milliards MRO)

	2015	2016
1- Billets et monnaie (-)	0,8	-12
2 - Position nette du trésor (+)	23,3	-3,5
3 - Avoirs Ext. nets BCM(+)	-17	-2,4
4 - Dépôts des entités autonomes	12	5,8
5 - Autres facteurs(+)	-17	13,9
A-Facteurs autonomes de liquidités (1+2+3+4)	2,2	1,8
6. Adjudications des bons du Trésor	0	0
7. Opérations d'open Market	0	0
8. Refinancement ( Pensions livrées...)	0	0
B. OPERATIONS DE POLITIQUE MONETAIRE (5+6+7)	0	0
E - Δ Réserves des banques	2,2	1,8





## VII. LE MARCHE DE CAPITAUX



L'évolution du marché des capitaux à court terme a été caractérisée par une légère hausse des émissions des bons du trésor en 2016 et un accroissement de l'activité sur le marché interbancaire. Au niveau de la chambre de compensation, le volume des valeurs traitées a connu une légère hausse. De même, le nombre de transactions relatives à la monétique continuent de progresser.

## VII-1. LE MARCHÉ DES BONS DU TRÉSOR

Au titre de l'exercice sous revue, les émissions de bons du Trésor ont atteint un volume global de MRO 348,1 milliards, contre MRO 343,7 milliards en 2015, enregistrant une hausse de 1,3%. Les agents du secteur non bancaire ont souscrit à hauteur de 70,6% des titres publics émis en 2016, alors que leur niveau de participation en 2015 était de 58,3%.

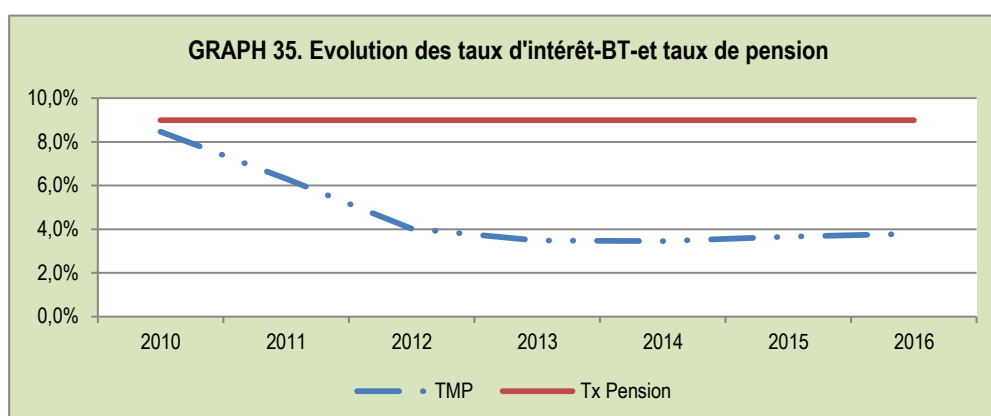
Le marché monétaire reste limité au marché primaire des bons du trésor à court terme émis par adjudications hebdomadaires. A ce jour, les adjudications portent sur des maturités de 4, 13, 26 et 50 semaines. La part des bons de maturité strictement supérieure à 13 semaines représente 6,8% du volume global des adjudications en 2016 contre 4,7% en 2015, reflétant la préférence des souscripteurs pour les maturités courtes.

Maturité	Rubriques	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
BT à 4 semaines	Montants adjugés	23 900	16 700	20 700	16 600	18 200	15 100	14 500	21 700	15 500	19 100	20 500	19 600	222 100
	Intérêts précomptés	74	54	68	56	63	50	49	75	54	68	73	72	755
BT à 13 semaines	Montants adjugés	7 800	10 000	13 000	6 000	7 200	10 400	4 400	8 000	10 600	4 400	7 200	13 200	102 200
	Intérêts précomptés	77	97	135	62	77	108	43	90	119	47	81	156	1 094
BT à 26 semaines	Montants adjugés	6 300	2 340	2 050	200	200	400	3 500	1 600	2 110	0	0	400	19 100
	Intérêts précomptés	117	47	40	5	5	9	67	31	41	0	0	10	371
BT à 50 semaines	Montants adjugés	0	0	2 900	0	0	0	0	800	0	0	1 000	0	4 700
	Intérêts précomptés	0	0	105	0	0	0	0	30	0	0	37	0	171
Total adjug.		38 000	29 040	38 650	22 800	25 600	25 900	22 400	32 100	28 210	23 500	28 700	33 200	348 100

### VII-1-1. L'encours des bons du trésor et taux d'intérêt

L'encours des bons du Trésor est passé de MRO 66,8 milliards à la fin de l'année 2015 à MRO 56,7 milliards en 2016, soit une baisse de 15,1%.

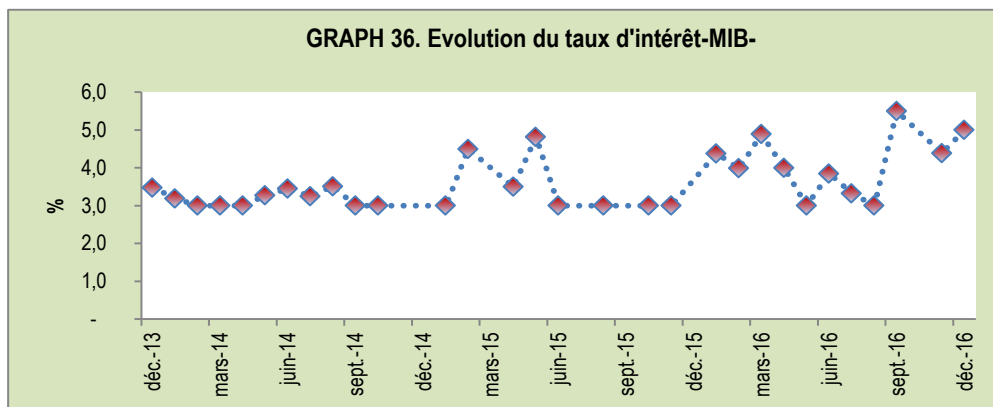
L'encours des bons du trésor détenu par le secteur non bancaire s'est inscrit en baisse pour se situer à MRO 43,5 milliards en 2016, au lieu de 50,7 milliards en 2015, soit un recul de 14,1% qui porte la part du secteur non bancaire à 76,7% contre 75,9% en 2015. S'agissant des taux d'intérêts appliqués, ils ont connu de variations modérées depuis 2013, le taux moyen pondéré sur bons du trésor passant de 3,7% en 2015 à 4,4% en décembre 2016.





## VII-2. LE MARCHÉ INTERBANCAIRE

En 2016, le volume des échanges interbancaires de liquidités s'est établi à MRO 36 milliards contre MRO 19 milliards en 2015. La durée des opérations sur ce compartiment est généralement comprise entre 1 et 90 jours et les taux ont varié entre 0% et 5,5%. Le taux moyen pondéré s'est situé à 4%.



S'agissant des opérations avec la BCM, le recours au refinancement contre pension livrée s'est chiffré à MRO 86 milliards en 2016, contre MRO 3 milliards en 2015.

Sur l'ensemble des opérations conclues entre la BCM et les banques primaires, il a été appliqué un taux 9%, représentant le taux directeur.

## VII-3. LES OPÉRATIONS DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

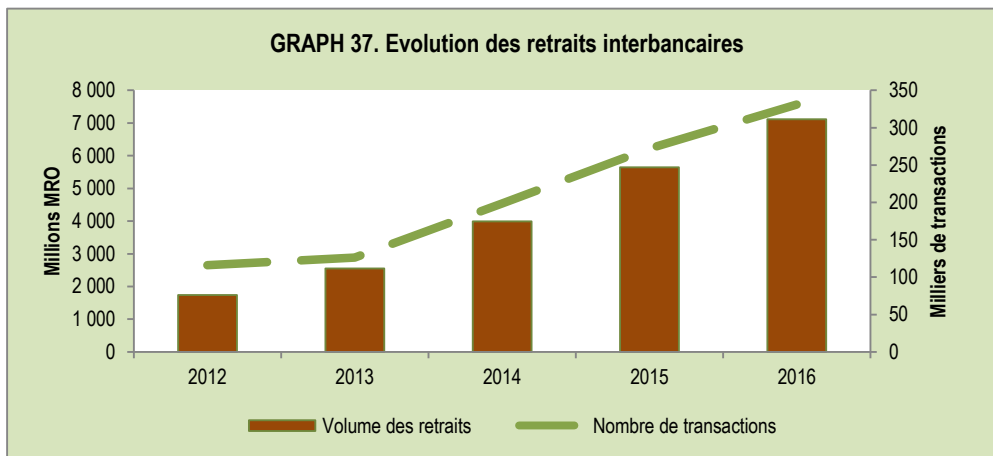
Avec 128,5 mille valeurs traitées en 2016 contre 125,8 mille en 2015, l'activité de la chambre de compensation a connu une quasi-stagnation en termes de nombres de valeurs traitées. Les opérations de la chambre de compensation se sont chiffrées à MRO 925,7 milliards au lieu de 911,5 milliards en 2015, soit une hausse de 15,6% attribuable à une légère progression, aussi bien, du nombre de chèques présentés que des traites. La part du chèque dans le nombre total de valeurs traitées est passée de 82% en 2015 à 84% en 2016, représentant ainsi 77,5% du total des valeurs traitées, ou MRO 717,5 milliards.

Tableau 16. Répartition des opérations de compensation par type de valeur											
Type de valeurs	2013		2014		2015		2016		en	en	en
	Nombre (en milliers)	Volume MRO milliards	Nombre (en milliers)	Volume MRO milliards	Nombre (en milliers)	Volume MRO milliards	Nombre (en milliers)	Volume MRO milliards			
Chèque	98,6	664,1	101,6	676,5	103,6	711,3	108	717,5			
B.V	24,0	165,0	23,6	166,7	21,4	161,1	19,1	159			
Traite	0,7	31,5	0,8	39,8	0,7	39,1	0,7	49,1			
Total	123,3	860,5	125,9	883,0	125,8	911,5	128,5	925,7			

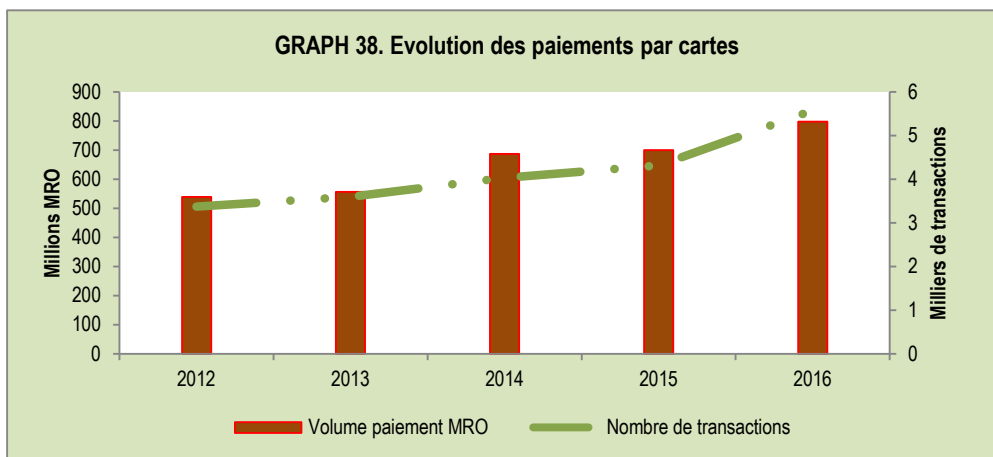
## VII-4. LES OPÉRATIONS DE MONÉTIQUE

En 2016, l'activité monétique a été marquée par l'exécution de nouveaux projets notamment l'acceptation des cartes Mastercard sur les TPEs du GIMTEL dès le mois d'Août ainsi que l'automatisation de la gestion des litiges et le monitoring de la fraude. Par ailleurs, une extension significative a été effectuée sur le centre de personnalisation des cartes interbancaires renforçant ainsi la capacité de production des cartes et des PIN mailer et réduisant le délai d'attente des usagers des produits monétiques.





Le nombre de transactions interbancaires a atteint, en 2016, le seuil de 330 787 transactions pour un volume de MRO 7,1 milliards contre MRO 5,6 milliards en 2015.



Les opérations de retraits locaux (porteur de carte retirant des espèces sur le GAB de sa propre banque) qui sont très importantes en termes de volume et d'opérations n'ont pas été prises en compte.

Malgré le nombre limité de commerces affiliés, le GIMTEL a réalisé cette année un volume de transactions paiement de MRO 0,8 milliards.

Par ailleurs, les cartes VISA internationales émises par des banques Mauritanienne ont connu une évolution favorable en 2016. Elles ont effectué un volume de MRO 2,5 milliards de transactions électroniques.





## VIII. LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIERE



Dans le cadre du développement et la modernisation du secteur financier, plusieurs actions ont été entreprises au cours de l'année 2016.

Il s'agit, notamment, de la révision de l'ordonnance 020/2007 portant réglementation des établissements de crédit et l'ordonnance 04/2007 portant statut de la BCM. Les deux projets de loi répondant aux standards internationaux ont été finalisés. Ils prévoient la mise en place d'une réglementation relative aux banques islamiques et aux établissements de paiements, la création d'un comité de stabilité financière, le renforcement et la surveillance des risques liés au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme et une procédure de résolution des crises bancaires. De même, les aspects liés à la protection du consommateur, et à une meilleure inclusion financière ont été pris en charge. Dans le but de renforcer la surveillance du secteur financier le périmètre de contrôle a été élargi à la CDD et aux sociétés d'assurances. La supervision basée sur le risque a été renforcée à travers une évaluation fréquente (trimestrielle, annuelle) des banques. Par ailleurs compte tenu du besoin ponctuel de trésorerie des banques, un suivi hebdomadaire de la trésorerie des banques a été mis en place et un cadre réglementaire relative au refinancement d'urgence a été approuvé par le Conseil de Politique Monétaire.

La supervision basée sur le risque a été renforcée à travers une évaluation fréquente (trimestrielle, annuelle) des banques. Par ailleurs compte tenu du besoin ponctuel de trésorerie des banques, un suivi hebdomadaire de la trésorerie des banques a été mis en place et un cadre réglementaire relative au refinancement d'urgence a été approuvé par le Conseil de Politique Monétaire.

Afin de mieux promouvoir l'inclusion financière, une banque islamique destinée à financer les petites et moyennes entreprises a été agréée ainsi que cinq institutions de micro-finance de la Catégorie B.

S'agissant des activités de la Micro finance, le plan de redressement du réseau des CAPEC se poursuit. Sur le plan de financement des PME, une ligne de crédit du Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES) a été distribuée sous forme de prêt concessionnel à plusieurs entreprises porteuses de projets dans le but de soutenir la croissance économique et sociale.

Le réseau bancaire a été développé dans toutes les Wilayas du pays permettant ainsi un meilleur accès des services bancaires aux populations les plus reculées.

## VIII-1. LA STRUCTURE DU SECTEUR FINANCIER

La structure du système financier reste dominée par le secteur bancaire avec seize (16) banques en activité dont six islamiques. Depuis l'ouverture du système financier aux investisseurs étrangers, cinq banques à capitaux privés majoritairement étrangers se sont installées en Mauritanie.

S'agissant du système financier non bancaire, il regroupe vingt et une institutions de micro finance, une caisse de dépôt et de développement, les services financiers de la Poste, dix-sept compagnies d'assurance, deux caisses de régimes de prévoyance sociale, et une trentaine de bureaux de changes agréés.

En raison de l'intensification de la concurrence entre les banques en vue de rapprocher leurs services de la clientèle, le nombre d'agences bancaires a sensiblement augmenté au cours des dernières années, passant de 184 en 2015 à 197 en 2016. Le taux de bancarisation est en augmentation et se situe à environ 29% si l'on tient compte du nombre des clients ou adhérents des Institutions de Micro finance.





## VIII-2. ACTIVITÉ DE CONTRÔLE ET DE SUPERVISION BANCAIRE

En vu d'assurer la stabilité du système financier, le renforcement de la supervision bancaire s'est poursuivi par des contrôles sur pièces complétés par des contrôles sur place à travers diverses inspections générales et thématiques qui ont porté, notamment, sur: l'identification des apparentés, le rapatriement des produits d'exportation et sur les justifications des achats de devises sur le marché de change.

Pour mieux cerner l'information financière, le processus de modernisation de la centrale des risques a été finalisé, à l'issu duquel, un tableau de bord a été conçu, pour assurer un meilleur suivi des indicateurs financiers.

Aussi, certaines institutions de Micro finance ont été soumises à des inspections générales de leurs activités.

### VIII-2-1. Les règles prudentielles

En majeure partie, les banques ont respecté les différents ratios prudentiels réglementaires édictées par les autorités monétaires pour assurer la solidité et la stabilité du système bancaire. Les banques ne se conformant pas à la réglementation prudentielle font l'objet d'un suivi rapproché, notamment, dans le cadre de contrats-programmes dont l'objectif est d'assurer la conformité des établissements concernés à la réglementation prudentielle dans un délai précis.

#### VIII-2-1-a. La liquidité

A fin 2016, le ratio de liquidité est globalement respecté et demeure supérieur au minimum réglementaire de 20%. Le ratio moyen de liquidité s'est situé à 32% à fin 2016 au lieu de 31% une année auparavant. Prises individuellement, les banques respectent ce ratio.

Tableau 17. Ratio de liquidité (En milliards MRO)		déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16
1. Actifs liquides		160,8	145,5	152,9	120,2	128,4
2. Exigibilités à CT		311,1	330,3	379,1	388,5	406,9
Ratio (1/2)	Min 20%	52%	44%	40%	31%	32%

#### VIII-2-1-b. Les fonds propres nets

Les fonds propres nets des banques ont connu une hausse de près de MRO 6 milliards en 2016 pour s'établir à MRO 136 milliards, en relation avec l'entrée en activité d'une nouvelle banque. Leur niveau requis reste au-delà du minimum arrêté à MRO 96 milliards. Prises individuellement, les banques respectent le niveau requis.

Tableau 18. Ratio de fonds propres (En milliards MRO)	Requis	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16
<b>Fonds propres nets</b>	Min 96 *	102,0	118,0	123,1	130,8	136,8
<b>Excédent (+) ou insuffi.(-) en fonds Propres nets</b>		42,0	19,6	35,4	40,8	40,8

#### VIII-2-1-c. L'équilibre entre fonds propres nets et valeurs immobilisés

Les fonds propres nets couvrent largement les valeurs immobilisées des banques, ils en représentent 196% à fin 2016. Le seuil minimal fixé par la réglementation est de 100%. Globalement les banques respectent ce ratio.

**Tableau 19. Règle d'équilibre entre Fonds propres nets et valeurs immobilisés**

(En milliards MRO)	Requis	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16
1. Fonds propres nets		102,0	118,0	123,1	130,8	136,8
2. Valeurs immobilisés		48,0	70,1	69,8	70	69,7
Excédent (+) ou insuff.(-) en ress. Stables		54,0	47,9	53,3	60,8	67,1
RATIO (2/1)	MIN 100%	213%	168%	176%	187%	196%

#### VIII-2-1-d. La couverture des risques

Le ratio de couverture des risques ou de solvabilité s'est établi pour l'ensemble des banques à 29,5% dépassant ainsi largement le taux minimum réglementaire de 10%. Toutes les banques respectent ce ratio.

Tableau 20. Couvertures des risques (En milliards MRO)	Requis	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16
1. Fonds propres nets		102,0	118,0	123,1	130,8	136,8
2. Engagements pondérés		257,7	382,9	458,8	454,1	463,5
RATIO (1/2)	Min 10%	39,58%	30,82%	26,83%	28,80%	29,51%

### VIII-3. LA RENTABILITÉ DES BANQUES

La situation consolidé du système bancaire en 2016, a été caractérisée par une quasi-stabilité du Produit Net Bancaire qui s'est chiffré à MRO 41,7 milliards tandis, le résultat d'exploitation bancaire a connu une baisse de 12,5%, passant de MRO 16,2 milliards en 2015 à MRO 14,2 milliards en 2016. Cette évolution est attribuable à la hausse observée au niveau des frais généraux. En conséquence, le résultat net consolidé a enregistré une baisse pour se situer à MRO 4,2 milliards en 2016 contre MRO 6,2 milliards en 2015.

Tableau 21. LIBELLES (EN MILLIONS D'UM)	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16
PRODUITS FINAN SUR OP. CLIENT.	14 961	22 594	23 984	26 424	26 443
- CHARGES FINAN SUR OP. CLIENT.	2 203	4 879	2 765	3 775	4 242
MARGE FINANCIERE	12 758	17 715	21 219	22 649	22 201
+ COMMISSIONS	15 532	16 052	18 375	17 659	20 003
A= MARGED'EXPL BANC.	28 290	33 767	39 594	40 308	42 204
PRODUITS SUR PLAC TRESORERIE	1 703	2 158	2 118	1 048	1 230
- CHARGES SUR EMPUNTS TRES.	795	1 572	1 294	1 451	1 964
B=MARGE D'EXPL. SUR OP.TRES.	908	586	824	-403	-734
PRODUITS ACCESSOIRES	115	687	647	1843	267
SUBVENTIONS RECUES	0	8	0	0	0
C=PRODUITS ACCESSOIRES	115	695	647	1843	267
A+B+C=PRODUIT NET BANCAIRE	29 313	35048	41065	41748	41 737
FRAIS DE PERSONNEL	7 725	8 476	10 195	11 196	11 404
IMPOTS ET TAXES	430	528	453	766	795
FRAIS DIVERS DE GESTION	10 388	11086	11672	19 026	16 812
-CHARGES RECUPEREES	876	136	358	5 468	1 468
FRAIS D'EXPLOITATION	17 667	19954	21962	25 520	27 543
=RESULTAT D'EXPL BANCAIRE	11 646	15 094	19 103	16228	14 194
-DOTATIONS AUX MORTISSEMENTS	2 482	3 746	4 260	5 151	4 335
Créances irrécouvrable	1 723	197	390	42	350
-DOTATIONS AUX PROVISIONS	9 356	8756	9687	10 348	11619
+REPRISES SUR PROVISIONS	5 151	5 029	2 969	6694	6084
RESULTAT COURANT	3 236	7 424	7 735	7 381	3 974
PERTES ET PROFITS SUR EX ANT	1 800	559	563	748	428
PERTES ET PROFITS EXCEPT	2 751	1243	2126	394	2 016
- IMPOT SUR LES SOCIETES	1 429	1 881	2 694	2 350	2 207
RESULTAT NET	6 358	7 116	7 721	6 173	4 208



70



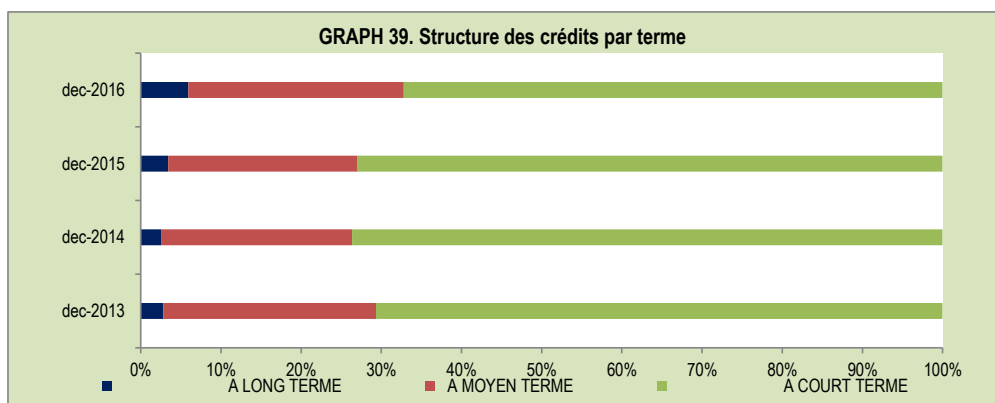
## VIII-4. L'ACTIVITÉ DU SECTEUR FINANCIER

### VIII-4-1. Les Banques

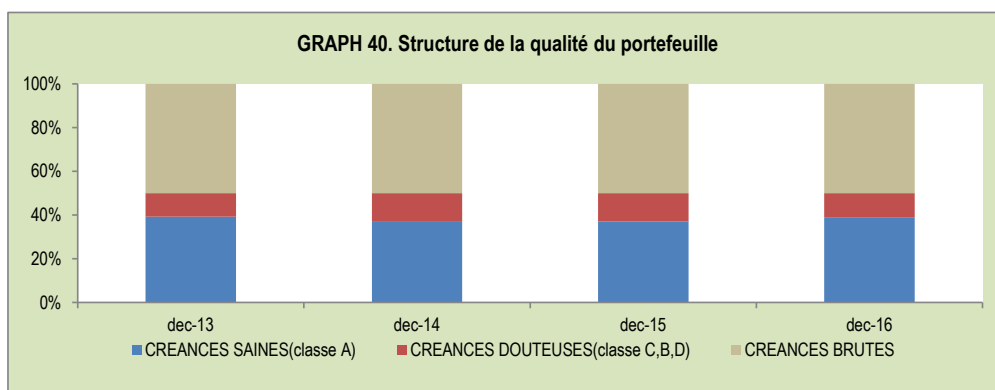
#### VIII-4-1-a. La distribution des crédits par les banques

En 2016, le rythme d'octroi de crédits est resté stable, les banques ont en moyenne adopté une politique de crédit plus rigoureuse privilégiant plus le recouvrement des créances que l'octroi de nouveaux crédits.

Les crédits nets consolidés des banques ont enregistré une augmentation de 8% passant de MRO 379 milliards en 2015 à MRO 410 milliards en 2016. La structure des crédits à terme reste dominée par les crédits à court terme représentant 67% des crédits octroyés, en baisse de 7 points au profit de crédits à long et moyen terme (33%). En effet, le programme « FADES » de financement des petites et moyennes entreprises à hauteur de USD 50 millions a eu un effet assez conséquent sur ces prêts à moyen et long terme. S'agissant des conditions de crédits, le taux débiteur moyen pondéré est resté quasiment stable à 12% en 2016, en relation avec l'intensification de la concurrence en les banques et le niveau relativement bas des taux d'intérêt des bons du trésor.

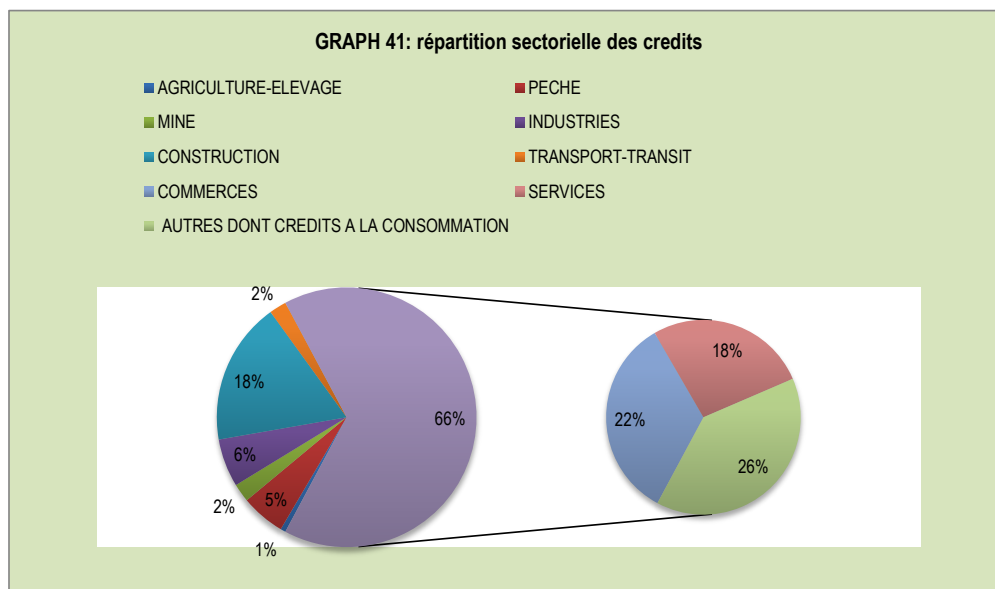


L'assainissement du bilan des banques et la poursuite de l'application de la réglementation relative à la classification des créances et la constitution de provisions ont permis d'atteindre un taux de créances improductives de 21,5% des crédits bruts à l'économie en 2016.





A l'exception des crédits aux unités industrielles et à la consommation, les concours à l'économie ont connu une dynamique positive dans les autres secteurs. La répartition sectorielle affiche 26% pour la consommation, 22% pour le commerce, 18% pour les services. Le groupe commerce, service et autres totalise, à lui seul, 66% des crédits distribués.



La structure des dépôts demeure presque inchangée en 2016 avec des dépôts à vue représentant 84% du total des dépôts tandis que la part des dépôts à terme et des comptes d'épargne reste limitée à 16% du total des dépôts.

Tableau 22. Structure et évolution des dépôts (En milliards de MRO)		déc.11	déc.12	déc.13	déc.14	déc.15	déc.16
dépôts à vue (a)		249	279,9	306,5	346,9	348	368
dépôts à terme (b)		11,2	9,7	13	18,7	28	38
compte d'épargne (c)		22,9	26,3	32,1	31,5	30	33
Total dépôts		283,1	315,8	351,5	397	406	440
Pourcentage (a) / Total dépôts		87,90%	88,60%	87%	87%	86%	84%
Pourcentage (b) / Total dépôts		4,00%	3,10%	4%	5%	7%	9%
Pourcentage (c) / Total dépôts		8,10%	8,30%	9%	8%	8%	8%
Source : BCM/DGSBF							

La part des dépôts publics dans le total des dépôts est restée stagnante (13%) du total des dépôts à fin 2016. S'agissant des dépôts privés, ils représentent 87% en 2016 du total des dépôts.





Tableau 23. Répartition des dépôts (En Milliards MRO)		déc.11	déc.12	déc.13	déc.14	déc.15	déc.16
dépôts publics (a)		27,1	35,3	66,7	80,3	52	60
dépôts privés (b)		256	280,6	284,8	316,8	354	393
Total dépôts		283,1	315,8	351,5	397	406	453
Pourcentage (a) / Total dépôts		10%	11%	19%	20,2%	12,9%	13,3%
Pourcentage (b) / Total dépôts		90,4%	88,9%	81,0%	79,8%	87,1%	86,7%
Source : BCM/DGSBF							

Le taux de réemplois des dépôts en crédits est de 107% montrant ainsi la capacité du système bancaire à générer suffisamment de dépôts pour financer les crédits.

Tableau 24. Variation Dépôts-Crédits (En Milliards MRO)		déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	dec-15	dec-16
LIBELLES							
Crédits	A long terme	9,2	7,9	8,2	8,8	13,0	24,4
	A moyen terme	37,2	50,6	77,6	82,2	89,6	110,3
	A court terme	160,3	186	206,9	254,2	276,7	276,1
Crédits nets		206,7	244,5	292,7	345,2	379,3	410,8
Provisions		72,7	73,3	77,9	66	72,1	72,8
Crédits bruts		279,4	317,8	370,7	411,2	451,4	483,6
Dépôts	A vue	249	279,9	306,5	346,9	348,2	368,9
	A terme	34,1	35,9	45	50,1	58,4	38,1
Dépôts		283,1	315,8	351,5	397	406,6	440,2
Ecarts : Dépôts - Crédits bruts		3,7	-2	-19,1	-14,2	-44,8	-43,4
Ecarts : Dépôts - Crédits nets		76,4	71,3	58,8	51,8	27,4	29,4
Pourcentage : Dépôts / Crédits bruts		101,3%	99,4%	94,80%	96,60%	90%	91%
Pourcentage : Dépôts / Crédits nets		136,9%	129,2%	120,1%	115,0%	107%	107%
Pourcentage : Dépôts à terme/ Crédits bruts		17,00%	15,00%	15,00%	15,0%	13%	8%

Concernant la trésorerie des banques, le système bancaire a dégagé un solde de MRO 140 milliards en décembre 2016 contre MRO 122 milliards en décembre 2015, soit une hausse de 14%, en relation avec l'amélioration des avoirs des banques à la BCM et chez les correspondants étrangers.

Tableau 25. Évolution de la trésorerie des banques (En milliards MRO)		déc.11	déc.12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16
I. Emplois de Trésorerie		164,1	175,7	169,5	173,3	162	189
Caisse, Institut d'émission, Trésor public CCP		81,2	92,1	103,6	99,8	95	108
Correspondants (locaux & étrangers)		32,9	24,7	32	35,9	51	68
Marché Monétaire		0	4,4	1,5	0	0	1
Bons du Trésor		50	54,6	33,8	37,6	16	12
II. Ressources de Trésorerie		14,5	24,3	34,9	32,5	41	50
_BCM, Trésor public, CCP		0,7	1,9	1,5	0,5	1	0
Correspondants		10,7	16,8	32,1	30,8	39	46
Marché Monétaire		0,3	4,4	0	0	0	1
Refinancement BCM		2,7	1,3	1,3	1,3	1	3
=Solde des opérations de trésorerie. (I- II)		149,6	151,4	134,6	140,8	122	140
Source : BCM/DGSBF							

## VIII-5. LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE

A fin 2016, le secteur de la micro finance compte 21 institutions de micro finance en activité dont 3 réseaux, Les caisses populaires d'épargne et de crédit (PROCAPEC/CAPEC), une Caisse d'Epargne et de Crédit (CECD-M), et l'Union Nationale des Mutuelles d'Investissement du Crédit Oasien (UNMICO), 9 Institutions de la catégorie B et une de la catégorie C. Les trois réseaux opèrent sur l'ensemble du territoire national.

### VIII-5-1. Les crédits

Au terme de l'année 2016, les institutions de Micro finance affichent un encours de crédit net de MRO 2,8 milliards, soit une hausse de 56,5% par rapport à l'année 2015. Cette évolution est due essentiellement à l'augmentation enregistrée au niveau des CAPEC au cours de l'année 2016. Les CAPEC en détiennent 39%, tandis que la part des autres institutions représente 61%.

L'encours des crédits distribués par les IMF en 2016 représente 0,8 % du total des crédits nets du système bancaire à la même date.

### VIII-5-2. Les dépôts

Les dépôts ont enregistré une évolution de 16% en 2016 par rapport à 2015, suite à l'entrée en activité des nouvelles institutions ainsi qu'à l'augmentation enregistrée au niveau des CAPEC. Les caisses populaires d'épargne et de crédit (CAPEC) détiennent plus de 76% des dépôts, alors que les autres institutions en détiennent 24%.

Ce volume des dépôts représente seulement 1,6% du total des dépôts collectés par le système bancaire en 2016.



## IX- LES ETATS FINANCIERS DE LA BCM



## ANALYSE DES COMPTES DE LA BCM POUR L'EXERCICE 2016

A la clôture de l'exercice 2016, le total du bilan de la BCM s'élève à MRO 592,7 milliards contre MRO 542,7 milliards en 2015, soit une hausse de MRO 50 milliards correspondant à 9%. Cette évolution est principalement liée, au niveau de l'actif, à l'augmentation de notre quote part dans le capital du FMI, au niveau du passif, à l'évolution de nos engagements vis-à-vis du FMI suite à la souscription survenue en 2016.

### I. COMPTES BILAN

#### A - ACTIF

##### 1 – Avoirs en or et en devises

La contrevaletur des avoirs en or et en devises s'est établie à MRO 294,4 milliards contre MRO 278,8 milliards en 2015, soit une augmentation de MRO 15,6 milliards. Cette évolution est due, d'une part, à l'acquisition en 2016, de 712 Onces d'or en provenance des opérations d'orpaillage, à la hausse du cours de l'or qui est passé de USD 1060,90 l'once au 31/12/2015 à USD 1159,10 l'once au 31/12/2016, et à la dépréciation de l'Ouguiya par rapport au dollar d'autre part. Elle résulte également de la progression de nos avoirs en devises qui représentent 50% du total de l'actif du bilan, qui ont augmenté en valeur absolue de MRO 14,7 milliards pour se situer à MRO 289,4 milliards en 2016.

##### 2 – Avoirs auprès d'organismes financiers internationaux

Ce poste enregistre les souscriptions de la BCM au capital du F.M.I et du F.M.A. Au 31/12/2016, le montant total des souscriptions en Ouguiya est passé à MRO 72,3 milliards contre MRO 44,4 milliards au 31/12/2015, soit une augmentation de MRO 27,8 milliards représentant 62%. Cette évolution est essentiellement due à l'augmentation de notre souscription en MRO au capital du FMI qui a connu une hausse de 93% par rapport à 2015, pour se chiffrer à MRO 56,2 milliards en 2016, suite à la résolution N° 62-2 du conseil des gouverneurs du FMI relative à la 14ème révision générale des quoteparts qui a permis à la Mauritanie de bénéficier de DTS 64,4 millions, portant ainsi sa quote part à DTS 128,8 millions. Quant à notre souscription au capital du FMA en 2016, elle a connu une augmentation de 4% pour se situer à MRO 16 milliards en 2016, en rapport avec la libération au cours de l'exercice de la troisième tranche de la moitié de la part de la Mauritanie dans l'augmentation du capital du FMA survenue en 2013.

##### 3 – Créance sur l'Etat

Les créances de la BCM sur l'Etat, ont connu une progression de 7% pour se situer à MRO 206,5 milliards à la clôture de l'exercice, contre MRO 198,9 milliards au 31/12/2015. Cette augmentation est principalement due à la constatation comme créances sur l'Etat des commissions relatives à la gestion des bons du trésor au titre de l'exercice 2016 et aux produits de la convention Etat-BCM au titre de 2016 impayés et nivelés du compte des produits à recevoir vers le compte de créances sur l'Etat à régulariser.

##### 4 – Créances sur les établissements de crédits et assimilés

Les créances sur les établissements de crédit et assimilés se sont élevées à MRO 2,5 milliards en 2016 contre MRO 5 milliards en 2015, soit une diminution de 50%, en raison essentiellement du remboursement des avances accordées aux banques et autres établissements.





## 5 – Titres de participation

Cette rubrique d'actif qui enregistre les participations de la BCM auprès des institutions financières nationales et étrangères n'a connu aucune variation entre 2015 et 2016, avec un montant de MRO 1,3 milliard.

## 6 – Les immobilisations nettes

L'actif immobilisé net de la Banque est passé à fin décembre 2016 à MRO 1,5 milliard, soit une augmentation de MRO 0,19 milliard ou 14% en raison de la hausse des nouvelles acquisitions par rapport aux amortissements.

## 7 - Les comptes d'ordre et divers actif

Les « Comptes d'ordres et divers actif » qui comprennent essentiellement les avances et prêts accordés au personnel de la Banque, les coûts de revient des billets et les éléments divers de l'actif, se sont établis, en fin décembre 2016 à MRO 14,1 milliards, enregistrant une progression de 11% par rapport à leur niveau à la clôture de l'année précédente, en raison de la hausse des postes "compte de régularisation de l'actif" et du poste "fabricant de billets de banque".

# B. PASSIF

## 1-Billets et monnaie en circulation

La circulation fiduciaire a enregistré une hausse de MRO 12 milliards en 2016 par rapport à 2015 pour atteindre MRO 167, 7 milliards, soit une progression de 7,7% contre la baisse de 0,5% observée en 2015. Cette augmentation est due à de nouvelles émissions de billets qui se sont établies à MRO 3,5 milliards.

## 2 – Comptes courants et de dépôts

Ce poste comprend l'ensemble des dépôts détenus par les collectivités publiques, les I.A.M, les institutions financières installées en Mauritanie et le personnel de la banque centrale. Avec un montant de MRO 137,2 milliards, les comptes courants et de dépôts constituent un poste important du passif, avec 23%.

En 2016, Ils ont connu une progression de MRO 13,7 milliards, soit 11%. Cette évolution est liée essentiellement à la hausse enregistrée au niveau des dépôts des banques et du Trésor qui ont partiellement compensé le recul des dépôts des sociétés et établissements publics. En effet, la position du compte courant du Trésor a connu une augmentation de 51%, enregistrant un solde de MRO 30,1 milliards au 31 décembre 2016 contre MRO 19,9 milliards en 2015 à la même période. Le poste « Banques et établissements financiers » ayant aussi augmenté de MRO 10,2 milliards passant de MRO 66,9 milliards à MRO 77,2 milliards en 2016.

## 3 - Fonds monétaire international et Fonds Monétaire Arabe Passif

Le poste FMI au passif, représente les titres de cet Organisme en monnaie nationale constituant la contrepartie de nos souscriptions à l'actif (compte Titre FMI et N°1), ainsi que le montant des allocations en DTS et le compte N°2. Il totalise MRO 85,63 milliards au 31/12/2016 contre MRO 58,1 milliards au 31/12/2015, soit une hausse de MRO 27,5 milliards, soit 47,4% en raison de la variation du cours du DTS par rapport à l'Ouguiya. Quant au poste FMA, il s'est chiffré à MRO 119,8 milliards, représentant la souscription libérée en ouguiya au capital de cet organisme.



#### 4 – Dettes envers les banques et organismes étrangers

Cette rubrique qui enregistre les dépôts à terme fixe et prêts, collectés par la Banque centrale auprès de certaines banques et organismes étrangers présente un solde actualisé de MRO 148,8 au 31/12/2016 contre MRO 147 milliards au 31/12/2015, soit une hausse de MRO 1,8 milliard ou 1%, due principalement aux variations des taux de change de l'Ouguiya vis-à-vis des monnaies des déposants.

#### 5– Capital et fonds de réserves

Le montant total du capital et fonds de réserves a atteint MRO 16,9 milliards au 31/12/2016 contre MRO 16,8 milliards au 31/12/2015, soit une progression de MRO 0,1 milliards, représentant 1%. Cette augmentation, est essentiellement consécutive à l'affectation d'une partie du résultat de l'exercice 2015 aux Réserves facultatives d'un montant de MRO 0,1 milliard.

#### 6 – Compte d'ordre et divers

Ce poste enregistre, les opérations à classer et à régulariser du passif, les provisions pour pertes et charges, les provisions pour Fonds d'Aide et de Prévoyance sociale (FAPS) ainsi que d'autres comptes d'ordres comme les valeurs à l'encaissement, les comptes de liaisons, les dispositions à payer et les opérations à imputer. Les éléments divers du passif se sont chiffrés en fin 2016 à MRO 15, 2 milliards marquant une régression de 24% par rapport à 2015.

## II. LES COMPTES DE RÉSULTATS

Les charges d'exploitation de la Banque ont atteint MRO 11,5 milliards au 31 Décembre 2016, soit une légère augmentation de MRO 0,07 milliard par rapport à 2015 ou 0,67%, en raison de la hausse des frais financiers supportés par la banques. S'agissant des produits d'exploitation, ils se sont élevés à MRO 13,9 milliards en 2016, enregistrant une légère progression de 5% par rapport à 2015.

Quant aux charges hors exploitation de la Banque, elles sont passées de MRO 0,1 milliard à fin 2015 à MRO 0,05 milliard en 2016, accusant ainsi une baisse de 61%.

Pour ce qui est des produits d'exploitation, ils se sont situés MRO 0,02 milliard 2016. Les produits hors exploitation n'ont pas enregistré de valeurs importantes en 2016 comparés à leur niveau de l'exercice passé.

Contenu de ces évolutions, le résultat net de la Banque au titre de l'exercice 2016, est ressorti excédentaire de MRO 2,3 milliards, soit une hausse de MRO 0,7 milliard par rapport à l'exercice 2015.





#### BILAN-ACTIF BCM

ACTIF	31/12/2016	31/12/2015	Variation	
			Valeur	%
<b>Avoirs et placements en or</b>	<b>5 004 174 659,10</b>	<b>4 118 303 484,75</b>	<b>885 871 174,35</b>	<b>22%</b>
<b>Avoirs et placements en devises</b>	<b>289 419 810 653,85</b>	<b>274 706 843 193,60</b>	<b>14 712 967 460,25</b>	<b>5%</b>
<b>Avoirs auprès d'organismes financiers internationaux</b>	<b>72 275 702 439,88</b>	<b>44 426 185 225,61</b>	<b>27 849 517 214,27</b>	<b>63%</b>
-Souscription au Fonds Monétaire International (FMI)	56 253 698 852,02	29 087 624 297,15	27 166 074 554,87	93%
-Souscription au Fonds Monétaire Arabe (FMA)	16 022 003 587,86	15 338 560 928,46	683 442 659,40	4%
<b>Créances sur l'Etat</b>	<b>206 499 148 163,27</b>	<b>198 964 942 553,30</b>	<b>7 534 205 609,97</b>	<b>4%</b>
-Comptes chèques postaux	7 469 056,92	7 471 936,92	2 880,00	0%
- Allocation DTS BCM-Etat	23 886 621 466,58	23 549 033 232,81	337 588 233,77	1%
- Créances sur l'Etat à régulariser	29 634 459 137,47	22 437 838 881,27	7 196 620 256,20	32%
- Créances sur l'Etat convention 2013	152 970 598 502,30	152 970 598 502,30	-	0%
<b>Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>2 506 840 290,00</b>	<b>5 052 800 370,00</b>	<b>- 2 545 960 080,00</b>	<b>-50%</b>
-Effets Escomptés	-	2 585 500 000,00	- 2 585 500 000,00	N/A
-Avance sans intérêts (GIMTEL)	-	4 400 000,00	- 4 400 000,00	-100%
-Prêt MAURISBANK	1 213 840 290,00	1 169 900 370,00	43 939 920,00	4%
-Prêt ORA-BANK	1 293 000 000,00	1 293 000 000,00	-	0%
<b>Différence de change</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>N/A</b>
<b>Titres de participation</b>	<b>1 332 303 590,94</b>	<b>1 332 303 590,94</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>1 536 039 462,13</b>	<b>1 344 813 319,62</b>	<b>191 226 142,51</b>	<b>14%</b>
<b>Comptes d'ordre et divers actifs</b>	<b>14 155 822 085,08</b>	<b>12 738 745 695,21</b>	<b>1 417 076 389,87</b>	<b>11%</b>
<b>TOOTAL ACTIF</b>	<b>592 729 841 344,25</b>	<b>542 684 937 433,03</b>	<b>50 044 903 911,22</b>	<b>9%</b>

#### BILAN-PASSIF BCM

PASSIF	31/12/2016	31/12/2015	Variation	
			Valeur	%
<b>Billets et monnaies en circulation</b>	<b>167 765 230 028,04</b>	<b>155 784 180 919,76</b>	<b>11 981 049 108,28</b>	<b>7,7%</b>
<b>Comptes courants et de dépôts</b>	<b>137 207 437 992,78</b>	<b>123 487 145 719,84</b>	<b>13 720 292 272,94</b>	<b>11%</b>
-Compte courant du Trésor	30 111 316 535,91	19 941 557 264,09	10 169 759 271,82	51%
-Administration, société d'Etat et Ets publics	27 866 263 805,30	34 447 673 448,56	- 6 581 409 643,26	-19%
-Banques et établissements financiers	77 165 826 498,45	66 948 082 742,63	10 217 743 755,82	15%
-Comptes courants du personnel	1 664 418 684,62	1 777 193 143,23	- 112 774 458,61	-6%
-Autres comptes	399 612 468,50	372 639 121,33	26 973 347,17	7%
<b>Engagements envers le FMI</b>	<b>85 636 944 510,68</b>	<b>58 069 399 309,51</b>	<b>27 567 545 201,17</b>	<b>47%</b>
<b>Engagements envers le FMA</b>	<b>119 797 542,00</b>	<b>108 401 084,00</b>	<b>11 396 458,00</b>	<b>11%</b>
<b>Dettes des Banques Etrangères et Organismes</b>	<b>148 791 601 185,45</b>	<b>146 990 747 337,46</b>	<b>1 800 853 847,99</b>	<b>1%</b>
<b>Accords de crédit et de compensation</b>	<b>11 002 901 296,50</b>	<b>15 446 095 849,31</b>	<b>- 4 443 194 552,81</b>	<b>-29%</b>
<b>Capital et réserves</b>	<b>16 937 299 801,38</b>	<b>16 843 123 190,38</b>	<b>94 176 611,00</b>	<b>1%</b>
Capital	200 000 000,00	200 000 000,00	-	0%
Réserve statutaire	100 000 000,00	100 000 000,00	-	0%
Réserve facultative	16 616 411 811,89	16 516 411 811,89	100 000 000,00	1%
Report à nouveau	20 887 989,49	20 887 989,49	-	0%
Résultat en Instance d'affectation	-	5 823 389,00	- 5 823 389,00	N/A
<b>Réserve de réévaluation Or</b>	<b>4 265 901 883,62</b>	<b>3 676 009 309,48</b>	<b>589 892 574,14</b>	<b>16%</b>
<b>Différence de change</b>	<b>3 458 744 548,31</b>	<b>650 303 884,49</b>	<b>2 808 440 663,82</b>	<b>432%</b>
<b>Comptes d'ordre et divers passif</b>	<b>15 234 922 029,94</b>	<b>20 003 603 494,81</b>	<b>- 4 768 681 464,87</b>	<b>-24%</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>2 309 060 525,55</b>	<b>1 625 927 333,99</b>	<b>683 133 191,56</b>	<b>42%</b>
<b>TOOTAL PASSIF</b>	<b>592 729 841 344,25</b>	<b>542 684 937 433,03</b>	<b>50 044 903 911,22</b>	<b>9%</b>

# **E RESULTAT DE LA BCM AU 31/12/2016**

CHARGES	31/12/2016	31/12/2015	PRODUITS	31/12/2016	31/12/2015
Entretien de la circulation fiduciaire	839 378 349,83	979 340 034,59	Intérêts sur avoirs en devises	1 661 188 988,93	466 480 435,17
Frais du personnel	5 664 748 259,97	6 463 614 212,11	Produits Escomptes A CT	-	100 078 021,32
Frais Généraux	1 289 530 983,04	1 338 295 126,38	Intérêts sur convention BCM-ETAT	5 459 120 256,20	5 444 204 627,09
Frais financiers	3 396 103 927,57	1 874 126 090,43	Intérêts sur FNRH	68 277 027,89	66 864 186,88
Perte de change	77 668 860,17	110 768 436,60	Commission de change	2 255 345 774,12	2 349 122 064,82
Dotations aux amortissements	172 959 927,26	175 581 000,25	Produits sur marché de change	2 074 142 812,00	1 624 399 031,00
Dotations aux provisions	90 801 060,54	513 187 642,24	Autres produits	1 979 922 502,80	1 893 693 699,00
			Intérêts sur pension livrée BCM	104 737 500,00	6 175 000,00
			Reprises sur provisions	92 749 984,66	1 086 549 896,87
			Produits non courants	96 185 653,16	30 072 000,00
			Gain de change	80 254 517,06	112 876 568,20
Total Charges d'exploitation	11 531 191 368,38	11 454 912 542,60	Total Produits d'exploitation	13 871 925 016,82	13 180 515 530,35
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 340 733 648,44</b>	<b>1 725 602 987,75</b>			
Pertes sur exercices antérieurs	45 529 268,49	113 897 250,70	Profits sur exercices antérieurs	16 664 553,44	561 361,25
Pertes exceptionnelles	2 808 463,60	513 501,11	Profits exceptionnels	55,76	14 173 736,80
Total pertes HE	48 337 732,09	114 410 751,81	Total profits HE	16 664 609,20	14 735 098,05
<b>Résultat HE</b>	<b>- 31 673 122,89</b>	<b>- 99 675 653,76</b>			
<b>Résultat de l'exercice (benefice)</b>	<b>2 309 060 525,55</b>	<b>1 625 927 333,99</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>13 888 589 626,02</b>	<b>13 195 250 628,40</b>	<b>TOTAL</b>	<b>13 888 589 626,02</b>	<b>13 195 250 628,40</b>



80

Banque Centrale de Mauritanie  
RAPPORT ANNUEL 2016



## X- OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE DE LA BCM



F.M.B.Z. KPMG Tunisie  
Immeuble KPMG, Rue du Riyal  
Les Berges du Lac II – 1053 Tunis  
Tunisie

Téléphone : + 216 71 19 43 44  
Télécopie : + 216 71 19 43 20  
Site internet : [www.kpmg.com/tn](http://www.kpmg.com/tn)

## Rapport de l'auditeur indépendant relatif aux états financiers arrêtés au 31 Décembre 2016

Monsieur le Président du Conseil Général de la Banque Centrale de Mauritanie

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil Général, nous avons effectué l'audit des états financiers de la Banque Centrale de Mauritanie (la BCM), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état des engagements Hors bilan et le compte d'exploitation générale et de pertes et profits pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la BCM au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière pour l'exercice clos à cette date, conformément au Plan Comptable Mauritanien et à la note préliminaire de l'annexe aux états financiers ci-joints, décrivant les principes comptables et les méthodes d'évaluation applicables à la Banque Centrale de Mauritanie et compte tenu des spécificités de l'activité de la Banque Centrale.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la BCM conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Mauritanie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles et le code de l'IESBA.





Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables mauritaniennes, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Banque.

#### **Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la banque;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la gouvernance de la banque, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée.

Tunis, le 16 mai 2017

**F.M.B.Z. KPMG Tunisie**

**Moncef Boussannouga Zammouri**

**Senior Partner**

**KPMG KPMG TUNISIE**  
**IMMEUBLE KPMG**  
 6 Rue de Riyal-Les Berges du Lac II-1063-Tunis  
 MF: B106637/AM/000 - RC: B148992002  
 Tél: 71.194.344 / Fax: 71.194.320  
 E-mail: tn.fmbz@kpmg.com





## XI- ANNEXES

Annexe1. Indicateurs Économiques et Financiers	2012	2013	2014	2015	2016
Évolution en pourcentage, sauf indication contraire					
<b>Revenu national et prix</b>					
PIB à prix constant	5,8	6,1	5,6	0,9	1,7
PIB hors pétrole à prix constant	7,0	6,1	6,2	1,2	2,0
Déflateur du PIB	(5,6)	3,0	-9,2	-4,4	4,1
Déflateur du PIB hors pétrole	(5,3)	2,7	-10,1	-2,9	4,3
Indice des prix à la consommation (moyenne période)	4,9	4,1	3,5	0,5	1,5
Indice des prix à la consommation ( fin période)	3,4	4,5	4,7	(2,8)	2,8
<b>Secteur extérieur</b>					
Exportations de biens, fob (taux de croissance, en dollars EU)	(3,9)	0,4	(27,0)	(28,3)	0,9
Importations de biens, fob (taux de croissance en dollars EU)	26,8	(2,7)	(13,1)	(26,4)	(2,5)
Importations de biens, fob (taux de croissance en dollars EU)/2	20,2	15,8	10,7	(31,5)	14,5
Solde de la balance des transactions courantes (en % du PIB )	(26,1)	(25,1)	(29,0)	(20,1)	(15)
<b>Réserves officielles</b>					
Réserves officielles brutes en millions USD (fin de période)/3	961,9	995,6	639,1	821,3	824,4
Réserves officielles brutes (en mois d'imports de biens et services)	6,2	5,7	5,3	7,9	5,6
<b>Monnaie et crédit</b>	Évolution en pourcentage, sauf indication contraire				
Monnaie et quasi-monnaie	10,5	13,6	8,6	0,4	7,1
Crédits au secteur privé	14,6	11,1	11,2	9,7	8,0
En pourcentage du PIB					
<b>Opérations consolidées du gouvernement</b>					
Revenu total	29,8	25,5	26,1	29,3	28,0
Revenus (hors dons et pétrole)	24,1	23,6	24,5	26,7	25,2
Dépenses et prêts nets	27,7	26,4	30,0	32,7	28,0
Solde global, dons compris	2,1	-0,8	-3,5	-3,4	-0,1
Solde global, hors pétrole, dons compris	0,7	-2,1	-5,0	-4,2	-0,7
Solde global, (hors pétrole et dons)	-3,6	-2,8	-5,1	-6,1	-2,8
<b>Pour mémoire :</b>					
Taux de change MRO/US\$	302,3	296,2	301,7	323,9	351,5
Exportations de biens, fob (en millions de dollars EU)	2 641,0	2 651,5	1935,4	1388,6	1400,7
Importations de biens, fob (en millions de dollars EU)/2	-1 825,2	-1 806,	-1 999,7	-1 370,5	-1 569,9
PIB nominal (en milliards MRO)	1551,7	1695,8	1626,5	1569,0	1661,5
PIB nominal hors pétrole (en milliards MRO)	1514,6	1642,9	1563,2	1535,9	1633,4
PIB nominal (en millions de dollars EU)	4840	5725,2	5391,0	4844,1	4725,5
Population (en millions)	3,48	3,53	3,6	3,7	3,8
PIB par tête (en dollars EU)	1 390,8	1 451,7	1 408,9	1284	1243
Prix du pétrole (US\$/baril)	105,0	104,1	96,2	50,8	42,8
prix du fer (US\$/ton)	128,5	135,4	96,8	56,1	58,6
prix de l'or (US\$/once)	1 668,8	1 411,1	1 266,2	1 160,1	1 248,3
prix du cuivre (US\$/ton)	7 958,9	7 331,5	6 863,4	5510,5	4867,8
Production annuelle de pétrole (en millions de barils)	2,4	2,45	2,17	1,8	1,7
2/ industries pétrolières et minières (hors SNIM) exclues					
3/hors compte pétrolier					
4/ y compris bonus de signature pétroliers					
Sources : Autorités mauritaniennes					





ANNEXE 2. PIB SECTORIEL A PRIX CONSTANT (Base 2004)		(En Millions MRO)				
périodes	2012	2013	2014	2015	2016*	
Secteur primaire	227 811	225 493	230 373	240 393	246 815	
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	227 811	225 493	230 373	240 393	246 815	
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	40 385	36 176	41 377	43 866	41 127	
1. 2 Élevage	166 030	169 849	170 189	178 526	187 413	
1. 3 Pêche	21 396	19 468	18 807	18 002	18 275	
Secteur secondaire	204 521	227 067	241 301	221 599	216 715	
2. Activités extractives	92 294	106 257	110 707	103 311	101 833	
2. 1 Extraction de produits pétroliers	22 878	28 742	25 895	23 918	22 194	
2.2. Industries extractives autre que produits pétroliers	69 416	77 515	84 813	79 393	79 639	
2. 2.1 Extraction des minerais métalliques	66 798	74 361	81 021	74 913	75 145	
Fer	41 298	45 565	52 566	45 851	52 426	
Or et Cuivre	25 499	28 796	28 455	29 062	22 719	
2. 2.2 Autres activités extractives	2 618	3 154	3 792	4 480	4 494	
3. Activités manufacturières	56 722	55 313	52 980	56 897	51 919	
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Électricité	55 532	56 870	52 047	55 879	50 794	
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	1 190	-1 557	934	1 019	1 125	
4. Bâtiment et travaux-publics	55 505	65 497	77 614	61 391	62 964	
Secteur tertiaire	265 928	274 882	302 436	314 747	326 173	
5. Transports et télécommunications	63 176	65 699	84 357	87 400	91 499	
5.1 Transports	23 335	17 724	20 369	21 090	20 097	
5.2 Télécommunications	39 842	47 975	63 988	66 310	71 402	
6. Commerce	58 683	58 123	64 168	66 002	68 183	
7. Autres services	93 153	99 908	101 786	108 385	114 690	
Correction SIFIM	-21 581	-18 916	-23 683	-24 041	-24 503	
TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES	625 763	657 374	698 303	699 738	711 891	
8. Administrations publiques	50 915	51 152	52 124	52 960	51 801	
P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	676 678	708 526	750 427	752 698	763 692	
Taxes nettes sur les produits	81 416	84 300	90 984	96 443	98 372	
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHÉ	751 195	796 945	841 411	849 141	863 894	
PIB hors pétrole	723 960	768 203	815 516	825 223	841 701	
PIB au prix du marché hors industries extractives	654 112	690 688	730 704	745 830	762 062	

ANNEXE 3. TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL EN %					
	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	7,5	(1,0)	2,2	4,3	2,7
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	7,5	(1,0)	2,2	4,3	2,7
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	91,4	(10,4)	14,4	6,0	(6,2)
1. 2 Élevage	(2,9)	2,3	0,2	4,9	5,0
1. 3 Pêche	8,2	(9,0)	(3,4)	(4,3)	1,5
Secteur secondaire	3,0	11,0	6,3	(8,2)	(2,2)
2. Activités extractives	(4,7)	15,1	4,2	(6,7)	(1,4)
2. 1 Extraction de produits pétroliers	(22,1)	25,6	(9,9)	(7,6)	(7,2)
2.2. Industries extractives autre que produits pétroliers	2,8	11,7	9,4	(6,4)	0,3
2. 2.1 Extraction des minerais métalliques	2,4	11,3	9,0	(7,5)	0,3
Fer	(6,9)	10,3	15,4	(12,8)	14,3
Or et Cuivre	22,4	12,9	(1,2)	2,1	(21,8)
2. 2.2 Autres activités extractives	13,7	20,5	20,2	18,1	0,3
3. Activités manufacturières	8,7	(2,5)	(4,2)	7,4	(8,7)
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Électricité	10,1	2,4	(8,5)	7,4	(9,1)
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	(31,9)	(230,8)	(160,0)	9,1	10,5
4. Bâtiment et travaux-publics	12,3	18,0	18,5	(20,9)	2,6
Secteur tertiaire	7,5	3,4	10,0	4,1	3,6
5. Transports et télécommunications	29,5	4,0	28,4	3,6	4,7
5.1 Transports	61,3	(24,0)	14,9	3,5	(4,7)
5.2 Télécommunications	16,1	20,4	33,4	3,6	7,7
6. Commerce	7,5	(1,0)	10,4	2,9	3,3
7. Autres services	(1,1)	7,3	1,9	6,5	5,8
Correction SIFIM	7,6	(12,4)	25,2	1,5	1,9
TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES	6,4	5,1	6,2	0,2	1,7
8. Administrations publiques	2,1	0,5	1,9	1,6	(2,2)
P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	6,1	4,7	5,9	0,3	1,5
Taxes nettes sur les produits	25,7	3,5	7,9	6,0	2,0
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHE	5,8	6,1	5,6	0,9	1,7
PIB hors pétrole	7,0	6,1	6,2	1,2	2
PIB au prix du marché hors industries extractives	7,3	5,6	5,8	2,1	2,2

Source : MAED/DPAE&ONS \*: provisoires





**ANNEXE 4. PIB SECTORIEL A PRIX COURANT**  
(En Millions MRO)

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	278 240	305 176	356 306	387 615	398 711
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	278 240	305 176	356 306	387 615	398 711
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	48 343	42 926	50 387	55 117	53 653
1. 2 Elevage	197 832	233 870	276 842	305 070	311 049
1. 3 Pêche	32 065	28 380	29 077	27 428	34 009
<b>Secteur secondaire</b>	620 080	699 884	536 089	421 199	467 668
2. Activités extractives	406 702	455 371	245 474	152 068	203 978
2. 1 Extraction de produits pétroliers	37 077	52 920	63 287	33 122	28 130
2.2. Industries extractives autre que produits pétroliers	369 625	402 451	182 187	118 947	175 847
2. 2.1 Extraction des minerais métalliques	358 474	388 270	163 570	98 228	154 758
Fer	263 378	322 197	94 535	27 244	91 603
Or et Cuivre	95 096	66 073	69 035	70 984	63 155
2. 2.2 Autres activités extractives	11 151	14 181	18 617	20 719	21 089
3. Activités manufacturières	114 244	116 921	134 136	144 756	134 253
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Electricité	116 444	115 924	130 451	140 736	129 812
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	-2 200	997	3 685	4 020	4 442
4. Bâtiment et travaux-publics	99 134	127 592	156 479	124 374	129 437
<b>Secteur tertiaire</b>	536 970	566 935	607 144	640 891	671 503
5. Transports et télécommunications	81 407	79 805	90 223	90 920	91 702
5.1 Transports	35 575	26 857	35 565	37 002	35 780
5.2 Télécommunications	45 832	52 948	54 658	53 918	55 923
6. Commerce	112 243	117 499	132 099	136 535	143 123
7. Autres services	200 464	220 197	227 158	243 059	260 984
Correction SIFIM	-26 221	-23 925	-31 016	-32 094	-32 895
<b>TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES</b>	1 266 213	1 398 636	1 310 859	1 247 234	1 329 197
8. Administrations publiques	142 856	149 434	157 664	170 377	175 694
<b>P.I.B. AU COUT DES FACTEURS</b>	1 409 069	1 548 070	1 468 523	1 417 612	1 504 892
Taxes nettes sur les produits	142 626	147 722	157 953	151 382	156 642
<b>P.I.B. AUX PRIX DU MARCHÉ</b>	1 551 695	1 695 792	1 626 476	1 568 993	1 661 534
PIB hors pétrole	1 514 618	1 642 872	1 563 189	1 535 872	1 633 403
<b>PIB au prix du marché hors industries extractives</b>	1 144 993	1 240 421	1 381 002	1 416 925	1 457 556

Source : MAED/DPAE&ONS



ANNEXE 5. TAUX DE CROISSANCE DU PIB SECTORIEL AUX PRIX COURANT EN %					
	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	12,1	9,7	16,8	8,8	2,9
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	12,1	9,7	16,8	8,8	2,9
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	118,0	(11,2)	17,4	9,4	(2,7)
1. 2 Elevage	(0,6)	18,2	18,4	10,2	2,0
1. 3 Pêche	18,5	(11,5)	2,5	(5,7)	24,0
Secteur secondaire	(5,7)	12,9	(23,4)	(21,4)	11,0
2. Activités extractives	(14,9)	12,0	(46,1)	(38,1)	34,1
2. 1 Extraction de produits pétroliers	(19,5)	42,7	19,6	(47,7)	(15,1)
2.2. Industries extractives autre que produits pétroliers	(14,4)	8,9	(54,7)	(34,7)	47,8
2. 2.1 Extraction des minerais métalliques	(15,0)	8,3	(57,9)	(39,9)	57,5
Fer	(24,7)	22,3	(70,7)	(71,2)	236,2
Or et Cuivre	32,2	(30,5)	4,5	2,8	(11,0)
2. 2.2 Autres activités extractives	13,0	27,2	31,3	11,3	1,8
3. Activités manufacturières	15,7	2,3	14,7	7,9	(7,3)
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Electricité	18,1	(0,4)	12,5	7,9	(7,8)
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	(2 850,0)	(145,3)	269,6	9,1	10,5
4. Bâtiment et travaux-publics	21,8	28,7	22,6	(20,5)	4,1
Secteur tertiaire	12,7	5,6	7,1	5,6	4,8
5. Transports et télécommunications	33,2	(2,0)	13,1	0,8	0,9
5.1 Transports	61,2	(24,5)	32,4	4,0	(3,3)
5.2 Télécommunications	17,4	15,5	3,2	(1,4)	3,7
6. Commerce	13,7	4,7	12,4	3,4	4,8
7. Autres services	8,8	9,8	3,2	7,0	7,4
Correction SIFIM	12,9	(8,8)	29,6	3,5	2,5
TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES	3,2	10,5	(6,3)	(4,9)	6,3
8. Administrations publiques	7,9	4,6	5,5	8,1	3,1
P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	3,7	9,9	(5,1)	(3,5)	5,9
Taxes nettes sur les produits	53,4	3,6	6,9	(4,2)	3,0
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHE	6,8	9,3	(4,1)	(3,5)	5,9
PIB hors pétrole	7,7	8,5	(4,9)	(1,7)	6,4
PIB au prix du marché hors industries extractives	17,5	8,3	11,3	2,6	2,9

Source : MAED/DPAE&ONS





**ANNEXE 6. REPARTITION SECTORIELLE DU PIB COURANT  
(En %)**

	2012	2013	2014*	2015*	2016*
Secteur primaire	17,9	18,0	21,9	24,7	24
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	17,9	18,0	21,9	24,7	24,1
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	3,1	2,5	3,1	3,5	3,2
1. 2 Élevage	12,7	13,8	17,0	19,4	18,7
1. 3 Pêche	2,1	1,7	1,8	1,7	2,0
Secteur secondaire	40,0	41,3	33,0	26,8	28,1
2. Activités extractives	26,2	26,9	15,1	9,7	12,3
2. 1 Extraction de produits pétroliers	2,4	3,1	3,9	2,1	1,7
2.2. Industries extractives autre que produits pétroliers	23,8	23,7	11,2	7,6	10,6
2. 2.1 Extraction des minerais métalliques	23,1	22,9	10,1	6,3	9,3
Fer	17,0	19,0	5,8	1,7	5,5
Or et Cuivre	6,1	3,9	4,2	4,5	3,8
2. 2.2 Autres activités extractives	0,7	0,8	1,1	1,3	1,3
3. Activités manufacturières	7,4	6,9	8,2	9,2	8,1
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Électricité	7,5	6,8	8,0	9,0	7,8
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	-0,1	0,1	0,2	0,3	0,3
4. Bâtiment et travaux-publics	6,4	7,5	9,6	7,9	7,8
Secteur tertiaire	34,6	33,4	37,3	40,8	40,4
5. Transports et télécommunications	5,2	4,7	5,5	5,8	5,5
5.1 Transports	2,3	1,6	2,2	2,4	2,2
5.2 Télécommunications	3,0	3,1	3,4	3,4	3,4
6. Commerce	7,2	6,9	8,1	8,7	8,6
7. Autres services	12,9	13,0	14,0	15,5	15,7
Correction SIFIM	-1,7	-1,4	-1,9	-2,0	-2,0
TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES	81,6	82,5	80,6	79,5	80,0
8. Administrations publiques	9,2	8,8	9,7	10,9	10,6
P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	90,8	91,3	90,3	90,4	90,6
Taxes nettes sur les produits	9,2	8,7	9,7	9,6	9,4
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHÉ	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PIB hors pétrole	97,6	96,9	96,1	97,9	98,3
PIB au prix du marché hors industries extractives	73,8	73,1	84,9	90,3	87,7

Source : MAED/DPAE&ONS

**ANNEXE 7. PIB ET SES EMPLOIS A PRIX CONSTANTS(En millions MRO)**

	2012	2013	2014	2015	2016
TOTAL RESSOURCES	1 446 042	1 459 880	1 404 873	1 349 473	1 390 245
P.I.B. au prix du marché	751 195	796 945	841 411	849 141	863 894
Importation de Biens et Services	694 847	662 935	563 462	500 332	526 351
TOTAL EMPLOIS	1 446 042	1 459 880	1 404 873	1 349 473	1 390 245
Consommation finale des Administrations Publiques	181 738	185 890	193 327	192 985	188 095
Consommation Finale des Ménages	481 494	493 044	508 177	540 813	545 766
Formation Brute de Capital Fixe	530 742	609 167	555 800	529 661	481 409
Variation de Stocks	36 549	-46 326	-76 453	-94 677	-14 454
Demande intérieure	1 241 775	1 180 852	1 168 782	1 200 816	1 241 775
Exportation de Biens et Services	215 518	218 105	224 021	180 691	189 429

Source : MAED/DPAE&ONS

Annexe 7. Pib et ses emplois à prix courants (En millions MRO)					
unité: en million d'ouguiya	2012	2013	2014	2015	2016
<b>TOTAL RESSOURCES</b>	2 784 826	2 917 454	2 696 338	2 407 461	2 542 265
P.I.B au prix du marché	1 551 695	1 695 792	1 626 476	1 568 993	1 661 534
Importation de Biens et Services	1 233 131	1 221 662	1 069 862	838 468	880 731
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	2 784 826	2 917 454	2 696 338	2 407 461	2 542 265
Consommation finale des Administrations Publiques	307 353	327 154	348 800	361 811	362 019
Consommation Finale des Ménages	741 901	795 355	861 847	909 726	931 568
Formation Brute de Capital Fixe	780 894	932 330	882 731	805 064	779 616
Variation de Stocks	131 908	17 663	-33 770	-198 614	-117 599
Demande intérieure	1 962 056	2 072 502	2 059 608	1 877 987	1 955 603
Exportation de Biens et Services	822 770	844 952	636 730	529 474	586 661

Source : MAED/DPAE&ONS

ANNEXE 8. BALANCE DES PAIEMENTS (Millions USD)	2012	2013	2014	2015	2 016
Balance commerciale	(487,9)	(392,9)	(710,9)	(559,4)	(499)
Exportation	2 641,0	2 651,5	1 935,4	1 388,6	1 401
Minerai de fer	1 130,7	1 358,1	730,7	340,0	418
Pétrole	271,2	216,9	194,8	73,1	87
Cuivre	238,0	216,3	165,8	195,1	138
Or	445,2	471,8	407,4	333,6	289
Pêche	479,0	329,7	377,5	388,9	421
Autres	76,7	58,8	59,1	57,8	47
Importation, fob	(3 128,8)	(3 044,3)	(2 646,3)	(1 948,0)	(1 900)
Produits alimentaires	(381,5)	(377,0)	(370,5)	(395,3)	(334)
Produits pétroliers	(656,5)	(633,8)	(595,9)	(337,9)	(355)
Dont SNIM	(110,4)	(109,5)	(102,0)	(55,0)	(37)
MCM	(49,7)	(46,1)	(44,4)	(28,0)	(21)
Tasiast	(111,9)	(101,1)	(4,1)	(3,4)	(0)
industries extractives	(1 625,2)	(1 579,8)	(1 018,8)	(745,4)	(466)
dont SNIM	(483,2)	(489,3)	(420,7)	(199,4)	(157)
MCM	(160,4)	(139,5)	(186,7)	(84,3)	(80)
Tasiast	(966,6)	(590,3)	(130,9)	(187,1)	(166)
Exploration pétrolières	(15,0)	(360,7)	(280,5)	(274,7)	(64)
Autres importations	(465,5)	(453,7)	(661,1)	(469,4)	(744)
Service et revenus (nets)	(1 048,9)	(1 016,8)	(873,5)	(574,6)	(452)
Services (nets)	(858,3)	(813,7)	(620,7)	(394,6)	(336)
dont licences pêche	11,7	27,7	110,3	66,5	76
Revenus (nets)	(190,6)	(203,2)	(252,8)	(180,1)	(117)
dont compensation pêche	89,0	91,2	0,0	60,3	59
Transferts courants (net)	310,7	140,8	113,7	178,4	245
Transferts privés (net)	42,7	56,9	49,8	77,3	75
Transferts officiels	268,0	83,9	63,9	101,0	170
dont allègement PPTE multilatéral 1/	0,9	0,0	0,0	-	-
Balance des Transactions Courantes	(1 226,1)	(1 268,9)	(1 470,7)	(955,7)	(707)
Compte de capital et d'opérations financières	1 823,3	1 569,6	1 222,6	1 253,4	492
Compte Capital	40,7	4,8	16,0	31,2	8
Autres	40,7	4,8	16,0	31,2	8
Compte d'opérations financières	1 782,5	1 564,8	1 206,6	1 222,2	483
Investissement direct (net)	1 386,1	1 126,0	501,9	501,7	271
Dont: industries pétrolières (net)	157,4	410,2	265,2	310,3	71
Prêt officiels à moyen et long terme	505,8	216,0	123,8	407,6	144
Décaissements	606,0	316,1	269,6	570,4	324
Etat	259,4	176,4	256,8	570,4	322
SNIM	286,6	139,7	12,8	-	3
Principal exigible	(100,2)	(100,1)	(145,8)	(162,8)	(180)
Autres transactions privées en capital	(109,3)	222,8	581,0	312,9	77
Erreurs et omissions	(108,5)	(285,0)	(61,3)	(138,3)	135
Balance globale	488,7	15,7	(309,4)	159,4	(80)
Financement	(488,7)	(15,7)	309,4	(159,4)	80
Actifs extérieurs nets	(402,1)	(26,7)	298,8	(165,3)	80
BCM (net)	(473,6)	(28,6)	312,1	(197,3)	(21)
Avoirs	(457,7)	(36,3)	326,1	(182,1)	(2)
Engagements	(15,8)	7,7	(14,0)	(15,2)	(19)
Banques commerciales (nets)	84,9	5,8	(17,6)	15,7	77
Comptes pétrolier	(13,5)	(3,9)	4,3	16,3	24
Financement exceptionnel	(86,6)	11,0	10,6	5,9	-

Source : DGTC/IMF



92

Banque Centrale de Mauritanie  
RAPPORT ANNUEL 2016



Annexe 9. Tableau des Opérations Financières de l'État					
(En Milliards MRO sauf indication contraire)					
	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes totales et dons	462,9	422,8	424,0	460,2	464,9
Recettes totales hors (dons et pétrole)	373,6	390,8	397,7	418,7	419,1
Recettes fiscales	250,5	269,2	280,4	269,6	285,2
Recettes non fiscales hors dons	123,1	121,6	117,3	149,1	133,9
Dons	67,8	11,3	2,1	28,3	34,9
Dont: projets	2,9	1,8	1,6	7,8	9,9
Dépenses et prêts nets	429,9	436,7	479,1	513,7	465,8
Dépenses courantes	293	267,2	287,6	290,9	276,4
Salaires et traitements	94,7	103,7	110,4	119,4	123,8
Biens et services	54,6	60,1	64,7	62,4	58,7
Transferts courants	105,7	70,2	72,5	67,8	55,8
Intérêts sur la dette publique	12,6	15,7	15,8	17,8	17,4
Extérieurs	9,9	12,0	11,9	12,7	13,4
Intérieurs	2,7	3,6	3,9	5,1	4,0
Comptes spéciaux	10	6,5	10,3	3,2	9,3
Dépenses d'équipement et prêts nets	136,9	169,6	191,5	219,9	189,8
Investissements financés par l'extérieur	50,8	48,7	57,9	78,2	40,7
Investissements financés sur ressources intérieures	86,1	120,9	133,6	141,7	149,1
Restructurations et prêts nets	0		0,0	2,9	-0,4
Réserves communes	10,8	11,0	13,8	20,4	11,4
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	-56,3	-46,0	-81,4	-95,0	-46,8
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	11,4	-34,7	-79,3	-66,7	-11,8
Solde de base hors pétrole; définition du programme	4,4	14,8	-11,6	-4,1	7,3
Recettes pétrolières (net)	21,5	20,7	24,1	13,2	10,9
Solde global; dons non compris (déficit-)	-34,9	-25,2	-57,3	-81,8	-35,9
Solde global; dons compris (déficit-)	32,9	-13,9	-55,2	-53,5	-0,9
Financement	-36,3	20,3	61,3	50,9	-0,7
Financement intérieur	-88,4	-5,8	11,3	-5,0	-29,7
Système bancaire	-79,5	18,1	48,1	2,8	-25,7
BCM	-89,3	40,9	46,3	24,2	-19,1
Banques commerciales	9,8	-22,8	1,8	-21,4	-6,6
Financement non bancaire	-1,3	8,3	5,3	8,9	-7,1
Privatisations et autres	-2,2	-26,7	-6,6	-15,3	3,0
Variation des arriérés intérieurs	-5,4	-5,5	-8,8	-1,3	0,0
Financement extérieur	52,1	26,2	50,0	55,9	29,0
Compte pétrolier (net)	-4,2	-1,3	0,8	4,8	8,3
Recettes pétrolières (net)	-21,5	-20,7	-24,1	-13,2	-10,9
Contribution du compte pétrolier	17,3	19,4	25,0	18,1	19,2
Autres (net)	56,3	27,5	49,2	51,0	20,7
Emprunts extérieurs (net)	53	23,8	46,1	48,4	18,2
Financement extérieur exceptionnel	3,3	3,7	3,1	2,6	2,5
Erreurs et omissions	-3,4	6,4	6,1	-2,5	-1,7

Annexe 10. Tableau des Opérations Financières de l'État (En % du PIB hors pétrole)					
	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes totales et dons	30,6	25,7	27,1	30,0	28,5
<b>Recettes totales hors (dons et pétrole)</b>	<b>24,7</b>	<b>23,8</b>	<b>25,4</b>	<b>27,3</b>	<b>25,7</b>
Recettes fiscales	16,5	16,4	17,9	17,6	17,5
<b>Recettes non fiscales hors dons</b>	<b>8,1</b>	<b>7,4</b>	<b>7,5</b>	<b>9,7</b>	<b>8,2</b>
Dons	4,5	0,7	0,1	1,8	2,1
Dont: projets	0,2	0,1	0,1	0,5	0,6
Dépenses et prêts nets	28,4	26,6	30,6	33,4	28,5
Dépenses courantes	19,3	16,3	18,4	18,9	16,9
Salaires et traitements	6,3	6,3	7,1	7,8	7,6
Biens et services	3,6	3,7	4,1	4,1	3,6
Transferts courants	7,0	4,3	4,6	4,4	3,4
Intérêts sur la dette publique	0,8	1,0	1,0	1,2	1,1
Extérieurs	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8
Intérieurs	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Comptes spéciaux	0,7	0,4	0,7	0,2	0,6
Dépenses d'équipement et prêts nets	9,0	10,3	12,3	14,3	11,6
Investissements financés par l'extérieur	3,4	3,0	3,7	5,1	2,5
Investissements financés sur ressources intérieures	5,7	7,4	8,5	9,2	9,1
Restructurations et prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,02
Réserves communes	0,7	0,7	0,9	1,3	0,7
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	-3,7	-2,8	-5,2	-6,2	-2,9
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	0,8	-2,1	-5,1	-4,3	-0,7
Solde de base hors pétrole; définition du programme	0,3	0,9	-0,7	-0,3	0,4
Recettes pétrolières (net)	1,4	1,3	1,5	0,9	0,7
<b>Solde global; dons non compris (déficit-)</b>	<b>-2,3</b>	<b>-1,5</b>	<b>-3,7</b>	<b>-5,3</b>	<b>-2,2</b>
<b>Solde global; dons compris (déficit-)</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,5</b>	<b>-0,1</b>
Financement	-2,4	1,2	3,9	3,3	-0,04
Financement intérieur	-5,8	-0,4	0,7	-0,3	-1,8
<b>Système bancaire</b>	<b>-5,2</b>	<b>1,1</b>	<b>3,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,6</b>
BCM	-5,9	2,5	3,0	1,6	-1,2
Banques commerciales	0,6	-1,4	0,1	-1,4	-0,4
Financement non bancaire	-0,1	0,5	0,3	0,6	-0,4
Privatisations et autres	-0,1	-1,6	-0,4	-1,0	0,2
Variation des arriérés intérieurs	-0,4	-0,3	-0,6	-0,1	0,0
Financement extérieur	3,4	1,6	3,2	3,6	1,8
<b>Compte pétrolier (net)</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>
Recettes pétrolières (net)	-1,4	-1,3	-1,5	-0,9	-0,7
Contribution du compte pétrolier	1,1	1,2	1,6	1,2	1,2
Autres (net)	3,7	1,7	3,1	3,3	1,3
Emprunts extérieurs (net)	3,5	1,4	2,9	3,2	1,1
Financement extérieur exceptionnel	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Erreurs et omissions	-0,2	0,4	0,4	-0,2	-0,1





# Annexe 11. Tableau des Opérations Financières de l'État

(En % du PIB)

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>29,8</b>	<b>24,9</b>	<b>26,1</b>	<b>29,3</b>	<b>28,0</b>
Recettes totales hors (dons et pétrole)	24,1	23,0	24,5	26,7	25,2
Recettes fiscales	16,1	15,9	17,2	17,2	17,2
Recettes non fiscales hors dons	7,9	7,2	7,2	9,5	8,1
Dons	4,4	0,7	0,1	1,8	2,1
Dont: projets	0,2	0,1	0,1	0,5	0,6
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>27,7</b>	<b>25,8</b>	<b>29,5</b>	<b>32,7</b>	<b>28,0</b>
Dépenses courantes	18,9	15,8	17,7	18,5	16,6
Salaires et traitements	6,1	6,1	6,8	7,6	7,5
Biens et services	3,5	3,5	4,0	4,0	3,5
Transferts courants	6,8	4,1	4,5	4,3	3,4
Intérêts sur la dette publique	0,8	0,9	1,0	1,1	1,0
Extérieurs	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Intérieurs	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Comptes spéciaux	0,6	0,4	0,6	0,2	0,6
Dépenses d'équipement et prêts nets	8,8	10,0	11,8	14,0	11,4
Investissements financés par l'extérieur	3,3	2,9	3,6	5,0	2,4
Investissements financés sur ressources intérieures	5,5	7,1	8,2	9,0	9,0
Restructurations et prêts nets	0,00	0,00	0,00	0,18	-0,02
Réserves communes	0,7	0,6	0,8	1,3	0,7
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	-3,6	-2,7	-5,0	-6,1	-2,8
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	0,7	-2,0	-4,9	-4,3	-0,7
Solde de base hors pétrole; définition du programme	0,3	0,9	-0,7	-0,3	0,4
Recettes pétrolières (net)	1,4	1,2	1,5	0,8	0,7
Solde global; dons non compris (déficit-)	-2,2	-1,5	-3,5	-5,2	-2,2
Solde global; dons compris (déficit-)	2,1	-0,8	-3,4	-3,4	-0,1
Financement	-2,3	1,2	3,8	3,2	-0,04
Financement intérieur	-5,7	-0,3	0,7	-0,3	-1,8
Système bancaire	-5,1	1,1	3,0	0,2	-1,5
BCM	-5,8	2,4	2,8	1,5	-1,1
Banques commerciales	0,6	-1,3	0,1	-1,4	-0,4
Financement non bancaire	-0,1	0,5	0,3	0,6	-0,4
Privatisations et autres	-0,1	-1,6	-0,4	-1,0	0,2
Variation des arriérés intérieurs	-0,3	-0,3	-0,5	-0,1	0,00
Financement extérieur	3,4	1,5	3,1	3,6	1,7
Compte pétrolier (net)	-0,3	-0,1	0,0	0,3	0,5
<b>Recettes pétrolières (net)</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,2</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,7</b>
<b>Contribution du compte pétrolier</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,5</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>
<b>Autres (net)</b>	<b>3,6</b>	<b>1,6</b>	<b>3,0</b>	<b>3,3</b>	<b>1,2</b>
<b>Emprunts extérieurs (net)</b>	<b>3,4</b>	<b>1,4</b>	<b>2,8</b>	<b>3,1</b>	<b>1,1</b>
<b>Financement extérieur exceptionnel</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
Erreurs et omissions	-0,2	0,4	0,4	-0,2	-0,1



Annexe 12. Statistiques monétaires (En milliards MRO)					
	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Actifs extérieurs nets</b>	192,2	195,9	108,1	78,5	77,3
<b>BCM</b>	214,1	219,2	126,1	102,4	131,1
<b>Banques</b>	-21,9	-23,3	-18	-23,9	-53,7
<b>Actifs intérieurs nets</b>	221,2	273,7	402,1	433,5	471,1
Crédit intérieur net	458,8	516,6	609,3	659,4	683,5
Crédit net à l'État	100,3	118,2	166,4	173,6	159,1
Créances	210,3	206,1	207,6	207,3	206,8
Dépôts	-109,9	-87,8	-41,2	-33,7	-47,7
Crédit à l'économie	358,5	398,4	443	485,7	524,4
Autres postes, net	-237,6	-242,9	-207,2	-225,8	-212,4
<b>Monnaie au sens large</b>	413,4	469,6	510,2	512,1	548,4
Billets et monnaie en circulation	115,3	132,7	130,9	129,7	141,4
Dépôts à vue	246,5	272	309,2	298,5	307,4
Dépôts à terme et d'épargne	51,6	64,9	70,1	83,9	99,6
<b>Autorités monétaires</b>					
Actifs extérieurs nets	214,1	220	126,1	102,4	131,1
Actifs	290,8	297,9	199,8	278,8	309,8
Passifs	-76,7	-77,9	-73,7	-176,4	-178,8
Actifs intérieurs nets	-1,8	10,9	101	118,3	111,5
Crédit intérieur net	66,4	96,6	142,7	172,5	163,1
Crédit net à l'État	50,9	91,8	138,1	167,8	158,9
Créances	159	178,2	178,9	201,4	206,5
Dépôts	-108	-86,4	-40,7	-33,6	-47,5
dont :	-70,1	-73,6	-24,4	-19,9	-30,1
Compte courant du Trésor					
Créances sur le secteur privé	15,5	4,4	4,6	4,7	4,2
Créances nettes sur banques	-	0,4	0	0,0	0,0
Autres postes, net	-68,3	-85,7	-41,8	-54,2	-51,6
<b>Base monétaire</b>	212,3	230,9	227	220,7	242,6
Billets et monnaie en circulation	115,3	132,8	130,9	129,7	141,4
Réserves des banques	97	98,1	96,1	91,0	101,2
dont : encaisse des banques	14,8	23,5	25,6	26,0	26,3
dépôts des banques en UM	60,2	47,4	42,1	44,3	46,1
dépôts des banques en devises	21,9	27,1	28,5	20,8	28,8
<b>Banques commerciales</b>					
Actifs extérieurs nets	-21,9	-23,3	-18	-23,9	-53,7
Actifs	31,1	34,7	38,6	44,4	45,1
Passifs	-53	-58	-56,7	-68,3	-98,8
Actifs intérieurs nets	236,8	259,4	399,9	407,7	463,8
Crédit net à l'État	53,2	26,4	29,6	6,0	0,5
Créances	51,3	27,8	28,7	5,9	0,3
dont: Bons du trésor	56,6	33,8	0	16,1	10,2
Obligations cautionnées	-5,3	-5,9	0,0	-10,2	-9,9
Dépôts	1,9	1,4	0,9	0,1	0,2
Créances sur le secteur privé	343	393,9	438,4	481,1	520,2
Autres postes, net	-159,5	-160,9	-68,1	-79,4	-56,9





*Avenue de l'indépendance  
BP 623  
Nouakchott Mauritanie  
Tel : +222.45.25.22.06  
+ 222. 45.25.28.88  
Fax: + 222.45.25.27.59  
info@bcm.mr  
www.bcm.mr*

